



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Juin 2025 - n° 37

- **L'intervention américano-israélienne contre l'Iran, une expression de la bataille pour le repartage du monde commencée en 2020 (page 3)**
- **Documents de la gauche révolutionnaire d'Iran de juin 2025 suite aux bombardements de la superpuissance impérialiste américaine (page 10)**
- **L'expansionnisme iranien et sa vision d'une « profondeur stratégique » (page 25)**
- **De la guérilla contre la monarchie iranienne à l'affrontement armé avec la République islamique : les Fedayins du peuple, Amol 1982, les Moudjahidines du peuple (page 30)**
- **Questions au Parti Communiste d'Iran (page 49)**
- **Histoire de l'Iran au 20e siècle (page 56)**
- **La question du féodalisme en Iran – une vraie problématique (page 67)**
- **Mansoor Hekmat : présentation, sur le communisme-ouvrier, sur l'Islam en Iran (page 84)**
- **Michel Foucault, prophète de la gauche postmoderne, soutien de la révolution islamique iranienne (page 106)**
- **La présence française en Iran (page 115)**
- **L'Iran pris dans la guerre pour le repartage du monde vu depuis la France : la nécessité d'une vision du monde matérialiste dialectique (page 120)**

Israël a attaqué l'Iran de manière massive, dans l'espoir de changer le régime, puis la superpuissance impérialiste américaine est intervenue pour bombarder les installations nucléaires iraniennes, permettant de geler la situation.

Pourquoi ? Parce que ces événements du mois de juin 2025 n'ont pas comme aspect principal la question de l'éventuelle obtention de l'arme atomique par la République islamique d'Iran. La vraie substance, c'est la bataille pour le repartage du monde.

Et le risque inhérent aux affrontements entre puissances, c'est la révolution ! Voilà pourquoi, alors que le régime iranien n'est pas tombé sous les coups israéliens, l'intervention américaine est venue clore l'affrontement.

Il était devenu totalement évident que les masses iraniennes n'allaient pas s'aligner sur Israël, ni sur les Etats-Unis. Faire tomber le régime iranien impliquait donc permettre la naissance de mouvements de masse, et c'est la dernière chose dont veulent les capitalistes.

éditorial

Mais la révolution iranienne reste à l'ordre du jour. Le régime a perdu la face et, même s'il se maintient en prenant une posture hautaine et agressive tout en réprimant massivement, il a perdu le fil.

Il ne sera donc plus en mesure de faire face à l'immense colère populaire, à l'inévitable soulèvement des masses contre lui. Les organisations de la gauche révolutionnaire iranienne soulignent ce point et, dans ce tournant à la fois en cours et à venir, il est impérativement nécessaire de les saluer, de les encourager, de les soutenir.

Ce numéro de *Crise*, au-delà de toutes les divergences d'analyse, se veut pour cette raison avant tout une contribution à la compréhension de la situation iranienne, un manuel pour la pratique révolutionnaire en soutien à la révolution iranienne.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

L'intervention américano-israélienne contre l'Iran, une expression de la bataille pour le repartage du monde commencée en 2020

Nous avons dit en 2020 que la pandémie avait ouvert la seconde crise générale du capitalisme, et que désormais les deux mots clefs étaient *restructuration* et *guerre*. Le conflit militaire généralisé en Ukraine, que nous avons annoncé six mois avant son commencement, a été compris par tout le monde comme significatif, car il ne s'est toujours pas arrêté.

Néanmoins, il y avait encore l'espoir parmi la quasi-totalité des gens en Europe que les digues n'étaient pas toutes tombées, que la guerre n'était pas encore réellement présente, que l'on pouvait la repousser. Les événements au Moyen-Orient rendent caduc de tels espoirs. Même s'il est toujours juste de souhaiter la paix, il faut pourtant bien être réaliste quant à la réalité et à la bataille pour le repartage du monde.

Car, qui est-ce qui est décisif en juin 2025, sur ce plan ? Qu'Israël a attaqué du jour au lendemain l'Iran, avec des séries ininterrompues d'opérations de frappes au moyen de son aviation militaire. Le droit international bourgeois a sauté en éclats.

Et lorsque, une semaine plus tard, l'armée américaine est elle-même intervenue pour procéder à des frappes contre des installations nucléaires, là tous les cadres ont été littéralement pulvérisés. Attaquer des installations atomiques ! Même si le risque de radiation à la suite de ces attaques était faible (mais certainement pas nul), on est là dans l'affirmation directe de la puissance impérialiste, aux dépens de toute notion élémentaire de droit bourgeois.

Pour dire les choses simplement, il n'y a plus de règles qui tiennent. On le voit, d'ailleurs, avec l'action israélienne à Gaza, puisque la famine est employée comme acte de guerre, les brutalités et la torture ayant également été employées à l'encontre des Palestiniens à la suite du 7 octobre 2023.

L'attaque du 7 octobre 2023 fut elle-même barbare, d'une stupidité politique en plus d'être criminelle, et seuls des étudiants occidentaux gauchistes ou des nationalistes arriérés du tiers-monde peuvent y voir un acte de « résistance ».

On est là en plein retour dans la barbarie, et dans une telle situation, faut-il avoir de l'espoir ou commencer à raisonner de manière pragmatique pour trouver des choses « intéressantes » dans les crimes des uns et des autres ? Naturellement pas ! Il ne faut avoir confiance qu'en les masses, qu'en le drapeau rouge, qu'en la révolution démocratique et en la révolution socialiste.

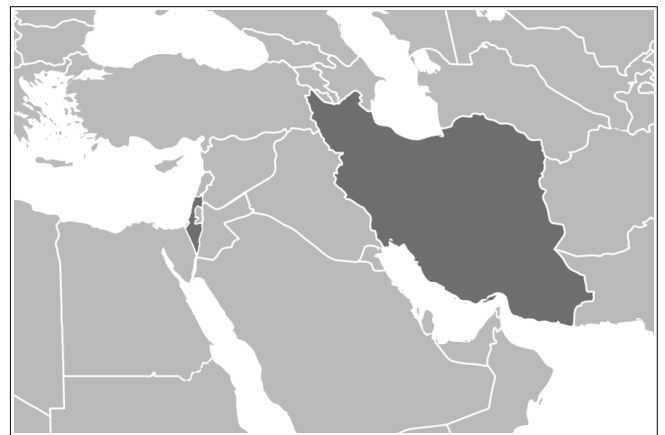
Israël et l'Iran, deux puissances expansionnistes

Israël et l'Iran ont tous les deux le même objectif : obtenir l'hégémonie militaire sur le Moyen-Orient. Le premier est l'outil direct de la superpuissance impérialiste américaine, le second est intégré au dispositif unissant la Russie impérialiste et la superpuissance impérialiste chinoise.

Lorsque le Hamas et ses alliés ont mené l'attaque depuis Gaza le 7 octobre 2023, c'était grâce à l'argent du Qatar et aux armes iraniennes. Par la suite, Israël en a profité en 2024 pour procéder à un affrontement technologique et meurtrier avec le Hezbollah, le parti pro-Iran basé au Liban. On se souvient surtout des bipeurs et de talkies-walkies piégés blessant grièvement autour de 3 500 personnes et en tuant 42.

L'Iran n'était jamais loin dans ce conflit : lorsque le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est tué par l'armée israélienne le 1er octobre 2024, l'Iran a lancé près de 200 missiles contre Israël.

Et, un peu plus tôt, le 31 juillet 2024, le dirigeant du Hamas et ex-Premier ministre palestinien Ismaël Haniyeh a été victime d'un attentat dans la capitale iranienne, Téhéran, où il se trouvait pour assister à l'investiture du nouveau président iranien Massoud Pezechkian.



L'affrontement direct avec l'Iran était donc inéluctable dans une telle logique d'escalade. C'est le sens de l'intervention israélienne lancée le 13 juin 2025. Elle a comme prétexte les avancées iraniennes dans le domaine de l'enrichissement d'uranium afin d'obtenir une arme nucléaire, mais elle aurait eu lieu de toute façon.

On a deux pays où les monopoles jouent un rôle majeur dans l'économie, deux pays où le complexe militaro-industriel a un poids massif et décisif, deux pays où la population connaît un profond endoctrinement belliciste et nationaliste, deux pays avec également un haut niveau culturel et scientifique ce qui, ici, n'arrange pas les choses.

Israël et la doctrine américaine de la toute-puissance technologique

Israël s'est lancé dans l'offensive militaire contre l'Iran en s'appuyant sur ses avantages dans le domaine technologique. Autrement dit, l'aviation israélienne opère pour ses bombardements de manière libre, en raison du manque de défense aérienne iranienne appropriée, alors que les missiles iraniens sont très largement stoppés par le « dôme de fer », le dispositif anti-missiles israélien.

Si Israël peut agir ainsi, c'est qu'il dispose de la technologie et de moyens financiers.

Chaque jour de l'offensive et d'utilisation du dôme de fer signifie dépenser 400 et 600 millions d'euros, voire plus. Et il faut se souvenir qu'Israël est militairement actif depuis le 7 octobre 2023. On doit donc considérer qu'entre 15 % et 20% du PIB sont engloutis !

Table 1. Total U.S. Foreign Aid Obligations to Israel: 1946-2023

current, or non-inflation-adjusted, U.S. dollars in millions

Fiscal Year	Military	Economic	Missile Defense	Total
1946-2020	104,506.200	34,347.500	7,411.409	146,265.110
2021	3,300.000	-	500.000	3,800.000
2022	3,300.000	-	1,500.000	4,800.000
2023	3,300.000	-	500.000	3,800.000
Total	114,406.200	34,347.500	9,911.409	158,665.110

Sources: U.S. Overseas Loans and Grants (Greenbook), the U.S. State Department, and the Missile Defense Agency.

Notes: The Greenbook figures do not include missile defense funding provided by the Department of Defense. According to USAID Data Services as of January 2023, in constant 2021 U.S. dollars (inflation-adjusted), total U.S. aid to Israel obligated from 1946-2023 is an estimated \$260 billion.

C'est un chiffre immense et l'État israélien s'effondrerait s'il n'était pas soutenu à bout de bras par la superpuissance impérialiste américaine. Là est précisément la force et la faiblesse d'Israël, de son État et de la société.

La société israélienne est profondément divisée, avec des couches d'immigration juive se superposant, dans une unité à la fois réelle et artificielle, ce qui produit une fuite en avant dans le fanatisme religieux et l'idéologie de la colonisation. Sur le plan économique, le capitalisme est monopoliste et extrêmement brutal. Sans la dynamique militariste relative à l'ennemi intérieur (les Palestiniens) et extérieur (le Hezbollah et l'Iran), la crise prédominerait en Israël.

L'utilisation de la technologie a d'autant plus une dimension idéologique, afin de présenter Israël comme invincible en raison de son avance technologique et du soutien unilatéral de la part de la superpuissance impérialiste américaine. Israël n'a fait historiquement que reprendre le concept de « qualitative military edge » employé initialement par la superpuissance impérialiste américaine dans sa compétition avec la superpuissance social-impérialiste soviétique (qui disposait d'un avantage en termes quantitatifs).

Du point de vue du matérialisme dialectique, c'est le peuple qui fait l'Histoire et l'emploi de technologies avancées ou « en avance » sur les autres n'est pas quelque chose de décisif. Mais on parle là de notre idéologie à nous, et du principe de la guerre populaire. Face à des ennemis anti-populaires comme le Hamas, le Hezbollah ou l'Iran, qui sont tous des produits du féodalisme moderne, la démarche « technologique » américano-israélienne fonctionne très bien.

Les frappes israéliennes puis américaines

L'armée israélienne, au moyen de son aviation militaire, a donc réussi en Iran en juin 2025 à détruire toute une série d'objectifs militaires, technologiques, industriels, médiatiques, frappant également directement des scientifiques dans le domaine du nucléaire, mais également des hauts-gradés des gardiens de la révolution et des forces armées iraniennes.

Elle a fait littéralement ce qu'elle a voulu et on peut dire qu'elle a réussi à décapiter le haut de l'appareil d'État, du moins dans le domaine directement militaire.

Naturellement, la République islamique d'Iran a prétendu se défendre héroïquement et victorieusement, frapper sévèrement et profondément l'entité sioniste, etc. Tout cela apparaît clairement comme de la vantardise, même si l'État israélien a strictement censuré toutes les destructions subies (ce que les médias occidentaux ont tous suivi).

Ont été tués par l'armée israélienne notamment le commandant en chef du Corps des gardiens de la révolution islamique Hossein Salami, le chef d'état-major des forces armées de la République islamique d'Iran Mohammad Hussein Baqeri, le commandant en chef de la force aérospatiale du Corps des gardiens de la révolution islamique Amir Ali Hajizadeh, le commandant du quartier général central de Khatam al-Anbiya Gholam Ali Rashid, le commandant des défenses aériennes du Corps des gardiens de la révolution islamique Davoud Sheikhan, le commandant de la force de drones du Corps des gardiens de la révolution islamique Pour Taher, le commandant du système de défense aérienne de la Force aérospatiale du Corps des gardiens de la révolution islamique Khosrow Hassani, l'amiral et conseiller politique du guide suprême de l'Iran Ali Shamkhani, les chefs adjoints du renseignement de l'état-major des armées Gholamreza Mehrabi et Mehdi Rabbani, le chef adjoint de l'organisation du renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique Hassan Mohaqeq, le brigadier général de l'organisation du renseignement du corps des gardiens de la révolution islamique Mohammad Kazemi.

Puis, il y a eu les frappes américaines, dans la nuit du 21 au 22 juin 2025. Ont été visées l'usine d'enrichissement d'uranium de Fordo, le site nucléaire de Natanz, le centre de technologie et de recherche nucléaire d'Ispahan.

Cela fait tout de même beaucoup, eu égard à l'idéologie officielle de la République islamique. Le « grand Satan » et « l'entité sioniste » l'ont frappé, on peut dire, impunément. Le bâtiment de la télévision d'État iranienne a été la victime des opérations, provoquant bien sûr une interruption de la retransmission.



En pratique, c'est une humiliation, que nie le régime. Et malheureusement avec un succès : c'est la raison du cessez-le-feu forcé par le président américain Donald Trump le 24 juin, au lendemain de l'envoi annoncé bien à l'avance de missiles iraniens contre la base aérienne américaine Al Udeid, au Qatar.

Car l'objectif inavoué, enfin à moitié inavoué, c'était le changement de régime en Iran. Officiellement, il est difficile de demander une telle chose, car il y a le droit international. Mais en filigrane, le thème est monté, et les responsables israéliens ont finalement assumé à plusieurs reprises d'aller en ce sens.

Cette dynamique a bien entendu été calculée dès le départ, en osmose avec la superpuissance impérialiste américaine. Cette dernière entend tout changer pour ne rien changer.

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a envoyé un message «au noble peuple iranien » ; il a affirmé que « le moment est venu pour le peuple iranien de s'unir autour de son drapeau et de son héritage historique, en défendant sa liberté face au régime maléfique et oppressif ».

Il a justifié l'intervention israélienne en disant que « notre combat est contre le régime islamique meurtrier qui vous opprime et vous appauvrit, c'est l'occasion pour vous de vous lever et de faire entendre vos voix. »

En écho à cela, les médias occidentaux ont largement mis en avant Reza Pahlavi, le fils du Chah. Enfin, la veille de la décision du cessez-le-feu, Donald Trump avait rejoint l'appel à changer le régime : « Il n'est pas politiquement correct d'utiliser le terme "changement de régime", mais si le régime iranien actuel n'est pas en mesure de rendre à l'Iran sa grandeur, pourquoi n'y aurait-il pas un changement de régime ? ».

Il demandait auparavant la « capitulation » du régime. Et c'est là qu'on voit bien qu'on n'est pas dans un simple conflit, mais dans une confrontation de grande ampleur. Il en va du repartage du monde.

L'Iran va devant un grand bouleversement

L'Iran se retrouve au minimum dans une situation pré-révolutionnaire. Comme on le sait, la période 1989-2020 se caractérise par un grand progrès des forces productives dans le monde. L'Iran n'a pas échappé à ce développement, cependant en raison de la nature du régime, il n'a pas pu en profiter comme il aurait dû.

Même s'il faut considérer le régime actuel en Iran comme pragmatique plus que comme fondamentaliste, il maintient à l'arrière-plan une logique meurtrière, faite d'emprisonnement, de tortures, de meurtres, de liquidations. Il ne peut pas échapper à sa matrice, née véritablement lors de la « révolution culturelle » islamique au début des années 1980.



La condition des femmes est ici, bien sûr, l'aspect le plus explosif. Elle témoigne de la prévalence historique du féodalisme en Iran, et en même temps en 2025 elle apparaît comme une absurdité, une oppression médiévale, un phénomène grotesque dont il faut se débarrasser.

Il est donc essentiel d'appuyer la révolution iranienne qui ne saurait manquer d'émerger historiquement, et pour cela d'apporter son aide aux organisations révolutionnaires d'Iran, qui luttent avec abnégation, générosité et héroïsme. Leur courage doit provoquer le respect et l'humilité, et appelle à l'internationalisme prolétarien. ■

L'économie capitaliste bureaucratique de la République islamique d'Iran

Le guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, en place depuis 1989 (à la suite de la mort de Rouhollah Khomeini), a tenu un discours triomphaliste le 26 juin 2025. « Je tiens à féliciter la grande nation iranienne : tout d'abord pour sa victoire sur le régime sioniste. »

Le régime iranien aurait mis une « gifle cinglante » aux États-Unis et Israël aurait manqué de s'effondrer ! Selon lui, les États-Unis « sont intervenus directement dans la guerre, convaincus que leur refus de s'engager conduirait à la destruction totale du régime sioniste ».

C'est totalement ridicule, mais ces discours vantards, prétentieux, relevant d'une démesure verbale, sont absolument typiques du régime iranien. La raison tient à sa base féodale.

Le Chah d'Iran a essayé de réorganiser le féodalisme en Iran, afin de faire en sorte de moderniser le pays conformément aux attentes de la bourgeoisie « compradore », c'est-à-dire vendue à des puissances impérialistes (ici en l'occurrence la superpuissance impérialiste américaine). Comme on le sait, ça a très mal tourné.

Le résultat est qu'il y a bien eu la mise en place d'un capitalisme bureaucratique, mais au lieu que ce soit la bourgeoisie compradore qui prédomine, ce sont les forces féodales qui ont pris le dessus.

On a ainsi le Quartier général exécutif des ordres de l'Imam, qui possède 52 milliards de dollars de propriété et 43 milliards de dollars d'entreprises. Mais on a aussi les « fondations », au nombre d'une centaine, qui produisent du coton et du soja, s'occupent des ports, ont des usines d'automobiles, etc.



La seconde plus grande entreprise du pays est la fondation religieuse appelée Bonyad-e Mostazafen va Janbazan (la « fondation pour les opprimés et les handicapés »), qui a récupéré ce qui était lié au Chah. Elle est active dans l'hôtellerie, le tourisme, l'horticulture, l'agriculture, les matériels de construction, la métallurgie, le fret, le verre, les boissons gazeuses (dont le Zam Zam Cola), la presse, etc.

Ces fondations, toutes officiellement à visée caritative, ne payent donc aucun impôt ni taxes ! C'est une machine à redistribuer les profits, telle une rente : on est plein féodalisme « capitaliste ».

Et c'est tellement opaque qu'on ne sait pas à quel point ces fondations dominent l'économie ; les estimations vont de 11 % à 40 % ! Une estimation de 2008 considère qu'il y a entre 400 000 et 5 millions de personnes employées par ces fondations !

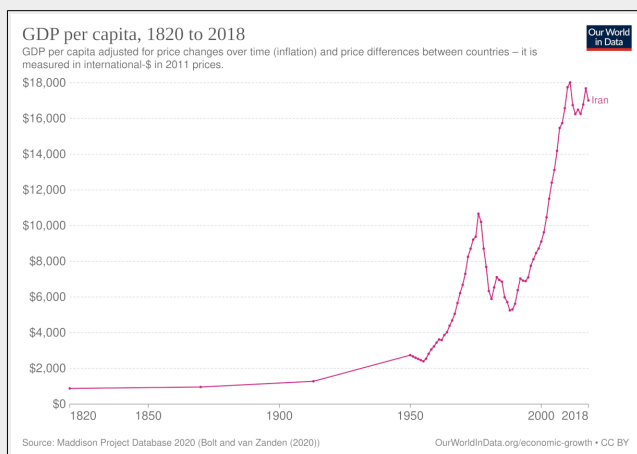
On se demande franchement comment la majorité des révolutionnaires iraniens considèrent l'Iran comme capitaliste quand on voit cela.

Il faut ajouter à ce triste panorama que le Corps des gardiens de la révolution islamique, en plus de ses propres fondations dispose aussi d'entreprises, comme le Quartier général de la construction de Khatam al-Anbiya, qui s'approprie les contrats gouvernementaux dans ce domaine, construit des routes et des aciéries, etc.

Alors, oui, il y a bien un capitalisme, mais il est étouffé et encadré, il voit les fondations du clergé avoir le dessus et porter le clergé dans absolument tout le pays ; il affronte la corruption généralisée, la contrebande mise en place par l'armée et le Corps des gardiens de la révolution islamique.

Et il y a bien sûr la première entreprise du pays, omniprésente, la National Iranian Oil Company, qui produit le pétrole et le gaz ; c'est une industrie publique, avec des ramifications dans tout l'appareil d'État.

Il n'y a pas de « capitalisme » iranien, mais un capitalisme bureaucratique, et notre thèse selon laquelle la période 1989-2020 a été caractérisée par un accroissement des forces productives dans le monde se vérifie absolument lorsqu'on voit l'évolution du PIB iranien (ici fourni par Our World in Data).



Le niveau de vie a incroyablement augmenté. Mais comme le capitalisme bureaucratique iranien est « à part » en raison de sa nature, les masses sont davantage restées à l'écart du processus par rapport à d'autres pays, par exemple la Turquie.

Concrètement, 300 personnes ont le contrôle de 60 % de l'économie ! Cela rend la situation explosive, alors qu'en plus la population est passée de 39,9 millions en 1980 à 91 millions en 2025. On a ici un horizon révolutionnaire qui se pose de manière résolue !

Documents de la gauche révolutionnaire d'Iran de juin 2025 suite aux bombardements de la superpuissance impérialiste américaine

Déclaration du Conseil de coopération des forces de gauche et communistes - Conséquences de la participation directe de l'Amérique à la guerre réactionnaire en attaquant les centres nucléaires

Membres du Conseil : *Syndicat des travailleurs socialistes, Parti communiste d'Iran, Parti communiste des travailleurs-Hekmatiste, Organisation de la voie ouvrière, Organisation Fedayin (minorité), Noyau minoritaire*

L'attaque militaire américaine contre les installations nucléaires d'Ispahan, Natanz et Fordow, dimanche 22 juin [les dates sont données dans la version occidentale, l'Iran ayant son propre calendrier], a placé le régime islamique face à un accord avec Trump, et non avec l'Europe, ou face à une guerre totale.

Un accord qui n'est qu'une capitulation pure et simple, et que [le « guide suprême » Ali] Khamenei considérerait comme une paix imposée et inacceptable.

L'attaque du CGRI [Corps des gardiens de la révolution islamique] contre la base militaire américaine au Qatar n'a causé aucun dommage que Trump ne pouvait ignorer pour ramener le régime islamique à la table des négociations.

Le régime islamique n'a pas la capacité de défendre l'espace aérien du pays, et les avions et drones israéliens bombardent quotidiennement des cibles en Iran.

Le CGRI ne dispose d'aucun moyen de pression pour stopper les attaques israéliennes, à l'exception des tirs de missiles sur les villes israéliennes, dont seul un petit nombre traverse le « Dôme de Fer ». Les objectifs poursuivis par Israël et les États-Unis face au régime islamique évoluent proportionnellement à leur capacité à attaquer des cibles militaires et civiles.

L'enrichissement à zéro pour cent [de l'uranium], la limitation de la portée des missiles balistiques et la cessation de l'aide aux forces par procuration sont abandonnés, et Trump a proposé un « changement de régime » après avoir attaqué les installations nucléaires d'Ispahan, Natanz et Fordow.

La division des factions du régime islamique face à l'Europe, à Israël et aux États-Unis est publique, mais elle n'a pas encore échappé au contrôle de Khamenei, et elles agissent toutes à l'unisson.

Le déséquilibre actuel des forces entre les factions, dû à la mort [éventuelle] de Khamenei ou à d'autres raisons, est efficace pour changer le cours de la République islamique face à la guerre et à la crise actuelles.

Les États-Unis et Israël ne disposent pas des fantassins nécessaires à un « changement de régime ».

Les fascistes monarchistes et Reza Pahlavi tentent de transformer le peuple iranien en fantassins de Netanyahu, accusé de crimes de guerre et de génocide et recherché par la Cour pénale internationale.

Le principal problème de la République islamique face à tout accord réside dans l'évaluation de son impact sur le peuple iranien, qui aspire à son renversement révolutionnaire.

Le régime islamique est pris entre les griffes du peuple iranien, les attaques militaires d'Israël et des États-Unis, et la pression du « mécanisme de déclenchement » de trois pays européens [la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni].

Au lieu de capituler devant le peuple iranien, la République islamique a choisi la voie de la négociation, du compromis et de la soumission aux États-Unis et à l'Europe, et a intensifié sa répression.

Les patrouilles nocturnes et les inspections routières, notamment au Kurdistan, ainsi que la multiplication des arrestations, sont une vaine tentative du régime islamique de se protéger du peuple.

Israël et les États-Unis ont attaqué les installations nucléaires iraniennes sans se soucier des conséquences mortelles des radiations nucléaires pour la population et l'environnement. Le peuple iranien s'est retrouvé sans installations ni formation pour faire face au danger des radiations nucléaires.

Le régime islamique a construit des colonies sous les montagnes pour protéger ses centrifugeuses et ses missiles, mais le peuple iranien quitte ses villes pour échapper aux bombardements du régime d'apartheid et à un Israël meurtrier.

Le peuple iranien, déjà confronté à des pénuries d'eau et d'électricité avant l'attaque israélienne du 23 juin, n'a d'autres alliés ni soutiens qu'eux-mêmes et des initiatives telles que les Groupes d'aide au logement pour atténuer les dégâts de la guerre réactionnaire entre le régime islamique et le régime israélien.

La solidarité du peuple iranien contre le régime islamique, les États-Unis et Israël est le facteur le plus important pour se préparer à déterminer son propre destin face aux deux courants réactionnaires et meurtriers au pouvoir en Iran, ainsi que les fascistes royalistes et Reza Pahlavi.

*À bas le régime capitaliste de la République islamique !
Vive la liberté ! Vive le socialisme !*

Conseil de coopération des forces de gauche et communistes
23 juin 2025

Déclaration du Parti communiste-ouvrier d'Iran - Sur le cessez-le-feu entre la République islamique et l'État d'Israël

L'annonce du cessez-le-feu signifie en réalité l'acceptation de la défaite par la République islamique. Le régime, qui jusqu'aux derniers instants s'est vanté d'une « vengeance brutale » et a fait retentir le tambour de la guerre, a finalement été contraint de battre en retraite et d'accepter un cessez-le-feu après avoir essuyé de lourdes défaites militaires.

Ce régime a plongé le pays dans la guerre avec son projet nucléaire, ses programmes de missiles, son bellicisme régional, son soutien financier et en armement à des forces intermédiaires, et ses politiques anti-israéliennes et anti-américaines.

Aujourd'hui, après avoir vu détruit des installations nucléaires et subi de nombreuses frappes militaires, il a capitulé. Cette défaite est bien plus dévastatrice et fatale que la « coupe de poison » de Khomeiny ou l'« adoucissement héroïque » de Khamenei.

Après cette défaite, la République islamique ne sera plus le même régime qu'avant la guerre.

Le gouvernement a perdu une partie importante de ses commandants militaires, son chef s'est réfugié dans des bunkers, ses rangs ont été gravement désorganisés et ses centres d'autorité fantoches ont été brisés.

Politiquement, cette guerre a rendu pratiquement impossible la poursuite de la stratégie et de la propagande anti-israéliennes du gouvernement. C'est un coup fatal porté à l'identité et à l'existence de la République islamique.

Khamenei, qui a toujours fait face à un océan de colère et de haine de la part du peuple iranien, est désormais humilié et discrédité, même parmi ses partisans.

Après ces coups, il ne pourra plus être le ciment qui unit les différentes composantes du gouvernement, ainsi que les vestiges de ses forces mandataires dans la région, comme il l'était auparavant, et il perdra complètement sa position et son autorité, même parmi ces forces.

La République islamique tente de lancer une vague d'arrestations, de répression et d'exécutions sous prétexte de coopération et d'espionnage pour Israël, mais elle ne parviendra pas à intimider la société. Il est erroné de croire que la situation de la société iranienne actuelle est comparable à celle de 1967.

Aujourd'hui, le gouvernement est bien plus instable et chaotique, et la population est bien plus contestataire, organisée et déterminée qu'à tout autre moment.

Elle fait face à un régime considérablement affaibli et humilié. Le peuple, qui revendique ses droits depuis des années par des manifestations massives et qui, depuis près de trois ans, vise l'existence même de la République islamique au nom de la liberté de vivre, peut résister à toute répression et à toute conspiration et lancer une attaque plus vaste contre la République islamique.

Bien que la guerre ait marginalisé les protestations populaires pendant un temps, elle a encore attisé la colère et le mécontentement de la population.

Le désir de renverser le régime belliciste de la République islamique et de lutter pour s'en débarrasser a désormais trouvé un nouveau terrain et une force motrice nouvelle.

Nous devons déclarer haut et fort que nous ne sommes plus prêts à payer le prix de la bellicisme du gouvernement.

Nous devons déclarer haut et fort que tous les programmes nucléaires et balistiques du gouvernement doivent être immédiatement arrêtés. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de défendre fermement les acquis de la révolution « Femmes, Vie, Liberté », la tranchée du non-port du voile, la lutte pour la libération immédiate des prisonnières politiques et idéologiques et l'abolition de la peine de mort.

Nous pouvons et devons organiser une nouvelle phase de la Révolution des Femmes pour la Vie et la Liberté et balayer définitivement de la scène sociale ce régime islamique désespéré et déshonorant.

Parti communiste des travailleurs d'Iran
24 juin 2025

Déclaration de l'Organisation des guérilleros fedayins révolutionnaires du peuple iranien - Concernant l'attaque militaire américaine contre les installations de Fordow, Natanz et Ispahan et la déclaration d'un cessez-le-feu

L'attaque militaire américaine contre les installations nucléaires de Fordow, Natanz et Ispahan, ainsi que l'annonce d'un cessez-le-feu, ont servi de prétexte.

Cette guerre de douze jours a eu pour résultat de renforcer la position des commandants à New York et Tel-Aviv, et d'humilier et de préserver le régime de Téhéran.

Si l'impérialisme américain était réellement préoccupé par l'expansion des activités nucléaires du régime dictatorial et religieux au pouvoir en Iran, pourquoi Israël a-t-il attaqué les installations nucléaires après une guerre de neuf jours et la destruction des infrastructures industrielles et militaires iraniennes ?

Les États-Unis et Israël admettent avoir mené les exercices nécessaires il y a un an, sous l'administration Biden, et attendre l'occasion d'attaquer les installations nucléaires iraniennes. La meilleure occasion s'offrait-elle à eux maintenant ?

La réalité est tout autre. Toutes les déclarations et positions des États-Unis et d'Israël concernant le régime de la République islamique d'Iran indiquent que leur objectif principal était et demeure la désintégration de l'Iran.

Par conséquent, les dirigeants des États-Unis et d'Israël pensaient qu'en tuant les chefs de l'armée, du CGRI [Corps des gardiens de la révolution islamique], et en bombardant les centres militaires et industriels du régime, les opposants à la République islamique descendraient dans la rue pour les soutenir, eux et leurs marionnettes.

Les fantasmes de Netanyahu avaient renforcé ses spéculations selon lesquelles le moment était venu d'échanger la cape qu'il avait placée sur la tête de Reza Pahlavi [lors de sa visite] en Israël en avril 2023 contre une couronne royale à Téhéran en juin 2025.

Lorsque cette politique a échoué et que le peuple a démontré que s'opposer au régime de la République islamique ne signifiait pas accueillir un ennemi étranger, l'Amérique est entrée en scène pour se présenter vigoureusement comme le vainqueur de cette guerre.

La mise en œuvre de ce scénario sanglant aurait clairement aidé les trois tyrans et dictateurs de New York, Tel Aviv et Téhéran pendant une courte période.

Cependant, dans la pratique, tous les trois ont échoué.

Israël n'a pas réussi à renverser le régime iranien et à porter les monarchistes au pouvoir, ni Trump à résoudre le problème de l'Iran et du Moyen-Orient, ni la République islamique à rayer Israël de la surface de la terre.

Néanmoins, désormais, Trump prétendra avoir résolu le problème nucléaire avec le régime iranien. Netanyahu dira avoir tenu sa promesse faite il y a quelques années et avoir empêché le régime iranien de se doter de l'arme nucléaire. Ali Khamenei clame également que nous avons brisé le mythe de l'invincibilité d'Israël, que le Dôme de Fer était une marionnette contre les « missiles islamiques » et que nous avons porté un coup au cœur du régime sioniste.

Cependant, le battage médiatique de Khamenei autour de sa « victoire » s'est déjà estompé avec les remerciements et l'appréciation constants de Trump envers la République islamique pour sa bonne volonté et ses tirs de missiles sans but dans le ciel du Qatar afin de protéger la santé des soldats américains.

Même si, à court terme, de telles vantardises auront un effet sur le pays, qui l'ignore ?

Le monde civilisé se souviendra à jamais de Donald Trump comme d'un déséquilibré, d'un fanfaron et d'un gendarme. Netanyahu restera dans les mémoires comme un dictateur, un bourreau du peuple palestinien et un élément méprisable. Le nom d'Ali Khamenei restera également dans l'histoire comme celui d'un réactionnaire religieux, autocratique et cruel.

L'ironie de l'histoire est que Donald Trump a déclaré que si la République islamique d'Iran ne faisait pas la paix, il restaurera la « grandeur et la gloire » de l'Iran !! Il est douteux que Trump comprenne réellement la signification de la gloire de l'Iran ou l'ait étudiée historiquement.

Le cours des événements prouvera à Trump et à ses associés que le slogan « mort à l'Amérique et mort à Israël » du régime iranien ne s'arrêtera pas avec la destruction des installations nucléaires de Fordow, Natanz et Ispahan, car ces slogans ne sont scandés que pour le public iranien et pour séduire les masses.

Ces slogans, scandés en Iran, servent les intérêts du régime au pouvoir, et à l'extérieur, ceux des États-Unis.

D'une part, ils peuvent entretenir secrètement des relations économiques avec le régime iranien, comme ils le font depuis 46 ans, et, sur la scène internationale, se présenter comme un opposant à la dictature et un défenseur des droits de l'homme.

L'expérience a montré que si un jour les dirigeants du régime sont contraints de tirer un missile sur les bases d'Aïn al-Assad en Irak ou d'Al-Oudeid au Qatar pour préserver leur image, ils en informeront préalablement les États-Unis, par l'intermédiaire de l'émir du Qatar, du roi d'Arabie saoudite, du sultanat d'Oman et des anges et démons de l'islam, afin qu'ils évacuent ces bases.

Enfin, il est heureux qu'un grand scandale ait été laissé aux monarchistes, menés par Reza Pahlavi et autres sacrificateurs. Cette expérience a une fois de plus prouvé que tant que les forces révolutionnaires, militantes et progressistes ne parviendront pas à s'unir aux travailleurs et aux travailleuses d'Iran dans un front uni contre le régime de la République islamique d'Iran, un système démocratique ne sera pas possible en Iran.

Organisation des guérilleros fedayins révolutionnaires du peuple iranien
24 juin 2025

Déclaration du Comité central de l'Union des Fedayins du peuple iranien – Condamnation de l'attaque militaire américaine contre des installations nucléaires en Iran

Le matin du dimanche 22 juin, les États-Unis ont attaqué les installations nucléaires de Fordow, Natanz et Ispahan avec des bombardiers B-2, causant d'importants dégâts.

Par cette action militaire, le gouvernement américain est entré de facto dans une guerre entre Israël et l'Iran, et en conflit direct avec l'État islamique. Une guerre dévastatrice qui, si elle se poursuit, mettra le feu non seulement à l'Iran, mais aussi au Moyen-Orient.

Ces attaques ont eu lieu un jour après la rencontre du ministre iranien des Affaires étrangères, [Abbas] Araghtchi, avec les ministres des Affaires étrangères de trois pays européens : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

Ces derniers ont tenté de relancer les négociations sur le programme nucléaire, bloquées par l'attaque israélienne contre l'Iran.

Mais le ministre iranien des Affaires étrangères a persisté à insister sur la nécessité de mettre fin à la guerre avant le début des négociations, et la réunion est restée infructueuse.

L'agression et le bombardement américains des installations nucléaires iraniennes constituent un acte extrêmement dangereux, contraire aux normes et au droit internationaux.

Conformément aux traités internationaux, le bombardement d'installations nucléaires est interdit en raison du risque de rejet radioactif et de mise en danger de la vie de milliers d'innocents. Cependant, le gouvernement américain, au mépris du droit international et des vies humaines, agit dans le seul but de maintenir et d'étendre sa domination mondiale.

Depuis le début des frappes aériennes israéliennes contre l'Iran, il y a onze jours, près de neuf cents personnes ont été tuées et plus d'un millier blessées.

Des millions de personnes ont fui leurs foyers par crainte des bombardements et ont cherché refuge dans des zones actuellement épargnées.

L'appareil répressif du régime travaille sans relâche : des dizaines de personnes ont été arrêtées pour espionnage, et trois ont été exécutées.

Israël, qui avait initialement annoncé que son seul objectif était de détruire les installations nucléaires du régime, a maintenant, après onze jours, ciblé des infrastructures économiques telles que des raffineries, des aéroports, des bureaux gouvernementaux, etc., causant jusqu'à présent des dégâts considérables.

Aujourd'hui, le bombardement de la prison d'Evin a causé d'importants dégâts. Bien qu'aucun décès de prisonniers n'ait été signalé jusqu'à présent, alors que des millions de personnes ont fui les villes, les détenus n'ont aucun moyen d'échapper aux bombardements. L'État islamique est responsable de la protection de la vie des prisonniers.

L'État islamique, quant à lui, tente de riposter à Israël en lançant des missiles et en résistant aux frappes aériennes, même si cette riposte est clairement sans commune mesure avec les bombardements israéliens.

Les fanfaronnades des commandants militaires n'empêchent pas le largage de centaines de tonnes de bombes sur la population.

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous pensons que la cause principale de la situation actuelle est le régime islamique criminel et oppressif.

Parallèlement, nous nous opposons à l'attaque militaire israélienne et américaine contre l'Iran et considérons cette guerre dévastatrice comme contraire aux intérêts du peuple iranien dans plusieurs domaines.

L'une des conséquences de l'invasion israélienne de l'Iran est le coup porté aux mouvements sociaux, aux luttes des ouvriers, des travailleurs, des enseignants, des

infirmières, des retraités et d'autres segments de la population pour obtenir leurs droits et ouvrir la voie à la liberté et à la démocratie.

Avec l'entrée en guerre directe des États-Unis, cette agression militaire et les objectifs poursuivis par Israël et les États-Unis ont pris une nouvelle dimension.

Les représailles de l'État islamique, notamment le lancement de missiles sur des bases américaines dans le golfe Persique ou la fermeture du détroit d'Ormuz, ne sont qu'une invitation à une plus grande participation de la machine de guerre américaine.

Cela entraînera des pertes humaines et financières considérables, ainsi que la destruction des infrastructures économiques du pays, et les générations futures d'Iran devront payer pour ces pertes. (Des agences de presse ont rapporté que la République islamique d'Iran a riposté aux attaques de Washington contre les installations nucléaires iraniennes ce week-end en tirant aujourd'hui plusieurs missiles sur les bases militaires américaines « Al-Udeid » au Qatar...)

Le régime islamique est désormais au bout du rouleau.

Les aventures nucléaires, qui faisaient partie de sa stratégie de dissuasion pour se protéger des forces étrangères, dont Israël et les États-Unis, ont quasiment été anéanties et leur inefficacité a été révélée.

Cependant, le régime s'accroche encore et toujours à un aspect de cette stratégie, à savoir l'enrichissement nucléaire, et refuse d'y renoncer. Une politique qui mènera à sa destruction, car les puissances mondiales, et même la Chine et la Russie, apparemment amies du régime islamique, ne sont pas favorables à sa nucléarisation.

Cependant, l'enjeu pour le peuple iranien n'est pas seulement la destruction de ce régime, qu'il a depuis longtemps vaincu ; il est aussi que les politiques audacieuses du régime ont entraîné notre société et notre peuple dans le tourbillon d'une guerre dangereuse, et que l'obstination à maintenir l'« enrichissement » mènera non seulement à sa propre destruction, mais aussi à celle de l'Iran.

La seule issue est d'arrêter immédiatement la guerre et de négocier en acceptant de mettre fin aux aventures nucléaires.

La démocratie, pour laquelle le peuple iranien se bat depuis des décennies, ne viendra pas en Iran avec des bombes israéliennes ou des marines américains. Nous nous opposons à toute tentative de créer des alternatives par des gouvernements étrangers et, respectant le droit de toutes les nations du monde à déterminer leur sort, nous considérons que la détermination du sort du gouvernement islamique est le droit exclusif du peuple iranien.

La tâche urgente des forces éprises de liberté est d'exprimer leur opposition à la guerre et aux attaques brutales d'Israël et des États-Unis, ainsi qu'aux attaques de missiles sur les villes israéliennes par le gouvernement islamique d'Iran, de toutes les manières possibles, et de le faire savoir au monde, et en particulier d'appeler les organisations de défense des droits de l'homme et anti-guerre et les Nations Unies à empêcher la poursuite et la propagation des massacres et des massacres en recourant à des outils et des solutions diplomatiques.

Le noble peuple d'Iran ne veut pas la guerre ; il veut un avenir radieux sans le régime criminel et oppressif de la République islamique, et l'établissement d'une paix durable, de la tranquillité et d'une vie d'honneur et de bonheur.

La paix, la tranquillité et une vie humaine décente sont les droits inaliénables du peuple iranien.

Vive la paix, vive la liberté.

À bas le régime de la République islamique !

Comité central de l'Union des Fedayins du peuple iranien

23 juin 2025

Déclaration du Comité exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Voie des Travailleurs) – Non à la guerre ! Vive la souveraineté du peuple iranien ! Nous condamnons fermement l'agression criminelle des États-Unis contre le sol iranien !

Dans la soirée du samedi 21 juin 2025, des bombardiers américains ont bombardé les installations nucléaires de Fordow, Natanz et Isfahan. Ces attaques agressives sur le sol iranien s'ajoutent aux attaques de bombardiers et de drones de l'armée israélienne, force mandatée par les États-Unis, qui ont débuté le vendredi 13 juin 2025 au matin.

Ces attaques barbares sur le sol iranien et le bombardement des sites nucléaires du pays constituent un acte contraire à toutes les lois et accords internationaux. Les attaques contre des sites nucléaires sont strictement interdites par les résolutions internationales, car elles augmentent considérablement le risque de radiation nucléaire.

Ces violations flagrantes constituent une violation de toutes les règles et résolutions internationales et un signe clair de l'intimidation de l'impérialisme américain et des puissances hégémoniques occidentales..

L'agression flagrante des États-Unis et d'Israël contre le sol iranien, bien que fondée sur les prétextes que la République islamique et ses politiques réactionnaires et impopulaires ont fournis aux gouvernements israélien et américain, constitue en réalité un coup porté au soulèvement du peuple iranien, profondément enraciné ces dernières années grâce à la puissance du mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

Cette agression étrangère flagrante s'inscrit dans la continuité du piétinement de la souveraineté du peuple iranien par les puissances autoritaires, pour laquelle le peuple iranien lutte depuis la Révolution constitutionnelle.

En s'emparant de la révolution bahmanienne [c'est-à-dire du mois de Bahman, en 1979] et en instaurant un fascisme religieux sur le pays, en adoptant une politique étrangère audacieuse et en gaspillant le potentiel économique du pays dans un « pari nucléaire infructueux », le régime clérical a rendu le pays vulnérable face aux agressions étrangères.

Par conséquent, le régime de la République islamique doit immédiatement mettre un terme à sa désastreuse aventure nucléaire, d'autant plus que l'armée américaine est entrée en guerre. Toute mesure de représailles de la République islamique, qui entraînerait une guerre directe avec l'armée américaine, pourrait causer des dommages irréparables aux infrastructures et aux ressources du pays, ainsi que de lourdes pertes humaines.

Aujourd'hui, le peuple iranien et sa marche plus que centenaire vers la souveraineté nationale sont confrontés à un grave danger, tant du fait de l'ingérence étrangère que de la répression intérieure.

Le peuple iranien a depuis longtemps vaincu le régime de la République islamique et résisté à l'agression étrangère, et il ne fait aucun doute que ses beaux rêves seront eux aussi anéantis.

Très probablement, une fois passée cette atmosphère de guerre extrêmement dangereuse, la République islamique ne pourra plus gouverner comme avant. Il est clair que les organisations de salariés, les organisations civiles et sociales, ainsi que les militants de la société civile, organiseront avec plus de vigilance un mouvement populaire plus large, notamment dans le contexte de la croissance et de l'expansion de la solidarité actuelle du peuple iranien.

D'autre part, un ensemble de forces politiques organisées et indépendantes qui n'ont ni espoir dans les puissances hégémoniques étrangères ni admiration pour le régime fasciste qui gouverne le pays ont le devoir de renforcer le soulèvement révolutionnaire du « Femme, Vie, Liberté » en organisant des rassemblements, des rassemblements et des conférences à grande échelle pour défendre la souveraineté du peuple iranien.

*À bas le régime de la République islamique !
Vive la révolution du peuple iranien.
Vive la liberté, la démocratie et le socialisme.*

Conseil exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Ra-e-Kagar)
22 juin 2025

Déclaration du Parti hékmatiste (ligne officielle) – Cessez-le-feu entre Israël et l'Iran

Après 12 jours de guerre, de bombardements et de menaces, après l'entrée directe de l'Amérique dans la guerre et le bombardement de trois installations nucléaires iraniennes, un cessez-le-feu a été officiellement déclaré à l'aube aujourd'hui, mardi 24 juin, avec une demande de cessez-le-feu d'Israël, une demande de cessez-le-feu de l'Amérique et la fin de la guerre.

Quelques minutes après le début du cessez-le-feu, le gouvernement israélien belliciste, affirmant qu'un « missile a été tiré par l'Iran et neutralisé par les défenses israéliennes », ce que l'Iran nie, a envoyé ses bombardiers à Téhéran pour tuer davantage et a bombardé des zones de Téhéran, ce qui a été accueilli par de fortes protestations de Trump.

Jusqu'à présent, Israël a échoué dans les objectifs déclarés et non déclarés de cette guerre, à savoir sortir des impasses et s'isoler, et façonner un « nouveau Moyen-Orient » en s'appuyant sur l'intimidation, le militarisme, la destruction et le meurtre.

Les deux camps se présentent comme vainqueurs, et la lutte pour le vainqueur se poursuit dans une guerre de propagande à trois. Tandis que les deux camps arborent leurs médailles de vainqueurs, Trump, ce gangster éhonté, se prépare pour le prix Nobel de la paix.

En attendant, le risque de voir se reproduire le jeu israélien bien connu dans la bande de Gaza, à savoir « qui a rompu le cessez-le-feu », et le risque d'une reprise de la guerre pèsent toujours lourdement sur les esprits en Iran et en Israël.

La guerre, déclenchée par Israël avec le soutien des États-Unis sous prétexte de « menace nucléaire iranienne » mais dans le but de « changer de régime », a été temporairement interrompue après douze jours de bombardements et de tirs de missiles, douze jours de massacres et de largage de centaines de tonnes de bombes, faisant des centaines de victimes et déplaçant des dizaines de milliers de personnes.

Les opposants à ce cessez-le-feu, des sections les plus fascistes du pouvoir israélien à l'opposition fasciste et réactionnaire en Iran, en passant par la faction belliciste américaine, qui ont déploré l'échec du projet de changement de régime et empêché l'Iran de se transformer en Irak et en Syrie, continuent de battre le tambour de la guerre.

L'opposition qui devait être placée au pouvoir par les bombardiers américains - les courants d'un scénario sombre qui, pendant tout ce temps, ont été observés par les yeux ébahis de 90 millions de personnes sous les bombardements en Iran et des centaines de millions de personnes dans la région et dans le monde, sans sourciller - a célébré aux côtés des partisans d'Israël sous le prétexte de s'opposer à la République islamique et ont promis la "liberté" au peuple iranien.

À l'opposé de cette réaction, les peuples épris de liberté d'Iran et de la région exigent la fin inconditionnelle de cette guerre. Il ne fait aucun doute que la fin de cette guerre dévastatrice, qui a assombri la région pendant douze jours, est dans l'intérêt des peuples d'Iran et de la région.

La poursuite de cette guerre, quel que soit le sort des gouvernements au pouvoir, pourrait imposer l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité et l'une des guerres les plus sanglantes aux peuples d'Iran, d'Israël et de la région.

La demande d'une fin inconditionnelle de la guerre est la revendication d'un mouvement de millions de personnes à travers le monde. Le mouvement contre le génocide israélien dans la bande de Gaza existe depuis plus de vingt mois et a uni l'humanité civilisée du monde entier contre Israël. Aujourd'hui, il se poursuit pour défendre le peuple iranien et s'opposer à l'attaque israélienne contre l'Iran.

Durant cette période, les peuples civilisés et humains du monde entier ont manifesté fièrement pour la paix, la liberté et contre le génocide du peuple palestinien, ainsi que contre l'attaque israélienne contre l'Iran et pour la fin de la guerre et des bombardements.

Le Parti Hekmatiste (ligne officielle) exige la fin immédiate et inconditionnelle de cette guerre.

Pour nous, mettre fin à cette guerre un jour plus tôt signifie sauver davantage de vies, réduire les destructions et les déplacements de population, et atténuer les dommages causés par cette guerre aux luttes de liberté du peuple, à son unité et à sa solidarité contre le gouvernement contre lequel nous luttons depuis plus de quatre décennies.

Mettre fin à cette guerre réduira ses effets destructeurs sur nos vies et sur notre lutte avec la République islamique pour la prospérité, la liberté et l'égalité.

Parti hékmatiste (ligne officielle)
24 juin 2025

Article de la presse du Parti Communiste d'Iran (marxiste-léniniste-maoïste) – Un appel à la bataille, avec les caractéristiques d'aujourd'hui en Iran et dans le monde

L'agression militaire israélo-américaine contre l'Iran a terrifié la population et fait de nombreuses victimes civiles. Cependant, cette guerre de 12 jours a marqué une transformation politique majeure au sein de la société, avec des conséquences importantes : une profonde clarification de la nature de l'impérialisme américain et israélien, dissimulée par les 46 ans de méfaits de la République islamique contre le peuple.

Cette guerre a donné naissance à une tendance distincte et croissante au sein de l'opposition à la République islamique, regroupant diverses tendances politiques, caractérisées par une hostilité manifeste envers Israël/les États-Unis et l'existence même de la République islamique.

Les partisans de l'agression israélo-américaine, au premier rang desquels le mouvement monarchiste dirigé par Reza Pahlavi, et les partisans de la République islamique (connus sous le nom d'« axe de la résistance »), ont œuvré sans relâche pour empêcher la propagation de cette tendance politique.

L'armée de Reza Pahlavi a tenté de profiter de la haine populaire envers la République islamique et de ses répressions incessantes pour donner une image flatteuse et justifiée de l'agression israélienne et américaine.

À l'inverse, l'« axe de la résistance » a applaudi l'appareil répressif et exécutoire de la République islamique en temps de guerre, et des mercenaires de l'ambassade de la République islamique à l'étranger ont tenté de développer la popularité de ce gouvernement honni au sein des mouvements pacifistes et anti-israéliens.

Un cessez-le-feu entre Israël et la République islamique n'est pas un cessez-le-feu entre la République islamique et son peuple. Le système judiciaire de la République islamique tente de compenser l'humiliation du malheureux dirigeant de la République islamique et de son appareil sécuritaire, profondément infiltré par Israël, en condamnant les jeunes à la potence.

La guerre a également révélé la profonde dépendance et la servitude de la République islamique envers les impérialistes russes et chinois. Un cessez-le-feu a été conclu lorsque la Russie et les États-Unis l'ont accepté.

Cette série d'événements a suscité une colère et un ressentiment légitimes au sein de la population : qui sont ces personnes qui décident de notre sort ? Pourquoi notre sort devrait-il être décidé par des régimes et des puissances oppressifs qui dirigent le monde par la destruction et l'oppression ?

Mais la polarisation apparue au lendemain de cette guerre et créant un nouvel espace est encore embryonnaire et doit trouver une expression organisée et croître de manière exponentielle.

Sinon, dans les troubles et le chaos qui s'annoncent, elle risque de disparaître et le désespoir social dominera l'espace public.

La fluidité de la situation et le sentiment d'impuissance de la population peuvent pousser un grand nombre de personnes à s'aligner sur les centres de pouvoir – de la République islamique aux États-Unis, en passant par Israël et leurs alliés.

Par conséquent, tout repose sur l'activisme et l'intervention des forces et des milieux politiques qui discernent avec perspicacité les spécificités de la situation actuelle et ses nécessités, et sont capables de l'expliquer clairement.

C'est la base matérielle, la nécessité et la possibilité de créer un front politique et social uni et large, pour construire une société libérée de la République islamique et de l'impérialisme – une société qui prend en main son propre destin.

Un regard macro et concret sur la situation actuelle

De nombreuses spéculations circulent sur les scénarios futurs possibles, allant de l'arrêt complet ou de la reprise de la guerre à l'affaiblissement ou au renforcement de la République islamique, en passant par la formation de nouveaux soulèvements populaires ou l'émergence de foyers de résistance aux frontières, soutenus par Israël et les États-Unis.

Une chose est sûre cependant : nous traversons une période turbulente et mouvante, marquée par des événements imprévisibles.

Ce chaos et cette fluidité trouvent leur origine dans les profondes contradictions du système mondial du capitalisme impérialiste : la contradiction entre les puissances impérialistes traditionnelles comme les États-Unis et les puissances émergentes comme la Chine et ses alliés ; et les profondes divisions sociales et de classe que le fonctionnement du capitalisme crée et exacerbe continuellement, et dont les conséquences sont la propagation de la pauvreté, la croissance du travail des enfants, la destruction de l'environnement, l'esclavage moderne des femmes et des guerres sans fin.

L'influence persistante du fondamentalisme islamique au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que la montée du fascisme fondé sur le fondamentalisme chrétien et son influence aux États-Unis, sont des manifestations superstructurelles de ces conditions.

En un mot, le capitalisme produit des contradictions impossibles à résoudre dans le cadre du capitalisme et de l'ordre existant qu'il impose.

Concernant la situation de la République islamique après cette guerre, on peut affirmer qu'elle ne retrouvera pas sa relative cohésion d'antan et que nous ne verrons pas non plus son assise sociale s'élargir.

Bien que les frappes militaires aient affaibli la structure du pouvoir de ce régime, son véritable affaiblissement va au-delà de ces coups. Cette guerre a révélé plus que jamais le déclin et l'épuisement internes du système de la République islamique et a rendu son existence aux yeux de la population bien plus inacceptable et intolérable que par le passé.

L'unité dont les différentes factions de la République islamique ont fait preuve pendant la guerre des Douze Jours s'effondrera dans un avenir proche, et peut-être à un niveau plus profond.

De manière générale, tout comme le soulèvement de 1401 [« Femme, vie, liberté » en 2022] a marqué un tournant dans la prise de conscience sociale, l'affaiblissement du régime et la division de la société entre « avant » et « après », nous sommes aujourd'hui confrontés à la situation d'« avant » et d'« après » la guerre des Douze Jours.

Tâches stratégiques et tâches actuelles à la lumière de celles-ci

L'analyse de notre parti sur la nature de la République islamique est claire et documentée : il s'agit d'un régime religieux et fasciste qui représente les intérêts de la grande classe capitaliste, dépendante du système impérialiste capitaliste mondial.

Les événements actuels confirment ce fait et soulignent simultanément la nécessité historique pour notre société d'une révolution communiste : une révolution capable de renverser le régime de la République islamique (ou tout système similaire qui le remplacerait), de briser les chaînes de la dépendance au système impérialiste capitaliste mondial et de construire une société entièrement nouvelle, avec un mode de vie fondamentalement différent, fondée sur une nouvelle république socialiste.

Cet objectif doit être poursuivi dans la situation actuelle à deux niveaux politiques et organisationnels : en renforçant un front politiquement polarisé face aux ennemis internes et externes et en organisant une force humaine consciente et forte de plusieurs millions de personnes autour de la lutte pour une société future fondamentalement différente.

Une telle dynamique doit émerger de cette situation instable et chaotique. Dans cette perspective, nous devons structurer la tendance positive apparue au cours des douze jours de guerre et la transformer en un élément stable et prometteur dans la situation chaotique et changeante qui s'annonce.

La création d'un tel pôle accentuera l'effondrement des fondements du régime et, parallèlement, constituera un obstacle à la tendance de la population à se tourner vers les centres réactionnaires de l'opposition. La formation de cette scène politique transparente et organisée sera le seul élément stable face à une situation instable et changeante et aux événements futurs inattendus, capable de servir de cadre politique et social et de soutenir notre peuple.

Les gens ne se sentiront pas impuissants ni désespérés ; ils seront unis et, sur la base de cette identité politique croissante et inspirante, leur capacité à construire un autre avenir s'épanouira.

Sur la base d'une telle alliance, les forces communistes révolutionnaires s'efforceront de formuler leur analyse scientifique et leur solution à la question fondamentale : « Quel est le problème fondamental et quelle est sa solution ? ».

Elles doivent se former intellectuellement et organisationnellement, et rassembler, organiser et former un nombre croissant de jeunes combattants de notre société afin de mettre en œuvre la feuille de route pour atteindre cet objectif.

Ainsi, elles se placeront, ainsi que les autres forces progressistes de la société et les masses populaires, en position de mener la révolution communiste à la victoire et de construire une société nouvelle, libérée des classes exploiteuses internes et des entraves du système mondial du capitalisme impérialiste.

L'agression israélienne et américaine contre l'Iran, comme le génocide de Gaza, a suscité la colère de nombreuses personnes et de tous les êtres humains dignes aux quatre coins du monde, et a fait prendre conscience, à un certain niveau, que Gaza et l'Iran ne sont que les témoins d'un système mondial d'oppression, d'exploitation et de criminalité, un système auquel nous sommes tous asservis et contre lequel nous devons lutter.

Cependant, cette colère doit s'exprimer dans une direction marquée par la perspective d'un monde radicalement différent ; un monde où il ne sera plus question de régimes réactionnaires comme la République islamique, ni d'une machine à tuer industrielle comme Israël, ni d'impérialistes prédateurs et impitoyables comme les États-Unis, la Chine et la Russie.

Unissons-nous et transformons les temps turbulents actuels en un processus de lutte pour une société libératrice !



L'expansionnisme iranien et sa vision d'une « profondeur stratégique »

En décembre 2024, les forces islamistes appuyées par la Turquie (mais également indirectement par Israël et les occidentaux) parvenaient en très peu de temps à renverser le régime syrien. Ce dernier était lié à la Russie (qui était intervenue pour le sauver lors de la guerre civile commencée en 2011) et à l'Iran.

Ce document reflète le point de vue de l'**Union des Fedayins du peuple d'Iran** à ce sujet. Il déborde cependant, et avec justesse, largement ce simple thème. Il présente, en effet, tout l'expansionnisme de la République islamique d'Iran, qui s'est articulé autour du concept de « profondeur stratégique ».

Avec la chute du gouvernement syrien, la République islamique a perdu son maillon le plus important en termes de « profondeur stratégique » !

Les divergences entre ses factions, chacune voulant rejeter la responsabilité de cette grave défaite sur l'autre, s'intensifieront. Le régime est pris dans un dilemme : justifier cette lourde perte non seulement auprès du peuple, mais aussi auprès de sa propre base.

D'autre part, le moral du peuple iranien sera également renforcé par la chute d'un autre régime dictatorial, complice du régime au pouvoir dans la région. Même si certains éléments et groupes continueront de vouloir effrayer la population en craignant une « syrianisation » de l'Iran.

Suite au déclenchement d'une nouvelle vague de combats en Syrie entre l'armée syrienne et les forces gouvernementales de Bachar al-Assad, d'une part, et les groupes d'opposition, le gouvernement de Bachar al-Assad est tombé en moins de deux semaines et lui-même a fui à Moscou, mettant ainsi fin au régime autoritaire de la famille Assad après 54 ans.

La rapidité de l'avancée des forces antigouvernementales, qui avait débuté dans le nord de la Syrie, à Idlib, et la chute des villes les unes après les autres, était stupéfiante. Il semble que l'armée syrienne ait progressivement reculé face à l'avancée des forces antigouvernementales et n'ait défendu ses positions d'aucune manière.

La chute du gouvernement et la fuite de Bachar al-Assad ont été saluées par la population, acclamée et joyeuse dans les rues. Des prisons ont été ouvertes et certains prisonniers emprisonnés depuis plus de quatre décennies ont été libérés, incrédules.

La guerre en Syrie a une longue histoire. Tant sous Hafez al-Assad que sous son fils Bachar al-Assad, les manifestations publiques et les soulèvements sociaux contre la dictature au pouvoir ne manquaient pas. Hafez al-Assad réprima les manifestations avec une violence sans précédent.

Bachar al-Assad n'était pas moins influent que son père. Cependant, avec le début du Printemps arabe, la situation changea et le mouvement de protestation syrien prit des allures de résistance. Des manifestations pacifiques éclatèrent à l'été 2011, mais le gouvernement commença à les réprimer. Dès lors, un mouvement armé se forma aux frontières de la Syrie. Face à la violence des luttes populaires, les gouvernements régionaux et les puissances étrangères s'immiscèrent dans les affaires intérieures du pays.

La République islamique d'Iran, qui entretenait des relations directes avec le gouvernement syrien dès sa formation, devint progressivement un soutien direct du gouvernement Assad et, dès le début des conflits en 2011, joua un rôle efficace dans son maintien au pouvoir.

Le gouvernement syrien a également joué un rôle clé dans la politique de « profondeur stratégique » de la République islamique d'Iran. Depuis 2015, l'armée russe défend le gouvernement syrien aux côtés du gouvernement iranien.

Dès le début, le gouvernement religieux iranien a cherché à étendre son influence dans la région sous le slogan « amener la révolution islamique ».

Outre le rôle de l'idéologie religieuse et les tendances expansionnistes du gouvernement islamique dans la région, cette question revêtait également une importance stratégique pour la survie du régime.

Khamenei a déclaré lors de la prière du vendredi 14 novembre 1994 :

« Avec la victoire de la Révolution islamique en Iran, la fierté, l'honneur et la fierté de l'islam ont été ravivés chez les musulmans. L'islam leur est devenu cher et ils ont senti que l'islam était leur source de fierté.

C'était aussi l'une des bénédictions de la Révolution islamique. C'est l'une des dimensions de cette révolution et, comme le dit le proverbe, « la profondeur stratégique de notre révolution », et c'est ce que les ennemis veulent nous prendre.

C'est comme quelqu'un qui a une tente et qui y a fixé des dizaines de cordes dans des dizaines de pays avec de longs clous. Cette tente reste solide et inébranlable, si bien qu'aucune tempête ne peut l'ébranler.

Le fait de voir des nations musulmanes d'Asie, d'Europe et d'Afrique se prononcer en faveur de la Révolution islamique, soutenir une fatwa de l'imam de cette manière, soutenir la Révolution islamique, la Journée de la Palestine – la Journée de Qods –, « le dernier vendredi du Ramadan – et d'autres occasions – sont accueillis de cette manière et scandés des slogans à son sujet, tout cela témoigne de la profondeur stratégique de l'islam. »

La « profondeur stratégique » est un concept des sciences politiques, militaires et des relations internationales qui désigne la capacité d'un pays ou d'une organisation à maintenir et à renforcer sa position face aux menaces ou aux défis.

Pour le régime islamique, cela impliquait l'infiltration des pays voisins, l'exploitation des voies navigables stratégiques et le contrôle du détroit d'Ormuz, la formation de forces interposées, le développement de capacités de missiles, le soutien aux « forces de résistance », l'expansion du discours de la Révolution islamique et, in fine, la mise en place de la dissuasion nucléaire.

Après huit ans de guerre Iran-Irak, la défense en profondeur, comme stratégie pour préserver la survie de l'État islamique, ainsi que l'ingérence dans les affaires intérieures des pays de la région et les tendances expansionnistes, sont devenues la priorité absolue des politiques gouvernementales. La Force Al-Qods, créée pendant la guerre Iran-Irak pour des opérations militaires en profondeur en Irak, s'est chargée de promouvoir cette politique.

Pendant plus de trente ans, l'Iran a dépensé des milliards de dollars des poches du peuple iranien et a envoyé des milliers d'experts militaires, de conseillers et de matériel de guerre pour soutenir, armer et organiser des groupes mandataires au Liban, en Irak, en Syrie et au Yémen.

Khamenei a déclaré lors d'une réunion avec des membres de l'Assemblée des experts : « *Notons que nos capacités et nos moyens ne se limitent pas à notre territoire national ; nous disposons également d'importantes capacités à l'étranger ; nous avons des soutiens, nous avons une profondeur stratégique ; dans la région, dans le pays ; certains au nom de l'islam, d'autres pour la langue, d'autres encore pour la religion chiite ; ce sont là les fondements stratégiques du pays ; ce sont là nos capacités ; nous devons exploiter toutes ces capacités.* » (13/06/2014)

La Syrie a joué un rôle plus important à cet égard, car elle était le seul gouvernement de la région à avoir établi des relations étroites avec l'État islamique [d'Iran] dès le début de sa formation, et ces relations étaient très importantes pour les deux parties. La Syrie a servi de tête de pont à la présence directe de l'Iran dans la région sensible du Moyen-Orient, aux côtés d'Israël et du Liban.

Lors d'une rencontre avec Bachar al-Assad, président syrien, Khamenei a estimé que les deux pays constituaient une profondeur stratégique mutuelle et a souligné : « *Les relations entre la République islamique d'Iran et la Syrie, vieilles de 28 ans, comptent parmi les plus anciennes et les plus distinguées entre les pays de la région, et cette relation étroite doit être renforcée encore plus qu'auparavant.* » (29/11/2016)

Le Hezbollah au Liban a été formé en 1982 avec l'aide des gouvernements iranien et syrien, et a annoncé son existence en 1985 par la publication d'une déclaration. Il convient de noter que l'armée syrienne était stationnée au Liban jusqu'en 2005, date à laquelle elle a quitté le Liban suite à l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri et sous la pression de la communauté internationale.

Avec le début du conflit militaire en 2011, l'État islamique [iranien] a joué un rôle efficace dans le maintien de Bachar al-Assad en Syrie en envoyant des ressources financières, logistiques et humaines. Il a accordé à la Syrie des milliards de dollars de prêts et, en échange de cette aide irresponsable, il a acquis plusieurs bases militaires sur le sol syrien.

Avec le déclenchement de la guerre à Gaza, la donne a quelque peu changé. L'État islamique [iranien], qui s'était présenté pendant des années, avec des slogans creux, comme le porte-étendard de la lutte contre Israël et le défenseur de l'« axe de la résistance », s'est contenté d'un soutien verbal dans cette guerre et a même empêché le Hezbollah libanais de s'impliquer directement dans ces conflits.

Un an plus tard, le gouvernement israélien, qui avait déclenché un massacre sans précédent à Gaza sous le couvert du silence et du soutien tacite des pays occidentaux et de l'appui direct des États-Unis, a saisi l'occasion de lancer une attaque violente contre le Hezbollah et de repousser cette force supplétive du gouvernement iranien hors de ses frontières et de la frapper autant que possible.

Israël a réussi à infliger de lourdes pertes au Hezbollah libanais par des opérations complexes et des bombardements incessants, assassinant son chef, Hassan Nasrallah, ainsi qu'une partie importante de ses chefs et commandants militaires, et affaiblissant sa puissance militaire.

L'affaiblissement du Hezbollah au Liban, qui a joué un rôle important dans le maintien du régime de Bachar al-Assad, et le conflit russo-ukrainien, qui a relégué la défense du régime d'Assad au second plan, ont pratiquement offert à l'opposition au gouvernement syrien l'occasion de lancer une offensive.

Il est probable que des négociations en coulisses aient également joué un rôle important dans la mise de côté de Bachar al-Assad par l'armée syrienne, le retrait des forces militaires sans résistance et la rapidité de la chute du régime d'Assad et de sa fuite.

Avec la chute du gouvernement syrien, la République islamique a perdu son élément le plus important, son maillon de « profondeur stratégique ». Parallèlement, la principale voie d'acheminement de l'aide et du soutien au Hezbollah a également été fermée.

Dans ce grand pari de la « profondeur stratégique », le régime et son principal acteur, Khamenei, sont les grands perdants. Ils ont gaspillé des milliards de dollars du budget national qui auraient pu être consacrés au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie de la population, dans un pari vain.

Khamenei lui-même savait très bien que le peuple s'opposait à cette politique, mais comme tout dictateur, il n'écoutait que lui-même.

Lors d'une réunion avec le Conseil suprême des commandants du CGRI, Khamenei a déclaré : *« Cette vision large et transfrontalière, cette extension de la profondeur stratégique, est parfois plus nécessaire que la prise en compte des obligations les plus essentielles du pays, auxquelles beaucoup ne prêtent pas attention. Certains y prêtent attention et plaident en faveur de l'ennemi – [par exemple, ils disent] “Pas de Gaza, pas de Liban” – mais beaucoup n'y prêtent pas attention non plus ; la réalité est la suivante. Ne laissons pas cette vision de cette vaste zone géographique, qui fait partie des devoirs et responsabilités du CGRI [Corps des gardiens de la révolution islamique], s'affaiblir au sein du CGRI. »* (07/10/2019)

Aujourd'hui, la profondeur du leadership du régime a presque atteint les frontières de l'Iran. Khamenei, les commandants du CGRI et les chantes bavards assistent en silence à l'effondrement vertigineux de leurs remparts.

Tels des joueurs sans beaucoup d'argent, ils sont perdus dans leurs réflexions sur la marche à suivre. Ce n'est pas sans raison que ces jours-ci, [Mohammad Djavad] « Zarif » et [Ali] « Larijani » sont au premier plan.

Les politiciens de la République islamique négocient et discutent constamment ici et là pour éviter que davantage de décombres ne leur tombent dessus. Zarif a failli s'asseoir devant la maison de Trump.

Au lendemain de la chute du gouvernement syrien, l'avenir du pays est incertain et l'instauration de la paix et de la démocratie est incertaine. L'opposition syrienne est très hétérogène : Kurdes, groupes islamistes extrémistes ou « takfiri », mouvements sous influence turque, nationalistes, laïcs, etc., tous regroupés au sein de différentes organisations et partis, sont armés.

À leurs côtés, les gouvernements israélien et turc, et avec eux les puissances mondiales, tenteront certainement de tirer le meilleur parti de cette situation chaotique en s'ingérant dans les affaires intérieures de la Syrie.

L'armée israélienne est entrée dans le pays tout en bombardant des bases militaires syriennes, et la Turquie a également attaqué les positions des partis kurdes dans le nord de la Syrie, avec le soutien de l'Armée nationale syrienne et par des bombardements directs.

Mais plus que tout, le danger des islamistes extrémistes est préoccupant. L'espoir est qu'après la chute du gouvernement dictatorial de Bachar al-Assad, un gouvernement démocratique sera établi grâce à une meilleure compréhension entre les différentes forces politiques.

En Iran, outre d'autres facteurs, la chute de Bachar el-Assad affaiblira le régime. Les divergences entre ses factions, chacune voulant rejeter la responsabilité de cette grave défaite sur l'autre, s'intensifieront.

Le régime est pris dans un dilemme : justifier cette lourde perte non seulement auprès du peuple, mais aussi auprès de sa propre base.

D'autre part, le moral du peuple iranien sera également renforcé par la chute d'un autre régime dictatorial, complice du régime au pouvoir dans la région. Bien que certains éléments et groupes cherchent encore à effrayer la population en craignant une « syrianisation » de l'Iran, les perspectives pour le régime sont sombres.

La défaite d'Assad équivaut à la défaite de Khamenei.

Le gouvernement a peu de crédibilité dans la région.

Sur le plan intérieur, outre l'inflation effrénée résultant des politiques du régime, un profond mécontentement s'est accru dans diverses couches sociales. Les sanctions étranglent le gouvernement et celui-ci n'a aucune issue.

La corruption institutionnalisée engloutit une part importante des recettes publiques. Donald Trump sera à la Maison Blanche dans deux mois, et il est déjà clair qu'il entamera une politique de pression maximale sur la République islamique.

Dans ces conditions, le gouvernement n'aura d'autre choix que de s'en remettre à quelques mesures empoisonnées, y compris, très probablement, de mettre un terme à ses aventures nucléaires.

La société iranienne sera bientôt confrontée à des soulèvements sociaux provoqués par la crise économique aiguë, ainsi qu'à l'application de la loi « Chasteté et Hijab », et le gouvernement aura également recours à une répression plus sévère.

Cet incident a une fois de plus démontré qu'aucune dictature n'est éternelle et indestructible, et que leur destin est inévitablement l'effondrement et la destruction.

Le gouvernement islamique iranien subira le même sort.

Un destin qui, tôt ou tard, portera ses fruits grâce à la poursuite et à l'expansion des luttes populaires, au renforcement des mouvements sociaux, à la création de liens entre eux, à l'expansion de la résistance et aux luttes collectives pour relancer et perpétuer le mouvement national « Femmes, Vie, Liberté ». ■



De la guérilla contre la monarchie iranienne à l'affrontement armé avec la République islamique : les Fedayins du peuple, Amol 1982, les Moudjahidines du peuple

La monarchie iranienne était terrible dans sa répression faite d'exécutions sommaires, d'assassinats ciblés, de tortures et de viols, d'emprisonnement dans des conditions terribles. Mais comme on le sait, la République islamique d'Iran, issue de la révolution de 1979 qui a renversé le Chah d'Iran, a prolongé cette situation horrible pour les masses.

Ainsi, alors que moins de 100 prisonniers ont été exécutés entre 1971 et 1979, plus de 7 900 l'ont été entre 1981 et 1985. Et la situation était peut-être même pire, car si la monarchie ne disposait pas de vecteurs populaires, la République islamique d'Iran a su profiter de la religion pour intervenir dans tous les domaines et trouver des appuis dans tous les secteurs.

Le présent document fournit une clef essentielle à ce niveau : il présente la nature de la lutte armée contre la monarchie, avec principalement les révolutionnaires dénommés les Fedayins du peuple, et montre comment le changement de situation a propulsé au premier plan de l'opposition, cette fois à la République islamique d'Iran, les musulmans « de gauche » se désignant comme les Moudjahidines du peuple.

Ce document n'aborde donc pas deux autres aspects :

- le soutien total au régime iranien du Parti Tudeh, qui était le parti officiellement lié au social-impérialisme soviétique ;
- le repli sur le syndicalisme et le gauchisme « conseilliste » de la majorité de la gauche révolutionnaire iranienne au cours des années 1980-1990 et ce jusqu'à aujourd'hui.

La fondation des Fedayins du peuple

Les Fedayins du peuple sont nés en 1971, comme produit d'une activité révolutionnaire commencée en 1963. Le nom a l'explication suivante : feda, c'est le sacrifice ; le fedayin, celui qui se sacrifie, pour la Cause. En tant que tel, on a un mouvement révolutionnaire ayant pris comme nom celui d'« Organisation des guérillas des fedayin du peuple ».



Leur première action eut un immense retentissement et consista en l'attaque, le 8 février 1971, d'un poste de gendarmerie à Siahkal, sur la mer Caspienne, tuant trois gendarmes et en libérant deux guérilleros.

L'opération se solda par treize martyrs suite à la répression, mais on a là le schéma des Fedayins du peuple, dont l'approche était guévariste. Il s'agissait par des actions de guérilla de faire boule de neige, quitte à perdre beaucoup de sang pour cela.

Sialhal provoqua, à ce titre, clairement une onde de choc, mais dès le départ la démarche volontariste coûta extrêmement cher en termes humains face à la répression du régime.

La conception de la guérilla des Fedayins du peuple

Les Fedayins suivaient une ligne développée par Masoud Ahmadzadeh (assassiné par la SAVAK en 1972) et Amir Parviz Pooyan (tué lors d'une action armée en 1971).

Masoud Ahmadzadeh est notamment l'auteur de *La lutte armée, à la fois une stratégie et une tactique* ; c'est le document fondamental des Fedayins.

Comme introduction officielle au document, on lit la chose suivante, qui reflète comment la conception est guévariste : il faut frapper symboliquement pour entraîner les masses.

« Un noyau de guérilla armée fut organisé et mis en route vers les forêts du nord, sous le commandement de notre camarade martyr All-akbar Safal Farahani.

Pendant environ cinq mois, ce groupe parcourut sans interruption les forêts du nord, de l'est du Mazandaran à l'ouest du Gilan. Il mena des études scientifiques sur la situation géographique et socio-économique de ces régions.

En effectuant de longues randonnées, été comme hiver, ils s'adaptèrent aux rudes conditions de vie dans les forêts et les montagnes. À notre connaissance, une telle reconnaissance d'une zone, tant par sa durée que par son étendue, est sans précédent et n'a d'équivalent dans aucune expérience de guérilla similaire au monde.

Qu'attendions-nous de la création de ce noyau ? Comment envisagions-nous sa survie ?

Comme expliqué dans l'essai qui suit, le but initial de la lutte armée n'est pas de frapper l'ennemi militairement, mais de le frapper politiquement. Il s'agit de montrer aux révolutionnaires et au peuple la voie de la lutte, de leur faire prendre conscience de leur propre puissance et de démontrer la vulnérabilité de l'ennemi.

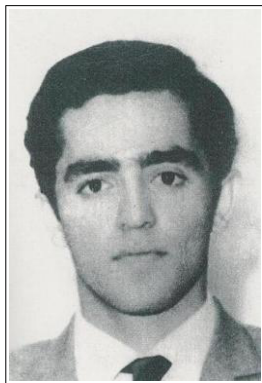
Il s'agit également de démontrer que la lutte est possible, de démasquer l'ennemi et de sensibiliser le peuple. La création du noyau de guérilla dans les montagnes répondait à ces objectifs. Compte tenu du rôle de propagateur joué par la guérilla urbaine pour la guérilla de montagne, l'action de ce noyau aurait non seulement des répercussions dans toute la région, mais aussi un écho dans tout le pays.

Il jouerait ainsi un rôle politique et propagandiste décisif dans la croissance du mouvement révolutionnaire iranien. Il redonnerait espoir à tous ceux qui luttent et à tout le peuple, en montrant concrètement la voie de la lutte.

Tout en s'implantant progressivement dans les campagnes et en ralliant les masses rurales à lui, il serait prêt à jouer également un rôle militaire dans le mouvement révolutionnaire. D'un point de vue politique, il serait impossible pour l'ennemi d'isoler une telle lutte. »

C'est le principe des deux moteurs : la guérilla est le petit moteur qui permet au grand moteur, la classe ouvrière, de fonctionner.

Les Fedayins du peuple comme refus de la ligne défensive

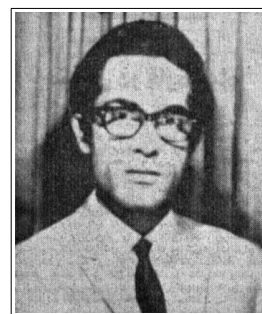


Le principe de la guérilla élaboré par Masoud Ahmadzadeh s'appliquait dans un contexte très difficile, celui de la monarchie iranienne où la répression était omniprésente.

Pour y faire face, les Fedayins du peuple y répondirent avec un grand volontarisme et le refus de considérer qu'une situation était insurmontable, même momentanément.

C'est ce que formule Amir Parviz Pooyan dans le second document essentiel des Fedayins du peuple : *La nécessité de la lutte armée et la réfutation*

de la théorie de la « survie ».



On notera que la préface a été écrite par Georges Habache, le dirigeant du Front Populaire de Libération de la Palestine, mouvement dont l'attitude volontariste était très proche ; on a exactement la même chose en Turquie durant la même période avec le THKP-C de Mahir Cayan puis Devrimci Sol de Dursun Karatas.

Voici comment Amir Parviz Pooyan rejette toute position défensive, et ce malgré la pression maximale de l'État, car la lutte armée est un aiguillon qui va permettre au peuple de se reconnaître dans la guérilla.

« Pour libérer le prolétariat de la culture dominante, purifier son esprit et sa vie des pensées empoisonnées de la petite-bourgeoisie, mettre fin à son aliénation par rapport à sa conception de classe particulière et le doter de munitions idéologiques, il est nécessaire de briser à nouveau l'illusion de son impuissance à détruire l'ennemi.

Le pouvoir révolutionnaire est utilisé pour résoudre ce problème. L'application de ce pouvoir, qui, outre son caractère propagandiste, s'accompagne d'une agitation politique marquée à grande échelle, fait prendre conscience au prolétariat d'une source de pouvoir qui lui appartient.

D'abord, il découvrira que l'ennemi est vulnérable et que le vent rapide qui vient de souffler ne laissera aucune place à l'absolu de sa domination. Si cet « absolu » est menacé dans l'action, alors il ne peut plus survivre dans sa pensée.

Par conséquent, il faudra du pouvoir qui a amorcé son émancipation. L'aliénation à l'avant-garde sera remplacée par le soutien qui s'est matérialisé en son sein. Or, cette avant-garde révolutionnaire est simplement éloignée du prolétariat, mais elle ne lui est plus étrangère.

Le prolétariat pensera à l'avant-garde avec passion, non seulement parce qu'il voit qu'un petit groupe est parti au combat pour elle contre un ennemi doté d'un arsenal considérable, mais surtout parce qu'il voit son propre avenir directement lié à celui de ce petit groupe. »

Cette démarche de briser l'aliénation des masses en exprimant la capacité à faire vaciller militairement la domination capitaliste n'est également pas sans rappeler à la même époque la Fraction Armée Rouge en Allemagne de l'Ouest ou les Brigades Rouges en Italie.

Le recentrage des Fedayins du peuple

Les actions se multiplièrent et les fedayins devinrent une organisation prestigieuse ; pour autant, les masses restaient à l'écart. Pour cette raison, la dimension guévariste, avec sa théorie du « foco », le foyer qui met le feu à lui tout seul, fut relativisée.

Il y eut un recentrage et les thèses de Bijan Jazani, un Fedayin alors emprisonné, furent mises en avant. Celui-ci considérait que la lutte armée accompagnait seulement le processus historique révolutionnaire ; il voyait également en le Chah d'Iran une figure relativement indépendante, et pas simplement une marionnette de l'impérialisme.



Il prôna donc la propagande armée comme base de la démarche de la guérilla, et à côté de cela il était nécessaire, selon lui, d'ouvrir un second front, de nature revendicative et syndicale.

La SAVAK, la police secrète de la monarchie iranienne, lorsqu'elle constata que les thèses de Bijan Jazani étaient adoptés par les Fedayins du peuple cherchant à recentrer leurs activités, réagit immédiatement en l'assassinant, en 1975, ainsi que six autres membres de l'organisation emprisonnés avec lui.

À cette catastrophe pour les Fedayins du peuple qui perdirent leur principale source d'orientation idéologique s'en ajouta une autre : le grand organisateur du mouvement, Hamid Ashraf, à la tête du mouvement en pratique depuis 1972 (et l'obsession de la SAVAK), fut assassiné lors de son arrestation en 1976.

Le tournant de 1979 et l'incapacité des Fedayins du peuple à l'assumer

On peut considérer qu'à partir du milieu des années 1970, les Fedayins du peuple ont épuisé leur élan militaire ; néanmoins, même en se recentrant surtout sur la propagande, les Fedayins restaient la principale organisation armée en Iran, s'impliquant donc de manière marquée lors des affrontements armés dans le pays se déroulant en février 1979.

Leur rôle était cependant plus d'aiguillonner qu'autre chose. On peut estimer à entre 100 000 et 500 000 le nombre de personnes en Iran directement reliées au soutien aux Fedayins en 1980. Le problème est qu'à ce moment-là, en raison de la répression et des affrontements des années passées, ils n'étaient plus que quelques dizaines !

Et, naturellement, la question de la base idéologique se posait. Si l'effondrement du régime du Chah permettait une activité désormais libre, il y avait le défi nouveau qui se posait, celui de l'attitude face au nouveau régime. Le contexte était, qui plus est, marqué par le phénomène amenant les masses à s'engouffrer dans l'Islam.

Comment réagir ? Les Fedayins ne surent y répondre de manière commune. Le rapport au régime les divisait, et lorsqu'en mars 1979 eut lieu le référendum pour choisir entre la monarchie et la « république islamique », les Fedayins appelèrent au boycott, afin au moins de se préserver un horizon stratégique.

Cela s'avéra toutefois insuffisant.

La fondation de la Guérilla fedayin du peuple iranien par Ashraf Dehqani

Une minorité des Fedayins du peuple, qui n'avait déjà pas apprécié la prévalence de la ligne de Bijan Jazani dans l'organisation, n'accepta pas l'acceptation, même momentanée, du régime en place.



Cela provoqua un départ, peut-être autour d'un cinquième de l'organisation, avec comme dirigeante de la rébellion Ashraf Dehqani. Née en 1949, elle avait été arrêtée en 1971, violée et torturée par la SAVAK, avant de parvenir à s'enfuir en 1973 ; son prestige était immense.

Elle fonda en 1979 la *Guérilla fedayin du peuple iranien*, qui immédiatement appuya le soulèvement kurde la même année contre la République islamique ; Ashraf Dehqani elle-même dut se réfugier la même année en Europe, où elle vit depuis dans la clandestinité.

Elle défend toujours la même ligne, avec abnégation ; voici comment elle expose dans une interview de 2025.

« La lutte armée dans cette théorie [originelle des Fedayins du peuple], contrairement à la théorie de la propagande armée, n'est pas simplement une tactique servant à la propagande et à la promotion parmi les masses, mais en plus, infliger des coups économiques, politiques et militaires à l'ennemi est également considéré pour mener à bien cette lutte et constitue l'un de ses objectifs importants (...).

la lutte armée n'est pas seulement considérée comme une tactique visant à informer les masses et à créer les bases de leur organisation, mais aussi comme une stratégie qui se manifeste dans les efforts des guérilleros révolutionnaires pour instaurer une guerre armée de masse.

Ce n'est pas pour rien que cette théorie affirme que, dans la société iranienne, « déclarer la guerre est la guerre elle-même » et que l'action d'un pionnier dans la lutte armée marque le début d'une guerre qui sera poursuivie par l'organisation armée des masses elles-mêmes (...).

Vous avez évoqué le problème de la saturation de la ville par les révolutionnaires armés. À cet égard, je dois dire que ce n'était bien sûr qu'un des facteurs qui ont permis à la police d'arrêter ou d'éliminer des révolutionnaires dans la rue en instaurant une sorte de loi martiale.

Mais le principal problème d'inefficacité résidait dans la théorie de la propagande armée elle-même, incapable de développer et d'étendre la lutte armée et de mettre l'ennemi dans une situation difficile.

Ce n'est pas un hasard si les opérations armées de l'organisation dans la ville en 1975, malgré l'importante force qui lui était venue en aide, furent bien moindres que les années précédentes (...).

Je tiens à souligner d'emblée qu'il ne faut pas oublier que ce débat porte sur la lutte des révolutionnaires sous l'emprise d'un régime brutal, celui sanguinaire du Chah.

D'autre part, au début de la lutte armée, la grande tâche incombait aux communistes fedayins : effacer de leur propre sang les traces des trahisons et des compromissions des forces politiques précédentes, comme le parti Tudeh, et, en s'engageant dans des mouvements de lutte révolutionnaire, démontrer aux masses l'étendue de la sincérité et du sacrifice des communistes fedayins afin de mener à bien ce mouvement.

En cette même année 1350 [= 1971-1972 de notre calendrier], les fondateurs et la quasi-totalité des premiers camarades de la guérilla populaire fedayin tombèrent en martyrs, et chacun d'entre eux, par ses actes héroïques indescriptibles, fit de l'année 50 une année historique dans les luttes du peuple iranien.

Les camarades restants, grâce à leurs efforts inlassables au début des années cinquante, ont progressé vers la réalisation de la théorie de la lutte armée et assuré la survie de l'organisation de la Guérilla des Fedayins du Peuple grâce à leurs activités offensives révolutionnaires. Ainsi, à un moment donné, une force importante s'est tournée vers l'organisation.

Cependant, cela s'est produit dans un contexte où d'autres camarades influents à la tête de l'organisation, issus du groupe Pouyan Meftahi Ahmadzadeh et dotés de cette théorie (les camarades Abbas Jamshidi Rudbari et Hassan Norouzi, camarades du Comité central), avaient été martyrisés, et d'autres camarades placés à la tête de l'organisation et assumant des responsabilités de direction n'en maîtrisaient pas pleinement la théorie.

D'autre part, cette direction s'est abstenue d'inciter à la lutte idéologique interne et d'utiliser la force d'autres camarades. Il en est résulté un vide théorique. Dans ce vide, les écrits de Bijan Jazani ont été intégrés à l'organisation, complétant la théorie de la propagande armée en présentant une méthode d'organisation des forces sous le titre de « seconde branche du mouvement armé » (...).

Jazani, considérant la lutte armée comme une simple tactique et lui attribuant un rôle de propagande (propagande armée), souhaitait que l'organisation envoie l'essentiel de ses forces pour mener des actions de propagande et de sensibilisation auprès des travailleurs et des différentes corporations, afin de pouvoir ainsi organiser les luttes des travailleurs et d'autres segments de la population sous sa direction.

Comme expliqué, il s'agissait de la même ligne politique qui avait déjà fait faillite par le passé et démontré que, dans le contexte d'une dictature extrêmement violente et généralisée en Iran, cette ligne politique était non seulement inefficace, mais laissait également la police libre de frapper les révolutionnaires.

Malheureusement, notre organisation a suivi les instructions du camarade Jazani et a envoyé la majorité de ses forces dans les usines ou les a organisées pour le colportage et autres activités similaires.

En revanche, nos camarades révolutionnaires, en raison de la prédominance d'une société étouffante, n'ont pas eu la possibilité de propager et de promouvoir les idées de l'organisation auprès des ouvriers, ni dans les usines, ni dans les quartiers populaires, par le colportage (...).



La domination du système capitaliste dépendant en Iran et la dictature extrêmement coercitive inhérente à ce système n'ont laissé d'autre issue que la lutte armée contre le régime au pouvoir et ses ennemis pour échapper à l'enfer.



À cette fin, il est urgent de créer une organisation politico-militaire révolutionnaire qui, par ses activités politico-militaires, parviendra à mobiliser les masses armées, à organiser les travailleurs conscients de leur idéologie de classe et à mener une guerre armée de masse contre les ennemis afin d'instaurer le socialisme, c'est-à-dire une société libérée de l'oppression et de l'exploitation.

Cependant, la première étape pour répondre à ce besoin urgent dans la situation actuelle est de créer des organisations politico-militaires qui n'accueilleront qu'un nombre très restreint de membres.

Ces organisations, ou noyaux, doivent se présenter aux masses en adoptant des tactiques adaptées aux conditions sociales actuelles lors de la lutte armée contre le régime au pouvoir.

Tout en s'efforçant d'élever leur niveau de conscience politique, elles doivent propager la principale voie de lutte en Iran et progresser dans cette direction.

Il s'agit bien sûr d'une ligne directrice générale et, à mon avis, les forces révolutionnaires doivent mener leur travail de combat sur la base de cette ligne directrice générale dans les conditions dans lesquelles elles vivent. »

Le soulèvement kurde de 1979

À l'occasion de la révolution de 1979, la partie kurde de l'Iran demanda à ce que le nouveau régime lui accorde une relative autonomie pour ses affaires intérieures.

Les villes étaient d'ailleurs passées sous le contrôle des deux principaux mouvements : le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran et Komala (Organisation révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan, proche du maoïsme).

Mais le dirigeant du premier parti, Abdul Rahman Ghassemlou, avait été refusé d'audience par Rouhollah Khomeini lors de sa venue en France ; quant au second parti, il représentait une ligne idéologique par définition honnie des islamistes.

Le nouveau régime intervint donc militairement et reprit les villes ; les forces kurdes parvinrent à se maintenir dans les campagnes initialement, avant d'être défaites finalement en 1983.

La majorité des Fedayins se soumet au régime

Le départ d'Ashraf Dehqani et de ses partisans des Fedayins du peuple ne fut pas numériquement très important, néanmoins il posait une vraie question : celui du rapport à la République islamique.

Il y avait au départ un réel attentisme et l'espoir d'une montée en puissance sur la base du prestige acquis jusqu'à présent. Cependant, l'affirmation kurde et la violente réponse du régime impliquait un certain sens de l'urgence, encore plus accentuée par l'écrasement répressif des conseils agricoles de base mis en place par les Fedayins dans la région du Turkmen Sahra, où l'agriculture était mécanisée.

Quatre représentants de ces conseils et fedayins furent même assassinés par la République Islamique à Téhéran alors qu'ils avaient été officiellement invités pour négocier.

L'équipe éditoriale de la revue des Fedayins, *Kar* (« Travail »), ainsi que la minorité du Comité Central, commencèrent alors à s'opposer frontalement au régime, ce à quoi la majorité du Comité Central se refusait à souscrire. Cela provoqua en juin 1980 une scission entre les Fedayins (aqaliyyat – minorité) et les Fedayins (aksariyyat – majorité).

La « majorité » considérait que la République islamique était petite-bourgeoise seulement, qu'il fallait donc la soutenir comme expression anti-impérialiste. Dès 1981, elle s'effaça pour rejoindre le parti pro-soviétique Tudeh, qui appuyait également le régime.

Cela provoqua une nouvelle scission entre les partisans de l'adhésion et ceux voulant l'autonomie. Mais dans les deux cas, du côté du Tudeh comme de la Majorité, il y avait le soutien ouvert et massif à la République islamique, qui les reconnut comme des soutiens précieux.

Ils ne furent ainsi pas interdits avant 1983, lorsque le régime se sentit assez fort pour ne plus avoir besoin d'aides de ce type.

Il faut noter qu'une petite partie de l'organisation refusa d'aller si loin dans le soutien au régime et fonda l'*Organisation des guérilleros fedayins du peuple iranien – aile gauche de la majorité*. Une partie de celle-ci finit par rejoindre la « minorité », qui parvint à tenir un congrès à la toute fin de l'année 1981.

La minorité des Fedayins

Comment la « minorité » interprétait-elle le régime ? Elle considérait que celui-ci représentait un compromis entre d'une part la bourgeoisie industrielle et ses libéraux, d'autre part la bourgeoisie commerciale avec les dirigeants des bazars alliés aux clergés, avec en plus la partie supérieure de la petit-bourgeoisie soutenant l'imam Khomeini.

La minorité se déchirait cependant intérieurement et la République islamique parvint, en 1981-1982, à assassiner la plupart des membres du Comité Central et à liquider les centres de publication de la presse clandestine des Fedayins.

Une minorité des Fedayins fut également exclue et se mit en place comme *Organisation des guérillas des fedayin du peuple (Tendance Socialiste Révolutionnaire)*, liée aux trotskistes du SWP britannique.

Cette organisation s'effondra cependant dès 1983, les restes rejoignant *Rāh-e Kārgar*, la Voie des travailleurs, fondé en 1979 et issu de membres et sympathisants des Fedayins qui avaient décidé d'abandonner la lutte armée lors des dernières années du Chah.

La « minorité » commença au fur et à mesure à perdre tous ses réseaux, ainsi que sa base militaire au Kurdistan ; en 1985, l'organisation était pratiquement éteinte, alors qu'un affrontement armé factionnel se produit même dans les locaux de sa radio clandestine, *Radio Fedayin*, au Kurdistan iranien en février 1985.



Cela provoqua une scission entre l'*Organisation des guérillas des fedayin du peuple* (Comité Central) et l'*Organisation des guérillas des fedayin du peuple* (Grand Conseil).

La *Guérilla fedayin du peuple iranien* d'Ashraf Dehqani connut un échec similaire, perdant ses bases dans les provinces du sud du pays et la ville de Bandar Abbas.

Un peu plus tôt, elle avait connu une scission aussi, avec la fondation d'une *Guérilla fedayin du peuple iranien* (*Armée de Libération du Peuple iranien*), qui mena la lutte armée dans les régions de Gilan et Mazandaran, avant de se faire écraser en 1982.

Les maoïstes et le soulèvement d'Amol en 1982

Les maoïstes participèrent aux initiatives de lancement de la guerre de guérilla au début des années 1980. Ils étaient organisés depuis 1975 dans une Union des Communistes Iraniens et connus surtout pour le nom de leur mouvement combattant : *Sarbedaran*.

Le terme signifie « gibiers de potence » et fait référence à un mouvement du 14^e siècle mêlant mysticisme religieux, esprit républicain, refus des dynasties et des envahisseurs.

Cette Union avait initialement surtout une base étudiante, notamment à l'étranger ; l'une des structures lui donnant naissance dominait la section américaine de la *Confédération mondiale des étudiants iraniens - Union nationale*, le mouvement qui hors d'Iran rassemblait les étudiants membres des différentes organisations d'opposition au régime du Chah d'Iran.

L'Union réussit cependant à participer de manière active à la lutte des classes ; elle fut partie prenante du « Syndicat du projet d'Abadan » et de l'« Union des conseils ouvriers du Gilan », ainsi que des luttes paysannes au Sahra Turkmène et des manifestations arabes au Khuzistan, sans oublier la guerre de guérilla au Kurdistan (avec sa propre structure de « Peshmergas », le terme pour désigner les guérilleros kurdes).

Elle avait également mis en place une *Organisation révolutionnaire de masse des étudiants et des lycéens* et une *Société des femmes militantes*.

L'Union décida alors d'établir une base près de la ville d'Amol, dans la région de Mazandaran, dans le Nord-Est du pays, dans le but de mener un soulèvement.

L'Union considérait, en effet, que l'instauration d'un « troisième front » obtiendrait le succès, en prenant en compte deux phénomènes préexistants.

Le premier était l'initiative militaire irakienne contre l'Iran en septembre 1980 qui accaparait les forces du régime, le second était la guérilla kurde significative dans les campagnes depuis 1979 en réponse à la répression.



Plusieurs raisons motivent le choix d'Amol pour oser lancer une insurrection. La forêt autour d'Amol est dense, dispose de nombreuses grottes, ainsi que des collines et des vallées, et d'une rivière. Les chemins sont difficiles à repérer lorsqu'on ne les connaît pas.

La ville était qui plus est située au bord d'une grande route et se situait non loin de Téhéran ; l'objectif était que l'insurrection fasse un effet « choc » le plus efficace

possible. Qui plus est, l'Union disposait d'une réelle base militante et sympathisante, permettant une organisation locale, des allers-retours passant sous les radars.

La tentative d'insurrection dans la ville commença le 25 février 1982 ; il n'y avait qu'une centaine de combattants, mais l'idée était de provoquer un engouement populaire. L'organisation de la guérilla elle-même était très élaborée, avec une division du travail et une répartition des tâches très développées, une équipe médicale, etc.

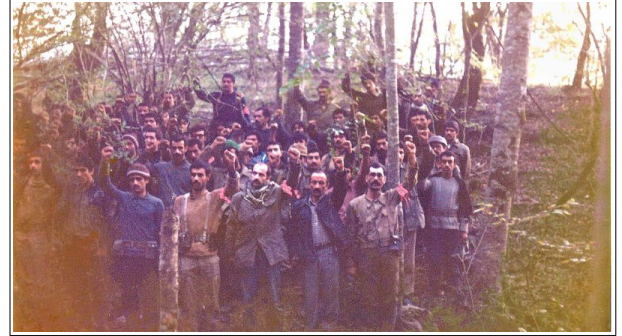
Le matériel militaire consistait en des fusils d'assaut Heckler & Koch, des Kalachnikov, des fusils semi-automatiques M1, des Uzi, des colts, des lance-grenades antichars manuels RPG-7, des grenades, des mitrailleuses Z3, des engins explosifs fabriqués à l'aide d'autoculseurs et de moteurs électriques. Malgré le matériel amené, la constitution d'un émetteur radio n'a pas été possible.

Le contenu du programme proposé était le suivant :

- renversement du gouvernement ;
- convocation d'une Assemblée nationale constituante basée sur des élections générales dont sont exclues les partisans du Chah, ceux de Khomeini et ceux liés à des puissances hégémoniques mondiales (les États-Unis et l'URSS) ;
- annulation des accords entre la République islamique et les puissances impérialistes ;
- destruction des avantages féodaux dans tout le pays ;
- rédaction d'un nouveau droit du travail ;
- mise en place de tribunaux populaires extraordinaires pour juger les agents du gouvernement islamique ;
- reconnaissance des libertés sociales et politiques ;
- mobilisation populaire pour expulser les envahisseurs irakiens du Khouzistan ;

- réalisation d'un plan économique à l'échelle nationale ;
- affirmation d'une politique étrangère indépendante ;
- rejet de l'idéologie juridique islamique et instauration de la laïcité.

Les raisons de l'échec du soulèvement sont diverses et nombreuses, mais on peut souligner les points suivants. Déjà, l'État a réussi à réagir en envoyant des milliers d'hommes hautement motivés, appartenant au Corps des gardiens de la révolution islamique et à la Basij (Force de mobilisation de la résistance).



Ensuite, l'Union n'a pas voulu attaquer les commissariats, espérant un renversement de camp de leur part, ce qui s'est révélé faux et d'autant plus contre-productif que les gens rejoignant l'insurrection n'ont pas eu assez d'armes (en plus du fait que leur organisation était mal prévue, notamment en raison du doute permanent sur le degré de confiance à leur accorder).

Les forces locales islamistes ont également été sous-estimées : leur réaction a été vigoureuse et pleine d'initiative, également militaire même si rudimentaire (comme avec des arcs et des flèches).

Ce dernier aspect est si vrai qu'Amol est la seule ville mentionnée dans le testament de l'ayatollah Khomeini ; Amol est connue désormais comme « Amol, les mille barricades ». Le calendrier officiel du régime a également un jour désigné comme celui de la célébration de « l'Épopée du peuple d'Amol ».

Les dirigeants de l'Union arrêtés par la suite furent exécutés en plein centre-ville le jour-anniversaire du soulèvement ; Siamak Zaim, le dirigeant de l'Union et l'organisateur du soulèvement, fut arrêté, mais refusa de se repentir et de participer à des simulacres de débat à la télévision, comme le régime en organisait de manière régulière. Il fut finalement assassiné en 1984.

L'Union essaya de mettre en place une guérilla en 1985 au Kurdistan, sans réel succès ; elle se maintint cependant, en fait véritablement à l'étranger, et devint en 2001 le Parti communiste d'Iran (marxiste-léniniste-maoïste), qui s'aligna finalement sur le post-maoïsme.

Les Moudjahidine du peuple d'Iran

Si les Fedayins et l'Union échouèrent dans leur démarche, il faut noter le succès massif de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI), une structure qui apparaît comme fort étrange si on la regarde hors du contexte iranien.



Elle assume en fait l'ambition du marxisme, mais affirme que l'Islam propose le moyen de la réaliser. Ce n'est pas une organisation marxiste ; elle est musulmane, ou plutôt islamiste. Toutefois, elle assume historiquement le marxisme comme regard « sociologique » et très souvent on la présente comme islamo-marxiste.

À partir de 1979, elle devient la principale force d'opposition, et il est évident que les avancées de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran ont siphonné une très large partie de la base potentielle des Fedayins et de l'Union.

La fondation de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran est fondée en septembre 1965 et se développe d'abord sur une base réformiste – militante. Les trois figures dirigeantes étaient Ali Asghar Badiizadegan, Mohammed Hanifnejad, Saeed Mohsen, tous les trois liés au mouvement patriotique autour du premier ministre Mohammad Mossadegh, qui avait nationalisé l'industrie du pétrole et fut par conséquent renversé en 1953.

Le tournant les ayant marqué fut l'arrestation par le régime de Rouhollah Khomeini en juin 1963, ce qui provoqua des troubles dans le pays et la déclaration de l'état d'urgence. Rouhollah Khomeini avait pris la tête de l'opposition du clergé et des grands propriétaires terriens à la « révolution blanche » du Chah.

Ce dernier voulait instaurer le droit de vote des femmes et supprimer les forces féodales, afin de procéder à une modernisation du pays – en fait, afin que le pouvoir ne revienne qu'à la bourgeoisie compradore servant la superpuissance américaine.

C'était là oublier que la bourgeoisie compradore des villes n'existe que parce que le féodalisme existe à la campagne. L'initiative du Chah était incohérente et ainsi, la réaction du clergé et des grands propriétaires terriens fut tout à fait unie, au point que non seulement Rouhollah Khomeini fut nommé Ayatollah, mais même grand Ayatollah afin de pouvoir échapper juridiquement aux poursuites.

Il fut toutefois expulsé et il s'installa par la suite en France. Le régime mit pour sa part en place une année de célébration du « 2 500e anniversaire de la fondation de l'Empire perse ».

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran entendait répondre à cette affirmation du régime par des actions de propagande armée et par la destruction massive de pylônes à Téhéran ; des raids massifs de la SAVAK l'en empêchèrent. L'entièreté de la direction et 90 % des membres furent arrêtés.

La scission de Paykar

Reza Rezaei parvint à s'enfuir de prison et réorganisa l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran sur sa base originelle, avec également donc la lutte armée.

Il y eut cinq attentats à la bombe lors de la venue du président américain Richard Nixon en 1972, mais également la tentative d'exécution du général américain Harold Price, l'exécution du conseiller militaire américain Lewis Lee Hawkins, l'exécution du général de brigade Saeed Taheri.



Reza Rezaei se suicida alors qu'il allait être capturé, ce qui fit que la direction revint à Mohammad Taqi Chahram, qui s'était également enfui de prison. Celui-ci avait adopté des positions marxistes et fit basculer l'organisation dans le « marxisme-léninisme », procédant à des purges meurtrières parfois.

La direction emprisonnée s'y opposa formellement et, dans ce contexte, les opposants religieux (Hachemi Rafsandjani, Hassan Lahoti Eshkouri, Mohammad Reza Mahdavi-Kani, Hossein Ali Montazeri, Mahmoud Taleghani) prirent la décision de proscrire absolument tout rapport entre musulmans et marxistes.

Il y eut ainsi momentanément deux organisations des Moudjahidines du peuple d'Iran, avec une seconde organisation désignée comme les « moudjahidines marxistes », qui supprimèrent les références au Coran, s'appelaient entre eux « camarade » (rafiq) et non pas frère (baradar), etc.

Ils prirent en 1978 le nom de *Branche marxiste-léniniste de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran*, puis l'année d'après celui de *l'Organisation de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière* (Paykar).

L'organisation eut du mal à se maintenir, perdit des centaines de membres sous les coups de la répression et s'éteignit au milieu des années 1980, après s'être aligné sur le Parti du Travail d'Albanie d'Enver Hoxha.

Les Moudjahidines reconstitués face à Khomeini

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran dans sa version non marxiste se reconstitua très vite, d'abord sous le nom de *Mouvement national des Moudjahidines* puis sous son nom originel, sous l'impulsion des dirigeants emprisonnés et des structures hors d'Iran, qui avaient refusé de s'aligner sur ce qui deviendra Paykar.

On trouve alors à la tête du mouvement Massoud Radjavi, Mehdi Abrishamchi et Musa Khiabani. Ce dernier avait été arrêté et torturé par la SAVAK ; il avait échappé à l'exécution suite aux protestations et prit la tête de l'organisation en Iran même au début des années 1980, se faisant tuer dans un raid des forces de répression, avec 22 autres moudjahidines.

En ce qui concerne Massoud Rajavi, le dirigeant en tant que tel de l'organisation, il a « disparu » en 2003, sans que rien ne soit précisé à son sujet ; il était alors en Irak et a sans doute été tué dans le contexte de l'invasion américaine. Depuis, c'est sa femme Maryam Radjavi qui est à la tête du mouvement.

Avant 1979, il y avait eu des discussions de haut niveau avec Rouhollah Khomeini, mais ce dernier ne croyait pas que les Iraniens étaient prêts à la lutte armée et il n'appréciait de toute façon pas la lecture « marxiste » sociologique proposée. Les discussions pendant la révolution iranienne n'aboutirent pas non plus.

Néanmoins, l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran accepta de reconnaître Rouhollah Khomeini comme étant le chef de file de la révolution iranienne tout en devenant en même temps la principale structure d'opposition.

L'organisation était très populaire, avec des adhérents et des sympathisants à travers toutes les couches de la société ; son quotidien, *Mujahid*, pouvait atteindre un tirage de 600 000 exemplaires.



Le régime polarisa toutefois les choses avec le référendum sur la constitution de décembre 1979, proposant une République islamique à la place de la monarchie.

Si la gauche révolutionnaire voyait sa situation bloquée, car elle refusait l'une et l'autre de ces formes de régime (et on notera que le Tudeh lié au social-impérialisme soviétique appela à voter oui), la situation était ambivalente pour l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran.

Celle-ci était favorable à l'hégémonie de la religion ; ce qu'elle regrettait c'était le manque de dimension sociale, notamment la non-prise en compte des différentes nationalités, la non-nationalisation des ressources principales, la non-reconnaissance des conseils populaires formés durant la révolution.

Elle décida de boycotter le référendum, tout comme la gauche révolutionnaire. Les résultats, truqués dans une certaine proportion, furent de 99,5 % en faveur de la nouvelle constitution. Le régime mit alors une pression maximale afin d'évincer Massoud Rajavi de la présidentielle de 1980.

Le régime trafiqua également les élections parlementaires de 1980, remportées par la « grande coalition » autour du Parti de la république islamique, avec 31 %, alors que 43 % des voix revenaient à des « indépendants ».

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran, avec des « candidats révolutionnaires progressistes », reçut autour de 20 %, et même 500 000 voix à Téhéran, mais n'obtint aucun député.

Le régime généralisa alors sa répression sur l'organisation, fermant ses locaux, emprisonnant ses membres, alors que des attaques parfois meurtrières contre les locaux et les militants se systématisaient déjà.

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran fit alors un repli stratégique, fermant tous ses locaux, afin d'éviter tout affrontement frontal.

La « révolution culturelle » islamique et les massacres de 1980-1983



C'est Abolhassan Bani Sadr qui avait gagné la présidentielle iranienne de 1980, avec 76 % des voix, en tant que « candidat indépendant » ; le candidat « religieux » n'avait obtenu que 4 %.

Cet opposant au régime du Chah d'Iran avait fait en sorte que Rouhollah Khomeini soit accueilli en France et il devint l'un de ses conseillers. Néanmoins, sa théorie d'un régime islamique « moderne » et le début de l'invasion irakienne inquiétèrent le clergé, qui se précipita pour le destituer en juin 1981.

Cela rentrait dans le cadre général de la « révolution culturelle » qui s'étala de 1980 à 1983 et procéda à l'islamisation d'absolument tous les domaines dans le pays.

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran prit l'initiative de la protestation, rassemblant 500 000 personnes à Téhéran en soutien à Abolhassan Bani Sadr, en plus de manifestations à Bandar Abbas, Ispahan, Arak, Chiraz, Ahvaz, etc.

Rien que dans le secteur de l'université, le régime fit 50 morts et 200 blessés, avec mille arrestations et 23 manifestants exécutés sur place (dont des adolescentes). Le régime commença par exécuter 50 personnes la semaine suivante, puis 600 en septembre, 1700 en octobre, 2500 en décembre, avec les cadavres exposés.

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran passa à l'affrontement ouvert et organisa un front, en juillet 1981, le *Conseil national de la résistance iranienne*, mis en place à Paris.

Puis, de juin 1981 à Mars 1982, le régime iranien généralisa le massacre des apostats (murtad), des anti-Islam (zed-e Islam), des athées (kafir), des hypocrites en religion (munafiqs) ; en majorité, ce sont les membres de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran qui ont été visés.

On ne connaît pas les chiffres exacts, mais autour de 3500 personnes, dans 85 villes, ont été arrêtées, torturées cruellement et assassinées avec comme motifs des accusations d'inimitié contre Allah (moharebeh), de diffusion de la corruption sur Terre (ifsad-fil-arz), d'apostasie (irtidad).

Environ 10 % d'entre elles avaient entre 11 et 17 ans et la plus grosse proportion moins de 24 ans.

La fuite en avant : le groupe Forqan

Pour bien comprendre le contexte du tout début des années 1980, il faut se tourner vers l'exemple de *Forqan* (le « discernement »). Ce groupe fondé clandestinement en 1977 a été démantelé en 1980, mais ses actions en 1979 reflètent le contexte mystique du moment.

On retrouve à l'arrière-plan l'intellectuel et activiste Ali Shariati (1933-1977). Cet intellectuel, influencé par le FLN algérien (auquel il participa), Frantz Fanon, Jean-Paul Sartre, va développer tout une philosophie anti-occidentale qui valorise l'Islam chiite comme force révolutionnaire qui posséderait une dimension « existentielle ».

Il est ici marqué également par Louis Massignon et Vincent Monteil, deux auteurs français faisant une relecture « vitalisée » de l'Islam chiite.

C'est le paradoxe typique du tiers-monde que d'avoir des intellectuels totalement occidentalisés élaborant une relecture artificielle de leur propre pays sur la base d'un mysticisme anti-occidental.

Et, dans le cadre de ce mysticisme, Ali Shariati – qui dispose d'un musée en son honneur mis en place par la République islamique – souligna l'importance de la figure de « l'érudit » musulman et affirma que le clergé était un obstacle à la liaison directe avec Dieu. Le groupe Forqan, dirigé par Akbar Goodarzi, poussa jusqu'au bout le raisonnement et se lança dans la lutte armée contre le « mollahisme ».

Il exécuta en 1979 l'important théologien Mohammad Mofatteh, l'imam Mohammad Ali Qazi Tabatabaei, le président du Conseil de la révolution islamique Morteza Motahhari, l'un des principaux gradés de l'armée Mohammad-Vali Gharani.

On a ici une fuite en avant avec un mysticisme religieux anti-clergé, une position schizophrénique qui ne dura pas bien sûr, même si en 1981 le religieux Habibollah Ashouri fut exécuté par le régime pour un ouvrage appelant à un Islam « sans classes sociales ».

Cela montre l'incroyable prévalence de la vision chiite du monde et comment il y a des « débordements » qui jouent un rôle essentiel. Un précédent fut l'occupation de l'ambassade des États-Unis en novembre 1979, avec une prise d'otages de 444 jours, par les « étudiants musulmans ayant adopté la ligne de l'Imam [Khomeini] ».

Ainsi, en l'absence du matérialisme dialectique et avec la perte régulière des cadres révolutionnaires arrêtés ou massacrés, la situation révolutionnaire a imposé des interprétations sur la base de l'Islam chiite.

Il faut bien distinguer cela des formes traditionnellement réactionnaires, de type fondamentalistes, comme les Fedayins de l'Islam, nés en 1946, avec comme théoricien Navvab Safavi (un équivalent de l'égyptien Sayyid Qutb).

Cette structure a mené de nombreux assassinats, parfois en convergence directe avec les intérêts britanniques ou bien le Chah. Sa dimension ouvertement réactionnaire fit qu'il fut mis en avant par le régime à partir de la toute fin des années 1980 (une station de métro porte son nom par exemple à Téhéran).

Le groupe Forqan n'avait pas du tout cette optique ; avec lui on se situe dans l'anticapitalisme romantique, une idée de réaliser la « fin des temps ».

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran porte un anticapitalisme romantique similaire, c'est ainsi qu'elle est devenue la principale structure d'opposition.

Le soutien irakien aux moudjahidines

L'Irak, dont le régime était baathiste (nationaliste panarabe à tendance laïque) apporta son soutien à l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran et en 1986 celle-ci s'installa à une centaine de kilomètres de Bagdad dans une grande base construite pour elle, dénommée camp Ashraf, en référence à une militante de l'organisation, Ashraf Rabiei, tuée en 1982.

Disposant d'une « Armée de libération nationale d'Iran », l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran lança en 1988 trois opérations.

La première, « opération soleil », permit de conquérir 600km² en Iran, avec la destruction de dizaines de chars et de véhicules blindés, et la saisie d'une centaine de dépôts de munition et de ravitaillement. La deuxième, opération « quarante étoiles », se caractérisa par la prise de contrôle de la ville de Mehran, à la frontière irano-irakienne.

La troisième, « opération lumière éternelle », avec 7 000 soldats et 200 tanks, fut un échec ; initialement, l'Armée de libération nationale d'Iran pénétra le territoire iranien sur 145 kilomètres, mais la contre-attaque fut dévastatrice.

Le régime iranien avait, cette fois, réagi en mobilisant toutes ses forces : il avait proclamé l'état d'urgence et envoyé 150 000 soldats en utilisant tous les bus du pays.

Et une fois la victoire acquise, il procéda à l'exécution sommaire des prisonniers politiques dans les prisons iraniennes, tuant notamment entre 2 000 et 12 000 membres de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (qui revendique ici 30 000 martyrs).



La lutte armée en Iran des Moudjahidines

La fin de la guerre Iran-Irak en 1988, après huit ans de combat acharné, mit un terme aux possibilités d'intervention militaire depuis le camp Ashraf. Mais les actions armées de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran n'avaient jamais cessé en Iran même.

Un attentat fit exploser, le 28 juin 1981, le siège du Parti de la république islamique, tuant son dirigeant Mohammad Beheshti et 70 hauts cadres. Le principal organisateur de l'attentat, Mohammad-Reza Kolahi, fut tué aux Pays-Bas par une mafia, sans doute payée par le régime iranien.

Le 30 août 1981, un attentat tue le Premier ministre et nouveau dirigeant du Parti de la république islamique, Mohammad Javad Bahonar, mais également le président Mohammad Ali Rajai et le colonel Vahid Dastgherdi, chef de la police iranienne.

L'organisateur de l'attentat, Masoud Keshmiri, s'était infiltré jusqu'à devenir secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale ; le régime iranien affirme qu'il a été tué lors d'une action armée en 2023 contre un local de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran en banlieue parisienne.

Toujours en 1981, les juristes Abdolkarim Hasheminejad et Hassan Ayat sont tués, ainsi que le haut dignitaire Mir Asadullah Madani ; l'Ayatollah Ata'ollah Ashrafi Esfahani fut tué en 1982, ainsi que la même année l'ayatollah Mohammed Sadoughi dans une opération kamikaze.

Asadollah Lajevardi, le directeur « boucher » de la prison d'Evin, fut exécuté en 1998 lors des dix ans des massacres dans les prisons iraniennes auxquelles il a participé au premier rang. Le premier directeur de la même prison, Mohammad Kachouyi, avait été exécuté en juin 1981.

Ali Sayad Shirazi, chef d'État-major des forces armées iraniennes pendant la guerre Iran-Irak, fut assassiné en 1999 ; son nom a été donné à des rues, des hôtels, une autoroute.

Ces actions étaient accompagnées de coups d'éclat à l'étranger, comme l'occupation de dix ambassades iraniennes en 1992, ou bien l'achat de 7 000 des 42 000 places lors du match de coupe du monde de football Iran – États-Unis à Lyon en 1998 (les caméras ne montrèrent pas les bannières et t-shirts).

Mais en 2003, les États-Unis bombardèrent le camp Ashraf (un cessez-le-feu fut décidé dans la foulée) et en France, la même année, une vaste perquisition fut menée à Auvers-sur-Oise contre l'organisation.

L'Irak organisa finalement son expulsion et elle construisit alors un vaste centre en Albanie. Mais, cette fois, c'en était fini avec la lutte armée : depuis 2003, l'organisation se place comme « pôle » prêt à prendre les commandes de l'Iran si le régime s'effondre.

Il y a donc en Iran même des actions de propagande, des sabotages de basse intensité, etc. Et, à l'étranger, un intense travail pour obtenir une reconnaissance.

Le travail sur l'opinion publique en convergence avec la superpuissance américaine

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran est très active à l'étranger, avec de multiples actions de propagande, des rassemblements, des meetings, etc. Elle joue également un rôle majeur dans la narration contre le régime iranien, afin de chercher l'adoubement par la superpuissance impérialiste américaine et les pays occidentaux en général.



Pour ce faire, elle se place comme outil direct pour affaiblir le régime iranien. C'est ainsi elle qui a donné les noms, numéros de compte bancaire et les salaires mensuels de 32 000 personnes irakiennes payées par l'Iran ; c'est elle, surtout, qui a révélé avec une grande base documentaire le programme nucléaire iranien.

Elle informe régulièrement de ce qui se passe dans le pays ; elle cherche à prouver qu'elle est la seule structure d'opposition à disposer de relais et de réseaux en Iran, notamment avec ses « unités de résistance ».

Voici les dix points du programme de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran, qui visent à la « placer » dans le cadre d'une chute du régime de la République islamique.

Rejet du velayat-e faqih (pouvoir clérical absolu). Affirmation de la souveraineté du peuple dans une république fondée sur le suffrage universel et le pluralisme ;

Liberté d'expression, liberté des partis politiques, liberté de réunion, liberté de la presse et d'Internet ; Dissolution et démantèlement du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), de la Force terroriste Qods, des groupes en civil, de l'impopulaire Bassidj, du ministère du Renseignement, du Conseil de la Révolution culturelle et de toutes les patrouilles et institutions répressives dans les villes, villages, écoles, universités, bureaux et usines ;

Adhésion aux libertés et droits individuels et sociaux, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Démantèlement de tous les organismes chargés de la censure et de l'inquisition. Exigences en matière de justice pour les prisonniers politiques massacrés, interdiction de la torture et abolition de la peine de mort ;

Séparation de la religion et de l'État, et liberté de religion et de confession ;

Égalité totale des sexes en matière de droits politiques, sociaux, culturels et économiques, et participation égale des femmes au leadership politique. Abolition de toute forme de discrimination ; droit de choisir librement ses vêtements ; droit de se marier et de divorcer librement ; droit d'accéder à l'éducation et à l'emploi. Interdiction de toute forme d'exploitation des femmes, sous quelque prétexte que ce soit ;

Un système judiciaire et juridique indépendant, conforme aux normes internationales et fondé sur la présomption d'innocence, le droit à un avocat, le droit d'appel et le droit d'être jugé par un tribunal public. Indépendance totale des juges. Abolition de la charia des mollahs et dissolution des tribunaux révolutionnaires islamiques ;

Autonomie et suppression des doubles injustices à l'encontre des nationalités et des ethnies iraniennes, conformément au plan du CNRI pour l'autonomie du Kurdistan iranien ;

Justice et égalité des chances en matière d'emploi et d'entrepreneuriat pour tous les Iraniens dans une économie de marché. Restauration des droits des ouvriers, des agriculteurs, des infirmières, des employés, des enseignants et des retraités ;

Protection et réhabilitation de l'environnement, massacré sous le régime des mollahs ; et

Un Iran non nucléaire et dépourvu d'armes de destruction massive. Paix, coexistence et coopération internationale et régionale.

Il est facile de voir qu'un tel programme à prétention moderniste, affirmant le lien avec les pays occidentaux, correspond à de l'opportunisme. Il indique cependant également la fin de tout un cycle de l'histoire iranienne, où la dimension religieuse a été un facteur essentiel, en raison du poids du féodalisme. ■

Questions au Parti Communiste d'Iran

Voici quelques questions-réponses qui exposent le point de vue du Parti Communiste d'Iran. Celui-ci ne relève ni de la tradition maoïste de Sarbedaran, ni de la tradition des Fedayins du peuple.

Il relève du « nouveau mouvement iranien », des groupes et organisations partant justement dans une autre direction, car il est considéré que c'est en raison de l'absence d'identité ouvrière, du manque d'organisations à la base, que la catastrophe qui a suivi 1979 a pu avoir lieu.

Ces questions et ces réponses ne doivent cependant pas être prétextes à polémique et nous appelons à s'intéresser à cette organisation (dont le site est cpiran.org). Les révolutionnaires d'Iran méritent, dans leur ensemble, notre soutien.



Pouvez-vous nous parler de l'espoir du peuple iranien d'une révolution contre le régime, mais aussi des risques liés au rôle de l'impérialisme américain et d'Israël ?

C'est une question intéressante. En réalité, la révolution iranienne remonte au moins à 1979, lorsque le peuple iranien s'est révolté contre le régime du Chah et l'a renversé.

Toutes les revendications de ce grand mouvement antiautoritaire et de justice non seulement n'ont pas disparu, mais se reflètent aujourd'hui plus largement et plus profondément dans les revendications et les luttes des travailleurs, des masses pauvres, des femmes, des jeunes et d'autres composantes progressistes de la société iranienne.

L'Iran est l'un des pays les plus riches du monde. Cependant, une grande majorité de la population vit dans la pauvreté et le dénuement.

Le régime capitaliste islamique au pouvoir en Iran, tout en exploitant brutalement les travailleurs et les masses pauvres, réprime toute voix dissidente. Le régime iranien est le plus meurtrier au monde en matière d'exécutions de prisonniers.

Ce régime a mis en œuvre l'un des nouveaux programmes économiques libéraux les plus radicaux, du moins dans la région. Actuellement, la crise économique, sociale et politique touche tous les domaines de la vie et du travail en Iran.

L'écart de classe en Iran est l'un des plus importants du monde en développement. Les relations de l'Iran avec le monde extérieur sont extrêmement critiques.

Les travailleurs n'ont pas le droit de former des organisations syndicales indépendantes. Ils n'ont pas le droit de grève ni de manifester. Les militants syndicaux et les dirigeants de mouvements sociaux, notamment les femmes, sont constamment arrêtés, torturés, emprisonnés, expulsés ou exilés.

La grande majorité de la population iranienne est jeune [le recensement officiel de 2016 indique que plus de 50 % des 83 millions d'Iraniens ont moins de 30 ans].

Privés de leurs droits individuels et sociaux fondamentaux, ils ne voient aucun avenir sous ce régime. Cette jeunesse a été l'un des piliers du mouvement « Femmes, Vie, Liberté » en 2022.

Malgré la répression brutale du régime, qui a tué plus de 650 personnes et emprisonné des dizaines de milliers d'autres, ce mouvement s'est propagé dans plus de 150 villes d'Iran. En Iran, la liberté d'expression, de croyance, de conscience et les autres droits individuels et sociaux sont sévèrement réprimés.

L'Iran a connu au moins trois mouvements sociaux populaires puissants et radicaux contre le régime au cours des dix dernières années. La population a ouvertement déclaré, par des slogans et des revendications, qu'elle ne voulait pas de ce régime et qu'il devait disparaître.

Une semaine seulement avant la récente attaque israélienne contre l'Iran, les chauffeurs routiers se sont mis en grève dans tout le pays.

En 2023, plus de 4 000 grèves, manifestations et mouvements ouvriers ont été recensés en Iran. Depuis plus d'un an, les prisonniers politiques protestent contre les condamnations à mort chaque mardi dans presque toutes les prisons iraniennes.

L'Iran était en situation révolutionnaire avant la guerre actuelle. Cette situation s'était manifestée par les protestations généralisées des travailleurs, des femmes, des jeunes et de la grande majorité des chômeurs, et allait rendre la situation encore plus difficile pour le régime.

Étant donné les revendications du peuple, qui concernent essentiellement le pain, le travail, le logement, l'éducation et les soins de santé gratuits, le droit syndical, les libertés individuelles et sociales, etc., aucune des tendances bourgeoises de l'opposition au régime ne sera en mesure de répondre aux revendications économiques et sociales du peuple et n'a de plan pour y parvenir.

Nous pensons que seul un programme social radical et socialiste peut répondre aux besoins du peuple.

L'un des facteurs qui freinent la progression, la convergence et l'universalisation des luttes ouvrières est la répression brutale du régime et, par conséquent, l'absence d'organisations indépendantes des travailleurs. Parallèlement, le mouvement socialiste est fragmenté et, malgré les efforts déployés, il n'a pas réussi à s'imposer comme une alternative majeure dans la société.

De plus, l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires iraniennes et la situation complexe de la région, en l'absence de cette alternative radicale, constituent des dangers qui menacent le mouvement pour la liberté et l'égalité.

Force est de constater qu'une grande partie de la population, notamment les dirigeants des mouvements syndicaux et sociaux, s'oppose à l'intervention d'Israël et des États-Unis dans les affaires intérieures du pays. Cette importance a été clairement reflétée dans diverses déclarations publiées ces derniers jours par des organisations syndicales et des militants des mouvements sociaux.

Nous pensons que l'agression militaire d'Israël et des États-Unis contre l'Iran n'est pas dans l'intérêt de la majorité des travailleurs et des travailleuses. Ces pays poursuivent leurs propres intérêts, transforment le Moyen-Orient et mettent en œuvre des projets impérialistes.

Bien que le régime iranien ne soit pas exempt de toute responsabilité dans une guerre aussi destructrice, la stratégie des pays impérialistes dépasse la question iranienne. Dans la situation actuelle, on peut affirmer que la politique des États-Unis et d'Israël vise à affaiblir, voire, si possible, à renverser, le régime iranien.

L'un des principaux problèmes rencontrés par les impérialistes pour atteindre leurs objectifs réside dans l'existence d'une force crédible et survivante, notamment les travailleurs et autres mouvements confrontés au même sort.

Malgré la faiblesse organisationnelle résultant de la répression continue du régime islamique, ces forces connaîtraient une croissance rapide si l'environnement était relativement ouvert et rendait difficile, voire impossible, la prise de pouvoir des forces pro-impérialistes. Israéliens et Américains en sont bien conscients ! Ils tentent actuellement d'organiser une alternative avec leurs alliés pro-occidentaux, notamment les monarchistes et les forces nationalistes. Ils surveillent également la situation au sein des forces armées iraniennes et des factions politiques du régime.

Les attaques agressives de ces pays contre l'Iran visent des bases militaires, des infrastructures, des ressources économiques, des ressources énergétiques et même des zones résidentielles, ce qui entraînerait de lourdes pertes pour le peuple iranien. Par conséquent, aucune force pacifique et éprise de liberté ne peut soutenir ces attaques.

Quelle est la tradition historique de votre organisation ?

Le Parti communiste d'Iran (PCI) a été fondé le 2 septembre 1983. Nous nous décrivons le mieux comme une organisation marxiste révolutionnaire luttant pour la liberté, l'égalité et l'État ouvrier. Nous avons combattu l'un des régimes les plus brutaux du 21^e siècle pendant près d'un demi-siècle et perdu environ 3 000 camarades dans ce cadre.

Le PCI est une organisation internationaliste désireuse de rejoindre d'autres forces révolutionnaires de gauche et communistes à travers le monde, et notamment de renforcer la solidarité ouvrière partout où cela est possible.

Nous bénéficions d'une grande confiance parmi les autres partis socialistes en Iran et bénéficions d'une base relativement solide au Kurdistan et au sein du mouvement ouvrier iranien.

Le Parti communiste d'Iran est né au cœur des luttes au Kurdistan iranien et des travailleurs de tout le pays. Nous travaillons également en étroite collaboration avec d'autres organisations de gauche et communistes, non seulement au Kurdistan, mais aussi avec d'autres organisations nationales de gauche.

Le Parti communiste iranien lutte pour organiser et unifier les rangs de la classe ouvrière d'Iran. Notre parti se veut la voix des personnes sans voix, pauvres et marginalisées qui luttent pour un État ouvrier, l'abolition de la propriété privée et le socialisme.

Nous pensons que la classe ouvrière en Iran doit construire ses propres organisations ouvrières indépendantes et un parti ouvrier pour renverser le système capitaliste et construire un État ouvrier.

Comment interprétez-vous la « révolution islamique » de 1979 ?

L'idéologie islamique a profondément marqué la vie du peuple iranien pendant des siècles.

Au cours des cent dernières années, suite à la croissance et au développement du système capitaliste en Iran, la présence et le rôle de l'islam chiite, qui s'est manifesté par son opposition à la modernité, notamment à la liberté des femmes, aux libertés politiques, à la culture moderne et à une plus grande participation du clergé au pouvoir, ont gagné en importance.

La révolution anti-dictature de 1979 s'est déroulée dans un contexte où le régime du Chah réprimait sévèrement la gauche, les partisans de la liberté et les défenseurs des intérêts du peuple.

Parallèlement, le régime du Chah, par son soutien massif au clergé chiite, essentiellement pour contrer l'influence et la propagation du communisme, a contribué à la formation d'une force réactionnaire au sein de la société, dont nous avons constaté les conséquences lors de la révolution de 1979.

Lors de la formation et du développement du mouvement anti-autoritaire du peuple iranien contre le Chah, les puissances occidentales ont décidé de modifier leur soutien au régime du Chah pour soutenir le clergé actif dans la lutte contre lui, et en particulier Khomeini.

Ce changement de position a démultiplié la puissance du mouvement islamiste politique. Les radios et télévisions des pays impérialistes, notamment la BBC, sont devenues les porte-parole de la propagande du clergé. L'armée reçut l'ordre de défendre le clergé et des dispositions furent prises pour que Khomeini soit transféré à Paris puis en Iran pour prendre les rênes du pouvoir.

La nature anti-impérialiste du pouvoir issu de la révolution ne s'inscrivait pas dans une perspective d'opposition au pillage et à l'oppression de l'impérialisme, mais dans une perspective de réaction et d'opposition aux droits des femmes et aux autres composantes mentionnées précédemment.

Les premières victimes de cette politique furent les femmes, les travailleurs et travailleuses, ainsi que les forces de gauche et éprises de liberté.

Dans ces conditions, le mouvement ouvrier iranien était jeune, dispersé et inorganisé. Les forces de gauche et communistes étaient soit en exil, soit en prison en raison de la répression violente et organisée du régime du Chah, tandis que le clergé disposait de vastes réseaux de propagande, notamment des dizaines de milliers de mosquées, pour mobiliser la population autour de ses objectifs.

Une partie relativement importante de la gauche, y compris les membres de notre parti, a tenté dès le début d'éclairer et d'organiser la population en lui expliquant les nouvelles conditions.

Au Kurdistan, nous avons réussi à organiser un mouvement social radical et dynamique, compte tenu des conditions locales. Cela n'a pas été le cas ailleurs dans le pays.

D'autant plus qu'une scission majeure s'est produite au sein de la gauche iranienne, une grande partie de cette force soutenant le clergé sous prétexte d'être anti-impérialiste [allusion notamment au Parti Tudeh lié à l'URSS ainsi qu'à la majorité des Fedayins du peuple].

Cette scission a porté un coup dur au mouvement populaire et a gravement affaibli la capacité de la gauche à affronter le monstre né de la révolution.

Le régime islamique iranien a réussi à s'emparer du pouvoir politique dans un contexte où la classe ouvrière était dispersée et désorganisée, et où les forces de gauche qui la soutenaient étaient dispersées, divisées et soumises à une répression brutale.

Quelles sont les tâches des révolutionnaires en Iran, d'un point de vue stratégique ?

Les forces révolutionnaires en Iran, compte tenu de la nature des revendications des ouvriers et des travailleurs de la société, ne sauraient faire autre chose que d'appeler à des changements radicaux qui ne peuvent être réalisés que par le renversement du système capitaliste et l'établissement d'un Etat des ouvriers.

Ces organisations de gauche et communistes ont désespérément besoin de renforcer ses liens avec le mouvement ouvrier et les autres mouvements sociaux, autant que possible.

Parallèlement, elles doivent s'efforcer d'éviter le sectarisme et le factionalisme et placer les intérêts immédiats et futurs de la classe ouvrière au cœur de ses activités. Pour cela, un effort responsable visant à aider les travailleurs iraniens à créer des organisations syndicales indépendantes est très important.

Un autre enjeu est de surmonter la fragmentation des rangs de la gauche et des forces communistes et de préparer une intervention efficace face aux futurs développements en Iran.

Parallèlement, aider le mouvement ouvrier socialiste à créer un ou plusieurs partis communistes-ouvriers puissants est l'une des priorités des révolutionnaires iraniens. La coopération internationale, la camaraderie et la solidarité avec les forces de gauche et les mouvements ouvriers d'autres pays font partie des tâches urgentes de cette force.

Les forces révolutionnaires ne peuvent jouer leur rôle sans une stratégie socialiste claire.

Cette stratégie s'inscrit dans un cadre général autour du renversement révolutionnaire du régime capitaliste de la République islamique, de l'instauration d'un État des ouvriers fondé sur des libertés politiques inconditionnelles et le droit du peuple à choisir.

Contribuer à créer les conditions mentales et pratiques propices à la croissance et au renforcement du mouvement ouvrier, ainsi qu'à établir des liens entre ce mouvement et les autres mouvements sociaux, est d'une importance vitale.

La révolution sociale en Iran ne réussira pas sans le renversement du système capitaliste et la dépossession de la domination politique, économique et sociale de cette classe, ce qui est possible grâce à une révolution ouvrière.

Comment les citoyens d'Europe occidentale peuvent-ils aider les révolutionnaires iraniens ?

Ces dernières années, nous avons constaté une attention et un soutien croissants des syndicats et des organisations de défense des droits humains à l'égard de la situation en Iran.

Cependant, nous attendons des organisations syndicales, défenseuses des libertés individuelles et sociales du peuple iranien, qu'elles prennent en main leur destin, qu'elles soutiennent les droits des femmes et des jeunes, et en particulier l'opposition à la peine de mort, qu'elles soutiennent le mouvement révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et l'égalité.

Ce soutien peut prendre différentes formes : pression sur le régime iranien pour qu'il cesse les exécutions et libère les prisonniers politiques et les travailleurs emprisonnés, condamnation du régime pour les exécutions et les violations des droits humains, pression sur les parlementaires pour qu'ils proposent et défendent ces revendications, soutien financier aux travailleurs expulsés et emprisonnés en Iran, reconnaissance des organisations syndicales iraniennes indépendantes, octroi de la citoyenneté aux prisonniers politiques condamnés à mort, exclusion du régime des organisations internationales telles que l'Organisation internationale du Travail et la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, et diffusion d'informations et de sujets liés aux mouvements sociaux iraniens.

Nous sommes conscients de la nécessité de la solidarité internationale des travailleurs et du soutien aux différents segments de cette classe à travers le monde, et plus particulièrement en Iran. Nous attendons de nos camarades du mouvement ouvrier et communiste qu'ils accomplissent leur devoir internationaliste en soutenant le mouvement ouvrier iranien et notre parti. ■



Histoire de l'Iran au 20^e siècle

Le document suivant présente de manière très intéressante le parcours de l'Iran au 20^e siècle, avec ses luttes de classe et la situation du pays au fur et à mesure des événements.

Une précision quant à sa nature est cependant nécessaire. En effet, le point de vue qu'on y retrouve reflète celui qui commence à dominer dans la gauche révolutionnaire iranienne tout au long des années 1980.

Il faut saisir la chose suivante : la gauche iranienne était très forte dans les années 1960-1970, et lorsque la révolution islamique de 1979 a eu lieu, elle a considéré dans sa quasi totalité que c'était un malentendu qui ne durerait pas.

Les masses se seraient retrouvées à la remorque d'une petite-bourgeoisie voyant en l'Islam le drapeau de l'anti-impérialisme ; forcément, elles se tourneraient rapidement vers les révolutionnaires.

Ce fut une erreur stratégique monumentale, qui aboutit au massacre général des activistes de gauche ou bien à la capitulation et à l'alignement sur le régime, bien qu'il y ait toujours eu des révolutionnaires pour maintenir le flambeau et l'honneur de la révolution.

Pour autant, il n'y eut pas d'auto-critique et de compréhension que la révolution islamique reflétait le poids du féodalisme en Iran. La gauche révolutionnaire iranienne a considéré qu'elle s'était faite « voler » la révolution.

Elle mit en avant, alors, une ligne particulièrement ouvriériste, dans l'esprit syndicaliste, avec une grande insistance sur l'organisation ouvrière à la base, le rôle des comités de travailleurs. Une ligne ouvrière pour ainsi dire « pure » permettrait de rompre avec le « capitalisme » et les bourgeois « islamiques ».

C'est une incompréhension profonde de la pénétration de l'Islam dans les masses et du terreau féodal le permettant.

Le document a ainsi tendance à basculer dans le schématisme et les explications unilatérales lorsqu'il s'agit d'expliquer la révolution iranienne.

Pour la dimension pratique, le document est intitulé « Un bref aperçu historique » ; il a été rédigé en 1989 comme Introduction à « Nos points de vue et nos positions » – Militants du nouveau mouvement communiste iranien (septembre 1985).

Ses auteurs sont Azita Monachipour & Djaber Kalibi, deux révolutionnaires iraniens arrêtés en France justement à ce moment-là. Le document a été publié dans la revue belge *Correspondances Révolutionnaires* n° 3/4 (mai – août 1989), qui publiait entre autres les documents des Cellules Communistes Combattantes (de Belgique) et du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) ainsi que des GRAPO.

L'Iran avant la deuxième guerre mondiale

L'Iran était avant la deuxième guerre mondiale un pays semi-féodal semi-colonial.

La bourgeoisie naissante du début du vingtième siècle ne fut jamais assez puissante pour contrer la politique coloniale des deux grandes puissances rivales en Iran: la Grande-Bretagne et la Russie tsariste.

La tentative de révolution bourgeoise et anti-coloniale de 1906, appelée « Révolution constitutionnelle », grandement influencée par la situation révolutionnaire de la Russie à l'époque, prit fin en 1911 avec le bombardement des insurgés assiégés de Tabriz, par l'armée du Tsar venue à la rescousse de la dynastie Ghadjjar.

Le parlement fut renvoyé et la monarchie absolue rétablie.

Les communistes iraniens avaient joué un rôle politique et militaire considérable durant la Révolution constitutionnelle. Leurs rangs étaient composés d'intellectuels ainsi que de nombreux ouvriers émigrés à Bakou, en Russie, pour y travailler dans les exploitations pétrolières.

Ils furent dans un premier temps organisés au sein du Parti Social-Démocrate russe, puis fondèrent le Parti Communiste d'Iran, en 1920.

Ce parti envoya cent quatre-vingt-douze représentants au Congrès des Peuples d'Orient à Bakou en septembre de la même année.

C'est également en 1920 que fut instaurée la République de Guilan dans le nord de l'Iran. Le gouvernement de coalition rassemblait les communistes et un mouvement de guérilla comprenant des éléments de la petite-bourgeoisie radicale dirigé par Kutchik Khan.

Cette république, qui fut la première république soviétique de l'Asie en dehors du territoire soviétique, vécut durant seize mois, tant que dura la présence de l'Armée Rouge, et fut écrasée en 1921.

Cette année-là, face au danger que représentaient les divers mouvements de dissidence régionaux et la République de Guilan, les Anglais fomentèrent un coup d'Etat et placèrent au pouvoir leur homme de main, Reza Khan, colonel de la Division Cosaque (corps militaire créé par les officiers du Tsar et qui se distingua notamment par le bombardement du parlement en 1908. La Division passa aux mains des Anglais après la Révolution d'Octobre).

Les Anglais réussirent ainsi à établir un pouvoir central fort en Iran et à y établir leur hégémonie, le rival russe étant hors-jeu depuis 1917.

En octobre 1925, Reza Khan qui était jusqu'alors Commandant de l'Armée et Ministre de la Guerre, déposa le dernier Chah Ghadjjar et monta sur le trône.

Reza Khan avait écrasé la République de Guilan. Il s'attela ensuite à la tâche de construire un Etat central puissant, en matant les mouvements régionaux, tous les opposants, et surtout les communistes.

Sous son règne, le pays se dota de quelques infrastructures telles que les routes et les chemins de fer, dont les tracés étaient décidés plus en fonction des visées stratégiques des Anglais que des intérêts économiques de l'Iran.

Il pacifia aussi la région du Khouzestan, région pétrolifère du sud, pour permettre à l'Anglo-Iranian Oil Company, compagnie pétrolière anglaise, de piller aisément le pétrole iranien.

La deuxième guerre mondiale et l'intronisation de Mohammad Reza Chah

En août 1941, sous le prétexte d'approvisionner l'armée soviétique dans la guerre contre l'Allemagne, les alliés occupèrent l'Iran.

Les Anglais destituèrent Reza Khan dont les sympathies pro-nazies devenaient par trop gênantes, et l'exilèrent à l'île Maurice, où il mourut. Ils installèrent son fils Mohammad-Reza sur le trône.

Churchill résuma bien la situation en parlant de Reza Chah : « Nous l'avons amené, nous l'avons remmené ».

Le relâchement momentané de la dictature, le climat de lutte anti-fasciste et la présence des Soviétiques en Iran favorisèrent le développement du mouvement ouvrier et communiste, trop longtemps étouffé par la dictature brutale de Reza Khan.

Le Parti Toudéh fut fondé en octobre 1941 par d'anciens membres du Parti Communiste démantelé sous le règne de Reza Chah et par des intellectuels antifascistes.

Généralement considéré en Europe comme un parti communiste, le Parti Toudéh (parti « des masses ») ne se proclama pourtant pas comme tel.

Il se voulait plutôt un front composé d'intellectuels, de commerçants, d'ouvriers, d'étudiants.

Son schéma était celui des fronts anti-fascistes prônés par la III^e Internationale, une sorte d'alliance inter-classiste contre la monarchie absolue. Son plus grand souhait était l'instauration d'une monarchie parlementaire respectant les libertés démocratiques.

Au lieu d'être un parti prolétarien, il fonctionna durant toute son existence comme le porte-parole de l'U.R.S.S.

On peut lire dans son organe :

« Sa majesté le jeune roi d'Iran a tous les moyens de se faire respecter par tous ceux qui sont épris de la démocratie, en protégeant la liberté et la constitution [...].

Notre but en politique étrangère découle de nos objectifs en politique intérieure [...].

Nous considérons que les grands Etats ont des intérêts légitimes en Iran et n'avons aucunement l'intention de dénier ces intérêts ou de les mettre en danger ».

(Naméyé Mardom, « La Lettre du Peuple », organe du Toudéh, numéro 1, 5^e période, janvier 1947).

On aura compris que le Toudéh s'efforce de faire comprendre par-là aux puissances occidentales que, conformément aux directives du « grand frère » soviétique, il compte respecter la politique impérialiste en Iran.

Sa position par rapport aux réactionnaires membres du clergé chiite a toujours été très conciliatrice comme l'illustre le passage suivant :

« Le Parti Toudéh n'est non seulement pas opposé à la religion, mais il respecte la religion en général et l'islam en particulier.

Il ne voit aucune contradiction entre les méthodes du Parti et les enseignements de l'islam; il croit au contraire qu'il oeuvre pour la réalisation des objectifs de l'islam [...].

Le Parti Toudéh d'Iran protégera sérieusement les enseignements sacrés de l'islam et ne s'y opposera en aucune façon.

Il considérera toute opposition à l'islam comme stupide et expulsera immédiatement de ses rangs quiconque affichera des tendances opposées à la religion ! » (ibid.).

Jamais au cours de sa triste histoire, ce parti ne se résolut à combattre l'aliénation religieuse, il composa toujours et en toutes occasions avec les religieux réactionnaires.

Enfin, loin d'organiser une lutte de classe du prolétariat, le Toudéh n'a jamais désiré autre chose qu'un peu de liberté pour son activité légale dans le cadre du régime monarchique.

On lit dans le même numéro de la « Lettre du Peuple » :

« Notre but concernant les transformations sociales [...]

Le Parti Toudéh d'Iran ne conteste aucunement la propriété privée (capitalisme, commerce, propriété foncière...) [...].

Le parti voudrait que les meilleurs éléments de ce pays se réunissent autour du mot d'ordre « indépendance, liberté, progrès » pour instaurer par une tactique de lutte pacifique et parlementaire, un régime progressiste, juste et correct en Iran ; nous démontrerons que ceci n'est ni mensonge, ni camouflage et que nous y croyons réellement. »

Et ceci, en effet, a été démontré magistralement par les révisionnistes du Toudéh tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier iranien, aux dépens de cette classe constamment trahie par ce parti.

La nationalisation du pétrole et le coup d'Etat de la C.I.A.

Malgré sa ligne révisionniste, le Parti Toudéh était le seul parti regroupant les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires iraniens de 1941 à 1953, date du coup d'Etat de la C.I.A.

Il fut beaucoup plus influent que le Front National, composé de partis et de personnalités de la bourgeoisie nationale sous l'égide de Mossadegh.

Mais sa dépendance envers la politique de Moscou était si profonde que lorsque commença la lutte du peuple iranien pour la nationalisation du pétrole, alors que le Front National lançait le mot d'ordre « Nationalisation du pétrole », le Parti Toudéh ordonnait à ses partisans de revendiquer « la nationalisation du pétrole du sud ».

Il faut savoir que si le pétrole du sud était aux mains de la compagnie britannique A.I.O.C. [Anglo-Persian Oil Company], les Soviétiques avaient des visées sur les régions pétrolifères du nord et espéraient obtenir une promesse de participation majoritaire dans une compagnie pétrolière qui opérait dans le nord.

Le Toudéh réussit même à faire entrer trois ministres dans le gouvernement de Ghavam pendant trois mois, durant l'été 1946. Ce fut un cadeau de Ghavam au Toudéh pour le remercier d'avoir activement brisé les grèves ouvrières impressionnantes de 1944 à 1946, notamment dans l'industrie du pétrole.

Mais cet état de grâce ne dura pas longtemps, et les impérialistes, la bourgeoisie, les féodaux et, bien sûr, le clergé chiite y mirent bon ordre. Le Toudéh fut interdit en 1949. La bourgeoisie nationale prit le relais dans le mouvement pour la nationalisation du pétrole sous l'égide du député Mossadegh.

En mars 1951, le parlement adopta une résolution réclamant la nationalisation du pétrole à l'initiative de Mossadegh, constamment épaulé et poussé par le Docteur Fatemi, républicain farouche.

Des grèves générales et des manifestations populaires de solidarité eurent lieu chez les ouvriers du pétrole et dans les autres villes. Le Chah fut obligé, sous la pression populaire, de nommer Mossadegh Premier Ministre en avril 1951.

Le 30 avril 1951, la nationalisation du pétrole fut votée à l'unanimité et la Compagnie Nationale Iranienne des Pétroles fut créée.

Ce fut une victoire éclatante du peuple iranien et de Mossadegh sur le colonialisme britannique et cet événement influença grandement les autres mouvements nationaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les Anglais n'apprécièrent évidemment pas d'être évincés de l'Iran de cette façon.

Les autres compagnies pétrolières impérialistes se déclarèrent solidaires de la British Petroleum (qui exploitait le pétrole en Iran sous le nom de l'A.I.O.C.), et mirent l'Iran sous embargo. Pendant deux années, Mossadegh et son gouvernement défièrent toutes les puissances impérialistes en gouvernant un pays sous blocus. Le peuple tout entier soutenait Mossadegh.

Le Toudéh, qui jusque-là n'avait pas soutenu Mossadegh, revint sur scène et collabora avec le Front National.

Le Chah voyait son autorité s'effriter et, épaulé par la Cour et les mollahs effrayés de la montée en force du Toudéh et du prolétariat, tenta de saboter l'œuvre de Mossadegh.

Celui-ci, ainsi que les autres membres du Front National, n'étaient pas très rassurés et redoutaient les communistes. C'est une des raisons pour lesquelles Mossadegh, malgré les conseils du républicain Fatemi, hésita toujours à s'opposer radicalement au Chah.

En juillet 1953, le Toudéh mobilisait dix fois plus de manifestants que le Front National. Alors, la C.I.A. organisa un coup d'Etat exécuté par le Général Zahedi, le 19 août 1953, conseillé par l'ambassadeur américain et financé par celui-ci.

Le Chah revint de Rome où il s'était réfugié. Les milliers de membres et de sympathisants du Toudéh étaient prêts à prendre les armes pour empêcher le coup d'Etat.

Le Toudéh possédait dans ses rangs six cents officiers supérieurs dont plusieurs adjudants du Chah. Pourtant, rien ne se passa.

Les dirigeants du parti s'enfuirent à Moscou et dans d'autres pays de l'Est, laissant dans les rues des milliers de militants hébétés, sans directives, regarder passer quelques camions remplis de voyous et de prostituées grassement payés pour crier « Vive le Chah ! ».

Cette trahison du Parti Toudéh, dictée par les intérêts des Soviétiques qui ne voulaient pas heurter les Américains, provoqua un tel ressentiment dans le peuple iranien que les communistes iraniens sincères durent faire les plus grands sacrifices, durant plusieurs décennies, pour obtenir la confiance des travailleurs pour qui, depuis lors, communisme rimait avec trahison et avanée.

La consolidation de la dictature et la « Révolution Blanche »

Le coup d'Etat de 1953 et la période qui suivit étouffèrent provisoirement le mouvement ouvrier et communiste, grâce à l'instauration d'une dictature violente et au démantèlement de toute l'organisation du Toudéh.

Ce coup d'Etat permit à l'impérialisme américain de supplanter les Britanniques en Iran et de prendre le contrôle de l'exploitation du pétrole.

Un consortium de compagnies pétrolières fut constitué. Les compagnies américaines y détenaient 40% des parts. Le pillage du pétrole iranien reprit de plus belle.

Pour permettre le développement du capitalisme en Iran – qui restait un pays essentiellement féodal – et faciliter les investissements des capitaux impérialistes, le Chah procéda, au début des années 1960, à une série de réformes conformes à un programme mis au point par les Américains et appelé « Révolution Blanche » (ce qui signifiait : « sans effusion de sang »).

Ce programme comportait principalement une série de réformes agraires dans les campagnes arriérées, où le mode de production féodal constituait un sérieux obstacle à l'infiltration des capitaux impérialistes. Les terres des grands féodaux furent vendues aux paysans, et les féodaux furent indemnisés en recevant des actions dans les industries.

Une grande majorité des paysans, journaliers et sans terre, ne furent pas concernés par ces mesures et la plupart de ceux qui avaient acquis des terres firent très rapidement faillite lorsqu'ils se trouvèrent dans l'incapacité de régler leurs dettes (eau, semences, terre,...) aux banques et aux coopératives impérialistes.

Une grande masse de paysans privés de terre afflua vers les villes et alimenta en main d'œuvre bon marché les nouvelles industries, principalement de montage, créées avec les investissements impérialistes et les capitaux de la bourgeoisie compradore.

En 1968, une loi supplémentaire permit l'expulsion des paysans pour créer de grandes exploitations agricoles de type capitaliste.

Ces changements brutaux et le fait qu'une très grande partie des paysans iraniens avaient été à jamais privés de terre, ainsi que la reconversion des grandes exploitations agricoles dans des cultures comme le pavot, la betterave sucrière, etc., portèrent un coup fatal à l'agriculture traditionnelle, et dès le milieu des années 1960, l'Iran commença à devenir entièrement dépendant des importations pour la fourniture de denrées alimentaires de base comme le blé, le riz, la viande... achetés avec les devises obtenues par la vente du pétrole.

L'annonce des réformes de la « Révolution Blanche » provoqua un tollé dans le clergé chiite. Depuis le début du siècle, les religieux chiites avaient toujours joué un rôle rétrograde et conservateur dans tous les événements politiques et sociaux en Iran.

Les intérêts du clergé étaient étroitement liés à ceux des féodaux, car la plupart des grands religieux étaient eux-mêmes des propriétaires fonciers ou vivaient du bénéfice des donations et des impôts religieux.

Les réformes impérialistes constituaient donc une menace sérieuse pour le clergé chiite, dans deux domaines principalement. D'abord dans le domaine économique, car le système féodal tendait à disparaître et, avec lui, tous les avantages et privilèges dont jouissait le clergé.

Ensuite, dans le domaine moral et politique : la reprise en mains par l'Etat des institutions dirigées jusque-là par les religieux, des réformes telles que l'octroi du droit de vote aux femmes, les nouvelles lois sur la famille et d'autres lois visant à adapter le pays au système capitaliste mondial, sapaient l'autorité dominante du clergé.

La révolte du 15 juin 1963 contre la « Révolution Blanche » du Chah fut organisée et menée par le religieux qui avaient de grandes possibilités pour organiser les fidèles.

Pour la première fois, on entendit parler de Khomeiny qui, propriétaire foncier lui-même, et opposé au droit de vote des femmes, fut l'un des plus virulents pourfendeurs du Chah. La révolte fut écrasée, Khomeiny arrêté et expulsé en Turquie d'où il s'exila en Irak.

Vers le milieu des années 1960, les communistes, les intellectuels petits-bourgeois et les travailleurs conscients commencèrent à se regrouper et à se réorganiser pour lutter contre la monarchie et l'impérialisme.

La bourgeoisie nationale avait disparu progressivement en tant que classe à la suite de l'intégration de l'Iran dans le système capitaliste mondial, et les anciens membres du Front National avaient abandonné toute velléité de lutte contre le Chah, pour ne pas perdre une miette de la vaste entreprise d'exploitation et de rapine orchestrée par les impérialistes. Les classes révolutionnaires et anti-impérialistes n'étaient plus composées que du prolétariat, des paysans et des couches défavorisées de la petite-bourgeoisie.

Des organisations marxistes-léninistes pratiquant la lutte armée comme l'Organisation des Guérilléros Fedayins du Peuple Iranien apparurent en même temps que des organisations représentant les aspirations de la petite-bourgeoisie anti-impérialiste, comme l'Organisation des Mojahedins du Peuple Iranien.

Le Parti Tudeh n'avait plus aucune existence officielle et ses cadres et dirigeants vivaient bien sagement à l'étranger pour ne pas altérer les bonnes relations politiques et économiques entre le régime Pahlavi et l'U.R.S.S.

La montée de la contestation populaire et la chute du régime du Chah

Sous le régime du Chah, l'Iran était devenu un pays entièrement dépendant de l'impérialisme, notamment de l'impérialisme américain, dans les domaines militaire, économique et politique.

Les compagnies occidentales et les multinationales réalisaient des bénéfices faramineux, faisant aussi profiter de cette vaste entreprise d'exploitation la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie dépendantes.

Avec le temps, le pétrole est devenu la principale ressource du pays, les autres exportations étant devenues insignifiantes. L'agriculture était presque entièrement détruite et l'industrie n'était qu'une industrie de montage.

L'imposante bureaucratie – propre à tous les pays dépendants dont l'économie est basée sur une seule ressource, le pétrole dans le cas de l'Iran – était minée par la corruption. Les pots de vin, les privilèges, la concussion étaient partie intégrante du système.

L'armée « impériale » était entièrement équipée et entraînée par les Américains, dont quarante mille conseillers militaires résidaient en Iran. Cette armée était devenue le gendarme du Golfe et l'un de ses « exploits » contre-révolutionnaires fut l'écrasement des guérilléros révolutionnaires du Dhofar en Oman, en 1975.

Toutes les activités politiques, les partis et les syndicats, hormis ceux inféodés au régime, étaient interdits.

La Savak, police politique puissante, arrêtait, torturait et assassinait, conseillée et supervisée par la C.I.A. et le Mossad. Le nombre des prisonniers politiques ne cessait d'augmenter, les grèves et les manifestations d'ouvriers et d'étudiants étaient réprimées dans le sang.

A côté de cela, la situation économique des classes moyennes et défavorisées ne cessait d'empirer. À partir du milieu des années 1970, la baisse des exportations de pétrole et l'accélération de l'inflation provoquèrent la hausse vertigineuse des prix et l'arrêt de plusieurs grands projets, faute d'argent. Ce fut une autre cause de l'augmentation du chômage.

Hormis les classes populaires, d'autres couches sociales plus aisées avaient des raisons d'être mécontentes du régime.

Une partie de la bourgeoisie du secteur privé, notamment la bourgeoisie commerçante, avait le sentiment d'être privée de la manne pétrolière.

Les religieux chiites étaient de leur côté également mécontents : les réformes entreprises par le Chah privaient de plus en plus le clergé de ses prérogatives morales et économiques.

C'est à cette époque de crise économique et de mécontentement populaire politique en Iran que Jimmy Carter fut élu Président des Etats-Unis. L'administration Carter s'engagea dans une nouvelle politique vis-à-vis des pays dépendants gouvernés par des dictatures comme l'Iran, les Philippines, l'Argentine...

Elle consistait à mettre en avant « les droits de l'homme » en tant que soupape de sécurité pour ces pays où l'explosion populaire devenait imminente et où la menace du communisme devenait sérieuse.

Ceci était d'autant plus vrai pour l'Iran que ce pays possède deux mille cinq cents kilomètres de frontière commune avec l'U.R.S.S.

Peu à peu, encouragés et indirectement soutenus par Carter et ses « Droits de l'Homme », des intellectuels iraniens et des membres de la bourgeoisie qui étaient fatigués de la dictature exprimèrent le désir de voir s'établir certaines libertés, l'application de la Constitution, la légalité et les « Droits de l'Homme ».

Mehdi Bazargan, premier Premier Ministre de Khomeiny, faisait par exemple partie du lot.

Des lettres ouvertes furent envoyées au Chah, et pour la première fois, leurs auteurs ne furent pas inquiétés par sa redoutable police politique. Des intellectuels organisèrent des soirées de poésie libre à l'institut culturel allemand de Téhéran.

Mais la pression avait été trop grande et avait trop duré. Ce qui ne devait être que des changements d'apparence « démocratique » se transforma en une véritable explosion populaire car, contrairement aux prévisions impérialistes, les masses révolutionnaires entrèrent en scène.

Dès l'été 1977, les nombreux bidonvilles qui entourent Téhéran s'embrasèrent et devinrent le terrain de batailles rangées entre leurs habitants pauvres et les forces de l'ordre et les bulldozers qui venaient les déloger.

Puis les universités se mirent en grève, et on assista à une montée des grèves ouvrières dans tous les secteurs de l'industrie.

La classe ouvrière iranienne s'était beaucoup développée, mais c'était un prolétariat de formation assez récente qui, pour une grande part, n'avait connu que la dictature et ne possédait pas une grande expérience d'organisation.

Cette montée des luttes populaires eut lieu à un moment où les organisations communistes et anti-impérialistes avaient été disloquées et se trouvaient dans un état de faiblesse extrême, suite aux coups portés par la répression policière.

L'organisation des luttes était spontanée et sans coordination d'un secteur à l'autre.

Les dirigeants du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier agissaient plus sous l'influence des résultats du combat des organisations politico-militaires durant les années précédentes que par la participation directe de ces organisations.

La seule force politique structurée et organisée était celle du clergé qui possédait un réseau dans tout le pays.

C'est alors que, le 7 janvier 1978, un article injurieux à l'égard de Khomeiny parut dans le quotidien officiel « Ettela'at », dont la source semble bien avoir été le Ministre de l'Information du Chah.

Ceci mit le feu aux poudres dans les milieux intégristes, qui se soulevèrent à Qom. L'armée mitrilla les étudiants en théologie.

Un cycle de manifestations et de deuils commença dans les grandes villes comme Téhéran, Tabriz, Machad, Esfahan...

La bourgeoisie qui s'était contentée de demander l'application des « Droits de l'Homme » était

dépassée, et la gauche était démantelée et impuissante.

Les travailleurs rejoignirent progressivement les rangs des protestataires religieux, faute de mieux. L'armée intervint de plus en plus fréquemment pour mater les manifestations populaires.

Puis, en août 1978, un incendie criminel dans un cinéma d'Abadan provoqua la mort de cinq cents personnes.

Il fut attribué à la police politique (il s'avéra plus tard que les vrais responsables de l'incendie étaient des activistes islamiques qui accédèrent ensuite à des postes de responsabilité importants dans le régime islamique, et bien que connus de tous, ils ne furent jamais punis).

Cet incendie eut une grande répercussion en Iran, mais aussi à l'étranger, et les premiers slogans de « Mort au Chah » apparurent dans les rues et les manifestations. Le Chah tentait vainement de calmer la situation en changeant constamment de premier ministre, mais il était trop tard.

Le 8 septembre 1978, la loi martiale fut décrétée.

Le Général Oveyssi, qui avait acquis ses galons en écrasant la révolte du 15 juin 1963, devint le gouverneur militaire de Téhéran et fit tirer sur les manifestants place Jaleh. Ce jour-là, on dénombra, rien qu'à Téhéran, entre deux et quatre mille tués parmi les manifestants. Ces manifestants scandaient désormais : « Chah, nous te tuerons ! ».

Un peu partout, des aciéries d'Esfahan aux usines de tracteurs de Tabriz, les ouvriers se mettent en grève. Partout les revendications sont politiques : libération des prisonniers politiques, arrestation des responsables des massacres, voire dissolution de la Savak.

Le 18 octobre, c'est au tour des ouvriers de la raffinerie d'Abadan, la plus grande raffinerie du monde, de cesser le travail.

Cette grève massive qui dura, avec quelques interruptions, jusqu'au départ du Chah, fut le coup de grâce pour son régime.

Au lieu de tenter d'organiser la classe ouvrière pour lui permettre d'imposer sa politique et sa direction au mouvement, les organisations comme le Toudeh, les Fedayins et les Mojahedins se rangèrent derrière le leadership de Khomeiny.

Alors que dans les rues, les militants communistes étaient pourchassés par les forces de l'ordre et agressés par les militants islamiques qui les accusaient de « briser l'unité », les dirigeants conseillèrent à leurs militants de se soumettre à Khomeiny !

La campagne de propagande et de mystification au profit de Khomeiny fut encouragée par les révisionnistes.

Un soir, le bruit courut que le visage de Khomeiny était apparu sur la lune. Loin de dénoncer cette duperie, le Toudeh écrivit :

« Nos masses laborieuses en lutte contre l'impérialisme dévorant conduit par les Etats-Unis assoiffés de sang, ont vu le visage de leur bien-aimé Imam et guide, Khomeiny le briseur d'idoles, apparaître dans la lune. Ce ne sont pas quelques grincheux qui pourront nier ce que toute une nation a vu de ses propres yeux ! »

Entre-temps, Khomeiny avait été expulsé d'Irak et accueilli à bras ouverts en France par Giscard d'Estaing, et les médias occidentaux entamaient une vaste campagne de propagande à son profit.

Des bourgeois représentant les anciens du Front National, et qui ne s'étaient pas trop ouvertement compromis avec le Chah, comme Sanjabi, ou Mehdi Bazargan, leader du Mouvement de Libération de l'Iran, organisation religieuse bourgeoise, rencontrèrent Khomeiny à Paris pour fonder les bases d'un gouvernement respectant les principes de l'islam et empêchant la montée du communisme.

Des émissaires américains comme Ramsey Clarke participaient à ces entretiens secrets, car les impérialistes étaient convaincus que le Chah ne pouvait plus rester en Iran.

Début janvier 1979, le Chah nomma Chapour Bakhtiar, ancien membre du Front National, Premier Ministre.

Parallèlement, les négociations secrètes entre Khomeiny et les émissaires américains allaient bon train. La tenue de la Conférence des pays industrialisés en Guadeloupe, début 1979, scella définitivement le destin du Chah.

Giscard d'Estaing, l'hôte de Khomeiny, émit la crainte d'une guerre civile en Iran, qui se terminerait au profit des communistes. Le départ du Chah et son remplacement par Khomeiny et Bazargan furent décidés à cette conférence.

Le Général Huyzer, adjoint du Général Haig, commandant de l'O.T.A.N. à Bruxelles, partit pour Téhéran, afin d'obtenir la promesse de la neutralité des officiers supérieurs de l'armée dont certains membres demeuraient fidèles au Chah.

La caisse de la police politique fut remise à Bazargan. Khomeiny attendait le feu vert de l'armée pour entrer à Téhéran.

Le 11 janvier, Washington annonce que le Chah va prendre des vacances à l'étranger. Celui-ci s'en va effectivement le 16.

Tout est prêt pour le retour triomphal de Khomeiny, qui arrive dans un avion d'Air France à Téhéran, prêt à effectuer la passation pacifique du pouvoir. Personne n'avait prévu les deux journées insurrectionnelles de février [les 10 et 11].

Le 22 janvier, les Fedayins organisèrent pour la première fois une manifestation indépendante des religieux, rassemblant environ dix mille personnes.

Les manifestants furent attaqués par les fier-à-bras islamiques qui criaient : « Un seul parti, le parti de Dieu ». C'était la naissance officielle du Hezbollah (Parti de Dieu) qui fit ses premiers pas par la répression d'une manifestation communiste.

Khomeiny rentré en Iran prononça un discours rassurant pour l'armée, ainsi que cela avait été prévu au cours des négociations secrètes avec l'O.T.A.N.

Le 9 février, alors qu'une foule immense participe, dans l'enceinte de l'université de Téhéran, à la célébration du 8^e anniversaire de la fondation de l'Organisation des Guérilléros Fedayins du Peuple Iranien, des soldats de la Garde Impériale organisent une expédition punitive contre une caserne de cadets de l'armée de l'air aux sympathies prokhomeinystes.

La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans la ville. Le meeting est suspendu et les guérilléros et la foule partent vers la caserne attaquée.

Les autres casernes de la ville sont attaquées par la foule qui prend les armes. L'insurrection dure deux jours, les 10 et 11 février.

Pendant ces deux journées, alors que le peuple se bat contre l'armée « impériale » les armes à la main, les Mollahs de Khomeiny parcourent la ville avec des mégaphones et ordonnent aux insurgés de déposer les armes car « l'Imam n'a pas encore donné l'ordre du Jihad » (guerre sainte). Plus personne ne les écoute, pas plus qu'on ne respecte le couvre-feu instauré par l'armée.

Sans direction et dépourvue d'organisation, cette insurrection spontanée rapprocha le peuple en armes des communistes et des organisations anti-impérialistes, mais n'aboutit pas à l'instauration du pouvoir populaire.

Le 12 février, Khomeiny prit précipitamment le pouvoir. Quelques officiers fidèles au Chah, mécontents de la façon dont s'étaient déroulés les événements, furent rapidement exécutés pour éviter qu'ils ne dévoilent les négociations secrètes.

La République Islamique fut proclamée, ainsi que la fin de l'insurrection.

Le nouveau régime procéda au désarmement de la population, aidé en cela par les révisionnistes du Toudeh et la majorité des dirigeants des Fedayins.

Les Mojahedins, eux, formaient les cadres du régime et soutenaient inconditionnellement Khomeiny et sa clique.

Les révisionnistes faisaient tout pour isoler les militants qui protestaient contre le désarmement et l'instauration de la République Islamique.

Ils appelèrent à voter « oui » au référendum pour l'instauration de la République Islamique et ne tarirent pas d'éloges à l'égard de Khomeiny qu'ils appelaient « l'Imam anti-impérialiste ».

Le régime islamique s'appliqua, dès son arrivée au pouvoir, à normaliser la situation et à effacer les atteintes portées au système capitaliste par l'insurrection populaire.

Les ouvriers qui occupaient les usines revendiquaient le droit de contrôler la vie économique et politique. Les usines étaient dirigées par des soviets d'ouvriers.

Ils furent immédiatement interdits et démantelés par le régime islamique qui les remplaça par les « conseils islamiques » dépendants du régime.

La première manifestation de mécontentement populaire fut la manifestation des femmes le 8 mars, contre le port obligatoire du voile. Elle fut réprimée.

Dès le mois de mars, l'armée impériale et le corps des Pasdarans (corps des « Gardiens de la Révolution » créé pour contrebalancer d'éventuelles tentatives de rébellion d'officiers de l'armée) attaquèrent le peuple kurde qui revendiquait le droit à l'auto-détermination.

Puis ils attaquèrent les paysans du Turkmène-Sahra, région de plaines fertiles du nord, qui s'étaient organisés dans des « soviets de paysans » pour cultiver collectivement les terres confisquées aux grands propriétaires.

Leurs dirigeants furent kidnappés et assassinés, et leur mouvement réprimé dans le sang.

Vinrent ensuite la censure et l'interdiction totale de la presse non officielle et de la presse et des publications militantes, puis la fermeture et l'islamisation des universités, les purges massives dans les universités et les administrations, et la chasse aux communistes et aux militants anti-impérialistes.

Moins d'un an après leur accession au pouvoir, les dirigeants de la République Islamique réussirent à rétablir l'ordre capitaliste un moment mis en péril par l'insurrection populaire de février.

Même si la forme actuelle du régime n'est pas idéale pour les puissances impérialistes, il a accompli depuis dix ans ce qu'aucun autre régime n'aurait été capable de faire : écraser le mouvement révolutionnaire et ouvrier en Iran,

pourchasser et assassiner les communistes, enfoncer les masses laborieuses et surtout la jeunesse dans l'aliénation religieuse, meilleur moyen préventif contre la révolution.

En cela, la République Islamique d'Iran est, depuis une décennie, le meilleur allié de l'impérialisme et le meilleur garant de la continuité de l'exploitation capitaliste en Iran et dans la région du Moyen-Orient. ■

**Soutenez la
gauche
révolutionnaire
d'Iran !**

ashrafdehghani.com

cpimlm.org

cpiran.org

fadaian-aghaliyat.org

fedayi.org

hasteaghaliat.wpcomstaging.com

hekmatist.com

hekmatist.org

komala.org

komalah.org

mobarez-k.com

rahekargar.net

rahkargar.com

ranjbaran.org

siah-kal.com

siahkal-shirgah.com

simroz.org

ufp-iran.org

wpiran.org

La question du féodalisme en Iran – une vraie problématique

En 1901, le Chah d'Iran, issu de la dynastie des Qadjar (qui a régné en 1789), accorde à William Knox d'Arcy la concession pour 70 ans d'une région immense pétrolifère contre une redevance. Cette entreprise devient plus tard l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), détenue à près de 60 % par l'État britannique.

C'était le début du processus d'un Iran allant vers son statut de pays semi-féodal, semi-colonial, avec comme point de départ le remplacement de la monarchie absolue par une monarchie parlementaire en 1906.

À la sortie de la première guerre mondiale, les impérialismes français et britanniques se partagent le Proche-Orient. En ce qui concerne l'Iran, la charge du partage revient aux Britanniques, avec notamment la figure d'Edmund Ironside qui a pris en 1921 la tête des forces stationnées en Perse. C'est de ce contexte que Reza Khan, un haut gradé militaire, est nommé pour assurer le commandement de la brigade des cosaques.



Le 21 février 1921, Reza Khan marche à la tête de sa brigade de 2500 hommes sur Téhéran et s'empare de la ville sans aucune opposition, c'est-à-dire avec le *laissez-faire* des Anglais.

Dans les faits, c'est lui qui prend le contrôle du pays aux dépens de la dynastie Qadjar. Il va continuer la politique de dépendance à l'impérialisme britannique, tout en renforçant par contre l'armée pour mieux réprimer les rébellions opposées au pouvoir central.

En août 1921 est ainsi réprimé le mouvement des *Jangal*, « des forestiers », basé au nord du pays, dans la région frontalière avec l'Azerbaïdjan, qui avait été soutenu par les bolchéviques, mais également les contestations au Khorasan, à Tabriz, au Kurdistan ainsi que contre la puissance de nombreuses tribus.

Dans le même temps, le tout nouveau Parti Communiste de Perse est fondé en 1920 et établit une éphémère république socialiste du Gilan dans le Nord avec l'appui de la jeune URSS, avant d'être interdit en 1921 et de basculer dans la clandestinité.

Le PCP est de toute manière miné de l'intérieur par son incapacité à trancher entre les partisans d'un programme socialiste et ceux qui prônent une alliance avec le nationalisme laïc.

Il se maintient principalement autour des industries pétrolières et textiles, en restant finalement largement extérieur à la réalité nationale iranienne.



C'est dans ce contexte d'isolement et de faiblesse du Parti communiste de Perse que Tariq Arani, né en 1902 à Tabriz et parti en 1922 étudier en Allemagne, se rapproche du marxisme et fonde avec des étudiants iraniens expatriés le groupe « Parti républicain révolutionnaire de Perse », qui édite le journal « Paykar » entre 1931 et 1933, ensuite remplacé par la revue « Le Monde ».

Ce groupe tente de combiner marxisme, anti-impérialisme, perspectives républicaines, en dénonçant Reza Khan comme l'expression de l'« aristocratie féodale ».

Avec 52 autres camarades, il est arrêté en 1937 pour « propagande communiste » et, condamné à dix ans de détention, il meurt en 1940. Ce « groupe des 53 » sera à la source de la fondation du Tudeh, le parti des masses iraniennes, en décembre 1941 en rapport avec l'URSS.

En octobre 1925, Ahmad Chah est enfin déposé, marquant la fin de la dynastie Qadjar. Reza Khan se proclame roi, instaure la dynastie des Pahlavi, et accélère dans les années suivantes la modernisation entreprise quelques années plus tôt.

Le passage du pouvoir de la dynastie Qadjar à l'éphémère dynastie des Pahlavi marque la transformation de l'Iran dans le but de l'intégrer au marché mondial capitaliste. La dynastie Qadjar régnait sur la Perse depuis 1789 et fondait son pouvoir essentiellement sur les éléments du féodalisme, à commencer par certaines grandes tribus turkmènes et kurdes.

Le règne des Pahlavi n'était ni l'expression de l'« aristocratie féodale » ancienne, ni celle d'une bourgeoisie nationale, mais bel et bien celle d'une bourgeoisie compradore née d'un rapport de soumission à l'impérialisme et cherchant à redéfinir les rapports sociaux intérieurs pour mieux intégrer le pays dans le marché mondial comme pays semi-féodal, semi-colonial.

L'enjeu était la formation d'un appareil d'État moderne, centralisé, disposant d'un corps de fonctionnaires éduqué sur le modèle occidental avec la généralisation de la langue persane et la lutte contre le nomadisme tribal. C'est une démarche tout à fait similaire à ce qui se passe en Turquie avec la présidence entre 1923 et 1938 de Mustafa Kemal Atatürk, formant l'idéologie du kémalisme.

À ce titre, citons le grand révolutionnaire turc des années 1960-1970 Ibrahim Kaypakkaya dans son analyse du kémalisme, dont les premiers points peuvent tout à fait être déclinés à la situation iranienne des années 1920-1930 :

« 1. La révolution kémaliste est une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie commerçante, des propriétaires terriens, des usuriers turcs et un nombre plus faible de la bourgeoisie industrielle existante.

C'est-à-dire que les chefs de la révolution sont les classes de la grande bourgeoisie compradore turque et les propriétaires terriens. La bourgeoisie moyenne avec un caractère national n'a pas participé à la révolution en tant que force guide.

2. Les chefs de la révolution ont commencé dans les années de la guerre anti-impérialiste avec à travailler en sous mains avec l'impérialisme de l'Entente. Les impérialistes ont montré une attitude bienveillante vis-à-vis des kémalistes et commencèrent à être d'accord avec un gouvernement kémaliste.
3. Après que les kémalistes aient signé la paix avec les impérialistes, ils poursuivirent leur travail en commun de manière plus étroite.
4. Le mouvement kémaliste s'est dirigé « à la base contre les paysans et les ouvriers, en fait contre les possibilités d'une révolution agraire. »
5. Comme résultat du mouvement kémaliste la structure coloniale, semi-coloniale et semi-féodale de la Turquie se modifia en structure semi-coloniale semi-féodale, c'est-à-dire que la structure économique semi-coloniale et semi-féodale resta.
6. Au niveau social, à la place de la vieille bourgeoisie compradore qui appartenait aux minorités nationales, et de la couche supérieure de la vieille bureaucratie, domine la nouvelle bourgeoisie turque, qui vient de la bourgeoisie moyenne à caractère national et qui est entrée en coopération avec l'impérialisme, et la nouvelle bureaucratie.

Une partie des vieux propriétaires terriens, usuriers et négociants spéculateurs poursuivit sa domination, à la place de l'autre partie arrivèrent des nouveaux les remplaçant. »

Un des faits symboliques marquants est le passage officiel du nom de « Perse » utilisé par la dynastie Qadjar à celui d'*Iran* en 1935. S'ajoute tout un tas de modernisation en termes d'infrastructures de transport, mais aussi industrielles, et un encadrement de l'emprise des grands propriétaires fonciers dans l'optique de saper toute velléité révolutionnaire issue de la paysannerie pauvre.

Dans la même logique, les grands propriétaires fonciers, ainsi que les chefs des grandes tribus, sont intégrés au dispositif du nouveau régime en accédant à des postes de pouvoir locaux.

Ce passage du féodalisme au semi-féodalisme s'accompagne d'une politique d'affaiblissement du clergé, avec par exemple, le remplacement des tribunaux religieux par des tribunaux civils, la formation d'un système éducatif laïc avec l'ouverture de l'université de Téhéran en 1934, l'interdiction formelle du port du *chador* ou la mainmise de l'État sur les donations dans le cadre religieux, les *waqf*.

En 1931, alors que la réplique de la première crise générale du capitalisme touchait le monde entier sauf l'URSS, les Britanniques de l'APOC baissèrent les *royalties* en faveur de l'État iranien.



L'Iran répliqua en annulant la concession britannique pétrolière, ce qui eut pour conséquence de produire de nouvelles négociations : la concession britannique fut acceptée jusqu'à 1993, mais son étendue diminua et les royalties furent revues à la hausse. C'est le grand moment de la stabilisation du nouveau régime semi-féodal, semi-colonial.

La seconde guerre mondiale ne va faire qu'acter ce processus, notamment avec l'invasion de l'Iran en 1941 par les troupes britanniques et soviétiques, afin d'assurer un corridor logistique pour alimenter l'URSS en armes et en carburants. Suspecté de proximité avec l'Allemagne nazie, le régime du Chah ne put s'opposer à l'occupation anglo-soviétique, le faisant basculer entièrement dans le camp britannique.

La modernisation bureaucratique des années 1930 forma la trame pour la formation d'une coalition réactionnaire fondée sur les éléments féodaux du pays et devant rentrer en scène plus tard, à la fin des années 1950 et dans la décennie 1960.

Malgré tout, des soulèvements islamistes ont lieu dès 1927 et l'influence du clergé reste forte dans les campagnes ainsi que dans les *bazaars*, alors que les forces de Gauche sont, ou bien neutralisées par le nationalisme modernisateur du Chah, ou bien isolées dans un pays où domine massivement l'agriculture soumise à des grands propriétaires fonciers.

De la semi-colonie britannique à la semi-colonie américaine

Avec l'invasion par l'Allemagne nazie, l'URSS est contrainte de s'assurer une ligne d'approvisionnement logistique. C'est dans ce contexte que la Grande-Bretagne et l'URSS envahissent l'Iran à l'été 1941 pour s'assurer cette ligne donnant accès au golfe Persique. Le



Chah n'oppose aucune résistance, contribuant à renforcer son statut de semi-colonie britannique ; il alors remplacé par son fils, Mohammad Reza Pahlavi, qui restera à la tête de la monarchie jusqu'en 1979.

C'est dans le prolongement de cet événement et de l'influence soviétique qu'est fondé en décembre 1941 le Tudeh, *parti des masses iraniennes*, sur la base des membres de l'ancien Parti Communiste de Perse, mais également du « parti républicain révolutionnaire de Perse ».

Outre la voix du clergé, la réaction féodale engendre dès 1946 le petit groupe islamiste radical des Fedayin de l'Islam de Navvab Safavi, et dont l'ayatollah Abol-Ghasem Kashani sera membre avant de former en 1948 son propre groupe, la « société des guerriers musulmans », capable d'intégrer le jeu institutionnel tout en restant proche des premiers.

En 1949, un membre des Fedayin de l'Islam assassine l'ancien premier ministre Abdolhossein Hajir, entraînant de nouvelles élections parlementaires dans lesquelles les Fedayins soutiennent les candidats présentés par l'ayatollah Kashani. En réalité, Fedayins et « société des guerriers musulmans », tout en convergeant, représentaient des couches différentes. Il y avait la base cléricale, petits et moyens *bazaris* pour les premiers, les riches *bazaris*, les anciens des guildes et les étudiants du séminaire pour la seconde.

Dans le même temps, l'aile pro-américaine de la bourgeoisie *compradore* se dota de son organe politique avec la création en 1949 du « Front national », en alliance avec les éléments de la bourgeoisie nationale. Ce Front national est la réunion de plusieurs partis politiques, principalement :

- les libéraux du Parti iranien,
- les sociaux-démocrates du Parti des travailleurs de la nation iranienne,
- à partir de 1951, les islamistes de la « société des guerriers musulmans » de l'ayatollah Kashani.

Ces acteurs se retrouvent sur la scène iranienne de la fin des années 1940 et du début des années 1950 dans un contexte bien précis.

La fin de la Seconde Guerre mondiale bouscule les rapports inter-impérialistes, en achevant de propulser l'impérialisme américain à la tête du camp occidental, alors que, dans le même temps, l'ère d'influence soviétique ne cessait de s'étendre avec la formation du camp des démocraties populaires, formant un appel d'air massif pour les peuples opprimés du Tiers-Monde. La victoire du Parti Communiste de Chine en 1949 marque ici un tournant majeur pour l'essor des luttes de libération nationale.

Au Moyen-Orient, la fin de la décennie 1945-1955 est marquée par l'affaiblissement de l'impérialisme britannique, progressivement remplacé par l'impérialisme américain dans un contexte de regain des forces populaires opposées à la domination impérialiste dans son ensemble.

La prise du leadership par l'impérialisme américain contre les Britanniques, combinée à la stratégie d'étouffement contre-révolutionnaire des peuples opprimés, produisit des retournements de situation, parfois rapides et chaotiques.



En Iran, ces événements connurent leur apogée avec ce qui a été appelé la « crise d'Abadan », qui a vu la nationalisation de l'industrie pétrolière entre 1951 et 1954, reflet de féroces luttes de classe.

Il faut avoir en tête ici que l'Iran est resté occupé par les forces alliées jusqu'en 1944-1946, et qu'à leur départ s'est posée la question du statut des ressources pétrolières qui avaient été entièrement accaparées pour les buts de guerre.

Dès 1946, de vastes grèves éclatèrent dans les régions industrielles pétrolières, et l'impérialisme britannique organisa le soulèvement armé des tribus bakhtiaries du Khuzistan pour contrer le mouvement dans les raffineries.

Voici des extraits de l'article « Cuirassés travaillistes dans le golfe Persique » écrit par le journaliste anglais Derek Kartun et publié en septembre 1951 dans la revue internationale du Parti Communiste Français, « Démocratie Nouvelle ».

Il offre un très bon résumé de la situation de l'Iran en 1951.

« L'ORIGINE des événements qui se sont déroulés en Iran depuis l'assassinat du premier ministre Razmara, le 7 mars [1951], doit être recherchée dans la bataille que se livrent trois puissances majeures.

D'un côté, il y a l'impérialisme britannique — solidement installé au Moyen-Orient depuis plus d'un demi-siècle, opulent, expérimenté dans l'art multiple du gouvernement impérial, encore puissant mais toutefois plus faible, plus fatigué et plus harcelé qu'aux jours de sa gloire.

Le second prétendant dans cette bataille de géants est l'impérialisme américain — plus jeune que son adversaire britannique et rendu arrogant par le sentiment de sa puissance, soutenu par une immense richesse et par une force armée sans précédent, étreint par un désir violent et insatiable de profit et de conquête, mais trahi par ses méthodes violentes, incapable de cacher au peuple ses desseins et la menace qu'il représente.

En troisième lieu, il y a le peuple iranien, avec à sa tête une classe ouvrière qui comprend en particulier les milliers de travailleurs des champs pétrolifères et prend conscience depuis peu de sa force et de sa mission historique. Cette classe ouvrière est infiniment courageuse — les manifestations de Téhéran et les grèves d'Abadan l'ont montré — et déterminée à ce que prenne fin la domination exercée par l'*Anglo-Iranian Oil Company* sur la vie de leur pays.

À différents stades de cette bataille, les deux premiers adversaires se sont temporairement unis, et s'unissent encore contre le troisième. Il en fut ainsi lorsque les impérialistes britannique et américain sentirent la nécessité de défendre leurs intérêts de classe gouvernementaux face au développement du mouvement démocratique au Moyen-Orient et lorsqu'il leur fallut s'associer pour pousser plus avant leurs préparatifs d'agression contre l'U.R.S.S.

Mais ce qui est significatif dans les événements d'Iran, c'est précisément qu'ils soulignent le caractère excessivement instable et peu solide de l'alliance des deux grandes puissances impérialistes.

Ils ont mis à nu le conflit fondamental qui déchire constamment le cœur de « l'alliance » anglo-américaine et ils ont montré comment l'action des masses populaires peut exacerber, attiser ce conflit et provoquer dans le système impérialiste d'inextricables contradictions. (...)

Bien que les impérialistes britanniques et américains aient toujours été d'accord, et l'étaient encore, sur l'impérieuse nécessité d'empêcher le peuple iranien de jouir de la propriété de ses richesses pétrolières, ils s'entendaient par contre de moins en moins lorsqu'il s'agissait de décider qui devait en jouir.

Il était également clair que l'équilibre relatif entre les intérêts pétroliers britanniques et américains étaient maintenant rompu parce que les Américains s'efforçaient d'obtenir le contrôle effectif des installations iraniennes et, du même coup, le contrôle de toute l'économie iranienne, de la politique iranienne et des bases que l'Iran pourrait fournir pour une éventuelle, guerre contre l'U.R.S.S.

Il est nécessaire de rappeler que durant toute cette période, dont nous relatons les événements, les actes du gouvernement iranien n'ont pas été dictés par une quelconque position idéologique en faveur des nationalisations, ni par le souci de tenir parole, mais bien sous le coup d'une constante, progressive et irrésistible pression populaire qui se manifesta par l'héroïque grève des travailleurs d'Abadan et par une série d'imposants meetings et de manifestations à Téhéran et dans les villes de province.

Ces meetings ont été organisés principalement par le comité pour la lutte contre les compagnies pétrolières impérialistes — une organisation populaire issue du combat même.

Ce fut un mouvement de masse d'une ampleur jamais vue encore en Iran, et il remplit de terreur les propriétaires terriens, les courtiers et les aventuriers iraniens dont sont constitués les cercles dirigeants de Téhéran.

Ce mouvement provoqua également une grande inquiétude dans les ambassades britannique et américaine.

Le jour de l'arrivée de Harriman [administrateur du plan Marshall], une vaste manifestation contre l'intervention impérialiste dans les affaires de l'Iran se déroulait à Téhéran.

C'était une manifestation pacifique mais les groupements d'extrême-droite, bénéficiant de la complicité de la police, attaquèrent les travailleurs qui défilaient avec leurs femmes et leurs enfants.

La police saisit le prétexte pour ouvrir le feu.

Plus de vingt travailleurs furent tués, des centaines blessés et la police saisit aussi le prétexte pour kidnapper de nombreux dirigeants des syndicats et des organisations progressistes.

Les événements de ce jour symbolique où Harriman descendit de son avion démontrent que le peuple iranien est bien le troisième et le plus important protagoniste dans cette bataille et que c'est sa seule action qui a forcé les cercles dirigeants de Téhéran, corrompus et réactionnaires, à continuer de défendre leur propre loi de nationalisation. »

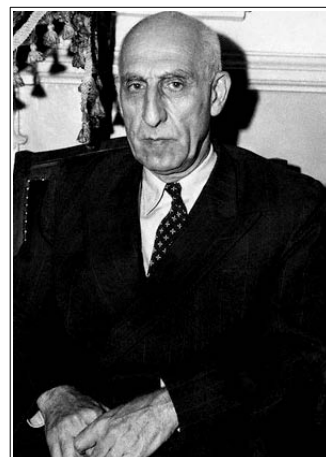
À partir de 1951, il y a une convergence entre les islamistes, les nationalistes du Front national et le Tudeh dans la volonté de nationaliser l'industrie pétrolière contre l'impérialisme anglais. L'ayatollah Abol-Ghasem Kashani devient président du parlement iranien, le *Majlis*, et soutient la nationalisation.

Contre les britanniques, l'impérialisme américain joue lui aussi la carte de la nationalisation en soutenant le chef du Front National Mohammad Mossadegh, espérant ainsi saper le pouvoir de l'*Anglo-Persian Oil Company*.

Les choses basculent lorsque Haj Ali Razmara, premier ministre depuis juin 1950 et homme de paille des britanniques, est assassiné par les Fedayins de l'Islam le 7 mars 1951, dans un contexte d'agitation politique nationaliste dans tout le pays.

L'ayatollah Abol-Ghasem Kashani se portera garant de la protection des Fedayins de l'Islam, et l'assassin islamiste est finalement proclamé « soldat de l'Islam » par le *Majlis*.

Dans ce contexte, le parlement adopte la nationalisation de l'industrie pétrolière en mars 1951 et Mohammad Mossadegh du Front National est nommé premier ministre en mai, bénéficiant du soutien du Tudeh qui organise grèves et manifestations, et de l'ayatollah Kashani, alors chef influent du clergé et soutien des Fedayins de l'Islam.



En juin 1951 est alors fondée la *National Iranian Oil Company*.

Tout au long de sa première mandature entre mai 1951 et juillet 1952, Mohammad Mossadegh se heurte à la résistance de l'impérialisme britannique qui porte l'affaire de la nationalisation devant un tribunal international, estimant avoir été volé.

Il y a même des tensions militaires, avec des blocus de pétroliers, etc. La situation se tend toujours plus et Mossadegh cherche à obtenir les pleins pouvoirs, ce qui lui est refusé. Il finit par démissionner en juillet 1952.

Mais son remplaçant, Ghavam os-Soltane, est vivement contesté après qu'il a déclaré vouloir renégocier avec les Britanniques.

Le 19 juillet 1952, une manifestation à l'appel du Tudeh, des chefs religieux et du Front National réunit plus de 100 000 personnes dans la capitale. Elle finit réprimée dans un bain de sang avec plus de 30 morts.

Finalement, c'est Mohammad Mossadegh qui revient au pouvoir jusqu'à son éviction à l'été 1953 lors de l'opération des services secrets anglais et américains lors de l'opération *Ajax*.

En tant que représentant de la bourgeoisie nationale, Mohammad Mossadegh avait trois options : passer sous la direction du prolétariat, se transformer en porte-parole de la bourgeoisie compradore pro-américaine ou être écarté.

Dans la crise d'Abadan, la nomination de Mohammad Mossadegh dans le contexte de la nationalisation de l'industrie pétrolière exprime le processus tortueux de renégociation du statut semi-colonial de l'Iran, passant de la domination britannique à la domination américaine, tout en garantissant la nature semi-féodale du pays dans son ensemble.

La bourgeoisie nationale a fait les frais de cette transformation historique.

C'est un aspect essentiel pour avoir une analyse de ce qui s'est passé en 1979, où la révolution a eu une dimension « nationale », mais où au lieu d'avoir eu la bourgeoisie et le capitalisme national, on a eu la religion comme force unificatrice, sur une base féodale modernisée, devenant capitaliste bureaucratique.

Le passage de l'hégémonie britannique à l'hégémonie américaine a témoigné de la faiblesse historique de la bourgeoisie nationale – ne pas le voir en 1953 a condamné à ne pas le voir en 1979.

Voici ce que dit un article de la revue internationale du PCF « Démocratie Nouvelle » publié en 1953, reflétant la croyance en l'illusion d'une bourgeoisie nationale qui pourrait déchirer à elle seule les rapports sociaux du pays.

« Le véritable élément révolutionnaire en Iran est donc le Parti Tudeh, seul dégagé de tout lien avec l'exploitation des masses, seul capable de mener le peuple iranien vers son indépendance totale et sa libération sociale.

La bourgeoisie mossadeghiste a une activité révolutionnaire tant qu'elle lutte contre l'exploitation extérieure ; mais elle est en même temps réactionnaire lorsqu'elle tourne ses coups à l'intérieur contre les efforts de libération des masses et contre le Parti Tudeh qui les exprime. »

Croire en le caractère « révolutionnaire » contre l'impérialisme de la bourgeoisie nationale, c'était nier le caractère semi-féodal et semi-colonial du pays. C'était ne pas comprendre la thèse de *l'inéluctable transformation de la bourgeoisie nationale en bourgeoisie compradore sans soumission à l'avant-garde prolétarienne dans une révolution démocratique et populaire*.

Le Tudeh a fait l'erreur typique de soutenir la bourgeoisie nationale en apparence, mais dans les faits, en raison des conditions historiques, une aile de la bourgeoisie *compradore* contre une autre, tout en refusant de soulever des masses paysannes encore totalement inféodées aux forces semi-féodales.

Tous les révolutionnaires authentiques qui ont compris cela dans les analyses de leur pays ont réussi à enclencher un réel processus révolutionnaire : José Carlos Mariátegui et Gonzalo au Pérou, Ibrahim Kaypakkaya en Turquie, Siraj Sikder au Bangladesh, Charu Mazumdar en Inde, Akram Yari en Afghanistan, etc.

Sans compréhension de l'arrière-plan féodal qui permet l'existence de la bourgeoisie compradore vendue à l'impérialisme, le tout se combinant pour former un capitalisme bureaucratique hégémonique dans le pays, on rate la substance même des rapports sociaux.

Et alors on ne comprend pas comment, d'un seul coup, justement sur la base de cette substance féodale, il y a la mise en place en 1957 de la SAVAK (Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale), la terrible police secrète emprisonnant et torturant (arrachage d'ongles et de dents, lavements d'eau bouillante ou de verre pilé dans l'anus, grillage sur des lits en fer chauffés électriquement, viol d'enfants en présence de leurs parents, etc.).

Quant aux islamistes de Kashani et des fedayin, ils avaient repris leur indépendance en s'opposant dès la fin 1952 à Mossadegh, qui profita de la situation pour accélérer la mise en œuvre d'une réforme agraire qui imposait aux grands propriétaires de verser 20 % de leurs revenus dans un fonds d'État pour le développement rural.

L'influence spirituelle et politique de Kashani continua dans les *bazaaris* et la paysannerie, ainsi que chez le clergé, relança alors la contestation dans les années 1960.

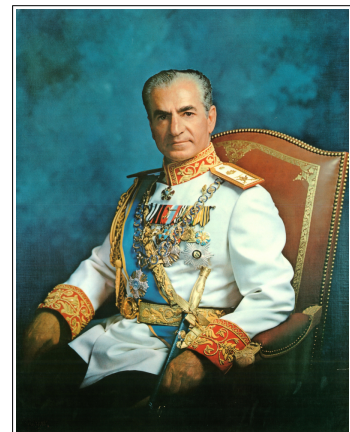
Les révolutionnaires iraniens des années 1970 face au résultat de la « révolution blanche »

Devenu une semi-colonie des États-Unis, l'Iran cherche à travers le régime du Chah à moderniser le pays dans la même optique que son père prédécesseur qui avait initié le mouvement de modernisation par en haut de l'Iran dans les années 1920-1930.

Le régime du Chah apparaît ici comme l'expression de la fraction pro-américaine de la bourgeoisie *compradore* née sur le terrain de la rente pétrolière : les revenus pétroliers atteignent 1 228 milliards de dollars entre 1956 et 1960 contre 483 millions entre 1913 et 1946. Mais le décalage massif entre ces revenus confrontés aux contradictions semi-coloniales et le reste de l'économie massivement agricole, provoque une crise des paiements en 1960 débouchant sur un plan d'austérité piloté par le FMI.

Dans un tel contexte, le régime du Chah dut trouver une solution pour garantir la domination impérialiste en Iran et contrecarrer toute tentative de lutte de classe visant à émanciper le pays sur une base démocratique et populaire.

La réforme agraire avait été initiée dès les années 1930 par son père Reza Khan, puis continuée sous le mandat de Mohammad Mossadegh au début des années 1950, avant de reprendre au milieu des années 1950 après le coup d'État de 1953. Reste que cette réforme avait de grandes difficultés à être appliquée du fait des événements venant à chaque fois tout chambouler.



Il faut attendre véritablement janvier 1963 pour que cette réforme soit réellement initiée sous la direction du nouveau Premier ministre récemment nommé, Ali Amini. C'est le début de ce qui a été appelé la « révolution blanche » (car non sanglante), consistant en un programme général de modernisation du pays par en haut, en ciblant spécifiquement les campagnes et par le renouvellement d'une partie du personnel de la haute administration.

Dans le contexte d'une connexion au capitalisme mondial qui connaît une accumulation massive depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie *compradore* se devait de consolider son pouvoir en façonnant et stabilisant un capitalisme de type bureaucratique pouvant s'appuyer durablement sur les campagnes.

Or, à cette époque, ce sont 70 % des terres arables qui sont contrôlées par des grands propriétaires fonciers qui employaient une main-d'œuvre agricole sur des statuts de fermage, de métayage ou bien encore de servage.

Le régime du Chah voulait une modernisation accélérée en décalage avec le féodalisme. Sa décision de puiser dans le stock des terres du régime, mais aussi du clergé, pour redistribuer l'équivalent de 500 000 hectares à 30 000 familles, apparaissait comme menaçant pour les grands propriétaires terriens et le clergé.

Dans le prolongement de cette réforme agraire, qui est le cœur de la démarche, s'ajoutent d'autres éléments visant à permettre le développement d'un capitalisme bureaucratique grâce à l'éducation d'une nouvelle force de travail.

Par conséquent, le droit de vote est accordé aux femmes ainsi que leur accès à l'éducation supérieure et aux postes ministériels, les forêts, pâturages et ressources en eau sont nationalisés, un corps médical rural est créé et une partie de l'élite éduquée est envoyée à la campagne pour faire reculer l'analphabétisme dans les zones rurales.



National Iranian Oil Company

Au même moment sont réalisés des investissements massifs dans le secteur industriel, et notamment l'acier et la pétrochimie. On retrouve par exemple l'extension de la National Iranian Oil Company ou de plusieurs grands complexes sidérurgiques à Ispahan et Ahvaz.

Il faut comprendre ici que seuls 40 % des paysans iraniens ont bénéficié de la redistribution des terres, bien souvent d'une très petite surface et trop peu fertiles. Les moyens de production agricoles modernes, ainsi que les meilleures semences, sont restés en grande partie dans les mains des grands propriétaires.

À cela s'ajoute le fait que ces mêmes grands propriétaires ont été indemnisés par l'octroi d'actions dans de nombreuses entreprises d'État, quand les petits paysans devenus propriétaires se retrouvent très vite endettés.

La « révolution blanche » a été une manière pour l'Iran du Chah de *moderniser* ses rapports à la campagne en les faisant passer du simple féodalisme au semi-féodalisme, permettant ainsi au capitalisme bureaucratique d'étendre son emprise tout en garantissant les bases de la domination semi-coloniale de la fraction pro-américaine de la bourgeoisie *compradore*.

L'accumulation du capital *compradore* dans l'industrie pétrolière et sidérurgique demandait une main-d'œuvre disponible ; c'est la base historique à la « révolution blanche ».

L'Iran vit la part de sa population active vivant de l'agriculture et de l'élevage passer de 56 % à 34 % entre les années 1960 et 1979, avec sa population passant de 19 à 33 millions de personnes, participant à l'explosion de certaines villes, à commencer par Téhéran.

Les résultats de la « révolution blanche » suscitèrent, évidemment, une opposition dans le pays avec deux principaux acteurs : le clergé et les secteurs déclassés de la petite bourgeoisie et de la paysannerie liés à la modernisation. Le clergé était d'autant plus véhément qu'outre le recul de la sphère de son pouvoir économique, mais aussi éducatif, dorénavant, un fonctionnaire ne devait plus jurer sur le seul Coran, mais sur *son* livre saint.

S'ajoutait également la rébellion des chefs de la tribu nomade des Kashkaï dans la province de Fars, région historique de la Perse au sud-ouest du pays et considérés comme les « descendants des premiers Iraniens ».

Pour l'anecdote, le constructeur automobile japonais Nissan construit un modèle de voiture, le Qashqai, pour s'approprier l'idée de « nomadisme ». Cette tribu des Kashkaï a régulièrement été utilisée par les forces impérialistes occidentales pour contrer l'influence soviétique dans la zone.

Dans ce contexte, le 3 juin 1963 à Qom, Khomeini dénonça en public le régime du Chah comme cherchant à « occidentaliser » le pays en opposition aux règles de l'Islam.



Son arrestation par la police provoqua une série de manifestations violentes pendant plusieurs journées à Téhéran, à Qom, à Mashhad, Shiraz, mais aussi dans certains villages, et dont la base sociale se recrutait essentiellement dans les cadres cléricaux, les *bazaris* et la paysannerie frustrée par la pseudo-modernisation.

La répression fut brutale, avec de 380 à 15 000 morts selon les estimations. Finalement, sous la pression du clergé, le Chah libéra Khomeini en avril 1964, ayant accédé entre temps au statut suprême d'ayatollah. Celui-ci s'exila vers la Turquie, puis l'Irak.

Après 1979 et l'instauration de la République islamique, 1963 devient la date officielle du commencement de la révolution, avec des monuments et des cérémonies officielles.

En parallèle à cette agitation émergeaient des forces révolutionnaires portées essentiellement par des intellectuels laïcs. Elles cherchaient à être un écho aux luttes de libération nationale à travers le Tiers-Monde tout en participant à la contestation de juin 1963. La question palestinienne et ses organisations révolutionnaires les marqua particulièrement.

Ces forces cherchèrent bien sûr à analyser la signification de cette « révolution blanche » et de ses conséquences.



Une des principales analyses fut portée par Masoud Ahmadzadeh qui, avec Amir Parviz Pouyan et Bijan Jazani notamment, fonda l'« organisation des guérilleros fedayins du peuple iranien » (OIPFG).

Cette organisation naquit sur le terrain des journées contestataires de 1963, qui voient l'éclosion de multiples groupes se réclamant du « communisme » et de la lutte armée, et qui vont s'unir en 1971 dans l'OIPFG.

Voici comment Massoud Ahmadzadeh analyse cette « révolution blanche » dans le texte « Lutte armée : à la fois une stratégie et une tactique » qui a été publié en 1970 et a d'autant plus influencé les fedayin que Massoud Ahmadzadeh fut assassiné par la SAVAK le 1er mars 1972.

« L'objectif de la soi-disant « révolution blanche » était d'étendre la domination de l'impérialisme dans les villes et les campagnes.

La « révolution blanche » a eu lieu à un moment où le régime fantoche était confronté au mouvement anti-impérialiste du peuple, précisément lorsque les masses urbaines s'étaient soulevées contre lui.

Comment se fait-il que le régime ait consciemment entrepris d'abolir sa principale base de classe (c'est-à-dire le féodalisme) ?

Faut-il en conclure que l'élimination du féodalisme n'est qu'un mensonge ? Ou faut-il dire que le féodalisme n'était pas le pilier du régime ?

Si le féodalisme n'était pas le pilier du régime, alors quel pouvoir économique se reflétait dans le pouvoir politique de l'État ? Et quel était le pouvoir dont les intérêts étaient principalement défendus ?

En réalité, ce pouvoir est l'impérialisme mondial.

Les bases de la domination politique du féodalisme ont été affaiblies par la révolution constitutionnelle, et le féodalisme a fondamentalement perdu son pouvoir politique au profit de l'impérialisme à la suite du coup d'État de Reza Khan.

Les intérêts économiques des féodaux ne pouvaient être préservés que par un pouvoir central soutenu et guidé par l'impérialisme. Ce pouvoir central, tout en réprimant le mouvement anti-impérialiste du peuple, a préparé le terrain pour l'expansion de l'influence de l'impérialisme.

Le féodalisme s'est en réalité transformé en féodalisme dépendant et, partout où il a rejeté cette dépendance, il a été soumis à l'agression du pouvoir central. Avec l'expansion de la domination du pouvoir central et de l'influence de l'impérialisme, le féodalisme a été de plus en plus écarté de ses positions de pouvoir.

Dès que l'économie féodale est entrée en contradiction avec les intérêts impérialistes, le régime, ne rencontrant aucune difficulté sérieuse et n'ayant pas besoin de la force du peuple pour réprimer le féodalisme, a essentiellement enterré ce qui était déjà devenu un cadavre.

En effet, le coup d'État de Reza Khan [dans la première partie du 20^e siècle] était incomplet sans la « Révolution blanche ».

Mais ici, en Orient, la domination économique impérialiste n'était possible que par le biais d'une agression politique et militaire, et toute poursuite de cette domination économique a inévitablement été marquée par la violence contre-révolutionnaire.

Ainsi, lors du coup d'État de Reza Khan, nous avons assisté à la mise en place d'un pouvoir central qui ne reflétait pas le pouvoir économique bourgeois.

(Le pouvoir central et les mesures qu'il a prises ont induit certaines personnes en erreur, les amenant à penser que le régime de Reza Khan représentait la bourgeoisie nationale.)

Ainsi, d'un côté, nous sommes confrontés à une superstructure politique bourgeoise qui a mis fin à l'influence et au pouvoir des féodaux locaux ; de l'autre, nous assistons à la poursuite de l'exploitation féodale.

À cette époque, nous assistons à la montée en puissance des monopoles capitalistes avant même que le développement du capitalisme n'ait commencé.

Le mode de production féodal est modifié sans que cela n'entraîne de changement correspondant dans le régime politique. Le féodalisme est éliminé sans donner aux paysans la possibilité de se sentir libres un seul instant.

Le féodalisme est éliminé tandis que la bourgeoisie nationale, plus que jamais, est également réprimée.

En fait, avec l'établissement de la domination impérialiste, toutes les contradictions internes de notre société ont été éclipsées par une seule contradiction, celle qui s'étend au monde entier, la contradiction entre le peuple et l'impérialisme.

Au cours du dernier demi-siècle, notre pays a été témoin de l'expansion de cette contradiction : l'augmentation quotidienne de la domination impérialiste. Toute forme de transformation doit résoudre cette contradiction.

La résolution de cette contradiction signifie l'établissement de la souveraineté du peuple et la chute de la domination impérialiste. »

Pour Massoud Ahmadzadeh, le capitalisme *compradore* aurait donc « aspiré » le féodalisme au profit de l'impérialisme.

Il y a là une négation flagrante des contradictions spécifiques au tiers-monde, puisque l'impérialisme ne peut justement garantir sa domination dans les villes sans garder au moins de manière déformée, partielle, des rapports féodaux dans les campagnes.

Il n'y a aucune logique à ce que le capitalisme *compradore* sape les fondements de sa domination à la campagne. Il peut moderniser le féodalisme, exiger qu'il s'adapte, mais il ne peut certainement pas le supprimer.

Évidemment, cela ne voulait pas dire que la modernisation bureaucratique en tant qu'expression de la contradiction entre la bourgeoisie *compradore* et les grands propriétaires terriens ne soit pas venue empiéter sur le pouvoir de ces derniers.

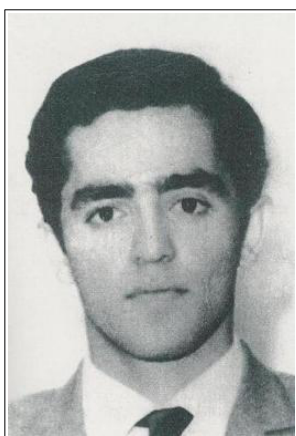
Il y a bien une contradiction. Cependant, les révolutionnaires se doivent de ne pas prendre au pied de la lettre les prétentions et les imaginaires des uns et des autres. La bourgeoisie *compradore* et le féodalisme forment un capitalisme bureaucratique, c'est ce qui compte.

L'histoire des années 1960-1970 des pays semi-féodaux semi-coloniaux est marquée de tentatives de réformes agraires initiées par des secteurs concurrents de la bourgeoisie *compradore* au pouvoir, justement pour mieux renouveler la domination impérialiste, procéder à une modernisation du capitalisme bureaucratique.

Il ne pouvait pas être possible de continuer la domination coloniale de manière inchangée à ce qu'elle était au 19^e siècle ; plus avant encore, le développement massif du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale, alors même qu'il était confronté aux luttes de libération nationale en écho à la Révolution de 1917, nécessitait une transformation des semi-colonies en pays semi-féodaux, semi-coloniaux.

Les réformes agraires ont été une des expressions de ces « actualisations ».

Empruntant plus au guérillisme et notamment autant aux thèses du Français Régis Debray (« révolution dans la révolution ») qu'au maoïsme, Massoud Ahmadzadeh a été l'expression d'une petite bourgeoisie cherchant à synthétiser le marxisme avec le nationalisme, débouchant sur la proposition stratégique d'une guérilla national-révolutionnaire.



Cela rate la dimension populaire et démocratique, d'où le substitutisme où la guérilla met en branle les masses, en lieu et place de ce qui est nécessaire : la guerre populaire.

Pour Massoud Ahmadzadeh, l'enjeu était bel et bien la lutte armée dirigée entièrement contre l'appareil répressif du régime du Chah, les petites actions de la guérilla devant entraîner fatalement les masses à élever leur conscience et par-là même à faire reculer les croyances religieuses.

Des croyances qui selon lui se maintenaient non par des rapports sociaux réels, mais de manière idéologique par la terreur induite par le régime policier à la solde de l'impérialisme américain :

« En raison de la longue histoire de répression et d'oppression qui a dominé la vie de nos masses et des défaites successives des mouvements populaires, nos masses, non seulement à la campagne mais aussi en ville, ont de plus en plus tendance à considérer leur situation actuelle comme immuable.

Ici, cette « accumulation séculaire de peur et d'humilité » (Debray, p. 52) a sérieusement converti la foi de nos masses en « rien ne peut être fait pour affronter cette force ».

Les croyances religieuses profondément enracinées, la soumission aux conditions existantes et la dépendance à l'égard d'une force supérieure, qui découlaient initialement de la faiblesse humaine face aux forces de la nature, ont toutes été renforcées en raison de la faiblesse du peuple face aux forces sociales dominantes.

Ces croyances enracinées ne peuvent être changées par des discours, et la force répressive existante ne peut être remise en cause par des mots. Les masses ne peuvent être entraînées dans la lutte par la seule propagande politique ; elles ne peuvent être convaincues de leur invincibilité et de leur victoire décrétée de cette manière.

Seule l'action armée peut briser l'impasse dans laquelle se trouvent les masses ; la faisabilité de la destruction du pouvoir répressif doit être démontrée dans la pratique.

Pour convaincre les masses de son pouvoir, l'avant-garde armée doit montrer sa force.

Tout cela signifie-t-il que les masses ne sont plus capables d'aucun mouvement spontané perceptible ?

Non, ce n'est pas le cas. Lorsque leur patience atteint ses limites, les masses se mettent elles aussi en mouvement, des affrontements ont lieu ; de plus, en raison des conditions de terreur et d'étouffement, ces affrontements s'accompagnent de plus en plus d'affrontements armés.

Mais en raison de ces mêmes conditions, ces mouvements ne trouvent pas l'occasion de se développer et sont réprimés.

Lorsqu'il n'existe aucune possibilité de continuité dans le travail purement politique et pacifique, lorsqu'il n'existe aucun lien entre l'avant-garde et les masses, l'effet principal sur ces mouvements sera une répression accrue du peuple.

La seule ligne de travail continu qui puisse tirer une certaine force de ces mouvements dans un contexte plus large est le travail politico-militaire continu. »

Comme on le voit, il n'y a aucune lecture en termes idéologiques et culturels, et la propagande politique en est réduite à l'action militaire dans la pure tradition du « foco » de Che Guevara. Dans l'attente du mouvement spontané des masses face à la « peur et à l'humiliation », les révolutionnaires se doivent de montrer la voie armée.

En 1978, l'OIPFG publiait même une longue brochure sur la « réforme agraire et ses effets en Iran » dans laquelle sont réaffirmées les thèses de son fondateur Ahmadzadeh. Dans cette brochure, il est assumé le fait qu'il y a eu « défaite pour le semi-féodalisme ».

Dans l'analyse des « effets directs » de la réforme, l'Organisation pense déceler l'érosion de la mentalité bornée et traditionnelle des paysans du fait que la redistribution des terres n'aurait pas été respectée :

« Pour les villageois d'aujourd'hui, la propriété n'est plus un concept à respecter.

La croyance que les biens ont été dotés par le Tout-Puissant et ne peuvent être enlevés que par Lui a été détruite, parce qu'ils ont vu de leurs propres yeux comment la propriété peut être créée de la force ou détruite par la force. »

Et dans les « effets indirects de la réforme sur l'esprit des agriculteurs », il est avancé :

« 1. une augmentation de la lucidité générale des paysans en raison de leurs contacts accrus avec les villes ;

2. une augmentation des capacités mentales des paysans en raison de la manipulation d'outils modernes

3. l'effet de l'expansion des relations monétaires sur les facultés mentales des paysans

4. l'élargissement de l'horizon des paysans en raison de la consommation de biens modernes.

Cet ensemble d'effets est d'une part de nature de long terme ; d'autre part contrairement à la première catégorie (c'est-à-dire les effets directs), ; ils n'augmentent pas leur conscience politique mais contribuent généralement à améliorer leur conscience sociale et culturelle. (...)

Après avoir déposé de fréquentes plaintes et les avoir vues jetées dans la poubelle, le mécontentement des paysans est maintenant à l'égard de l'ensemble du gouvernement. Les agriculteurs n'ont plus d'espoir quant aux programmes gouvernementaux ultérieurs.

La croissance de cette prise de conscience dépend entièrement du résultat de la lutte. Il appartient aux intellectuels révolutionnaires et aux travailleurs politiquement conscients d'analyser les conditions subjectives et objectives dans les villages sur la base d'autres expériences révolutionnaires, et de créer des organisations et des unités de combat dans les zones rurales ».

C'est une analyse à rebours du matérialisme dialectique, et spécifiquement du léninisme ainsi que du maoïsme, qui analyse l'histoire des luttes de classe comme n'allant pas en ligne droite et nécessitant de saisir correctement les fondements idéologiques et culturels pour orienter le mouvement révolutionnaire.

Ici, il est considéré que les choses progressent naturellement et que la tâche des révolutionnaires est simplement d'initier une lutte armée contre le gouvernement pour que la paysannerie se range naturellement à la cause.

Le prix d'une telle analyse a été fatal en 1979, lorsque la religion est apparue comme extrêmement solide, avec une base matérielle réelle.



C'est en pratique le clergé, le corps de juristes de l'Islam, les mollahs, qui se retrouve à la tête de la révolution de 1979 dans le but de garantir la place dans l'État des grands propriétaires fonciers dont la sphère d'influence avait été mise à mal à la suite de la « révolution blanche ».

C'est une tendance qui était perceptible dès 1963-1965, notamment avec l'assassinat du premier ministre du Chah en pleine « révolution blanche », Hasan Ali Mansur, par un commando des Fedayin de l'Islam.

Pour résumer, quelle est la question ? Elle est de savoir si la religion et la religiosité sont des restes idéologiques du passé ou bien si elles sont charriées par les rapports sociaux, en raison d'un socle féodal.

Et en Iran, en 1979, le féodalisme était le socle du capitalisme de la bourgeoisie compradore, qui a échoué à établir un capitalisme bureaucratique car elle est allée trop loin pour le féodalisme. ■

Présentation de Mansoor Hekmat, théoricien iranien majeur des années 1980-1990 avec sa théorie erronée du « communisme-ouvrier » pour comprendre la défaite de 1979

En avril 1980, les *bassidjis*, milices au service de la République islamiste, sont créées et instaurent un climat de terreur sur les organisations de gauche en général. Il y a alors deux tournants majeurs. En septembre 1980, c'est la guerre entre l'Iran et l'Irak. La même année, en février 1980, est élu Abolhassan Bani Sadr. Vu comme trop timoré, il est destitué le 21 juin 1981 par le parlement et contraint à l'exil en France. Ces deux événements vont précipiter la répression sur les organisations de la gauche.

Dans un tel contexte, il fallait pratiquer critique et auto-critique. C'était d'autant plus nécessaire qu'au nord-ouest de l'Iran, dans la région frontalière avec la Turquie, les organisations révolutionnaires indépendantistes kurdes lançaient une guérilla contre le nouveau régime islamique.

C'est notamment grâce à cette rébellion et ses places fortes que de nombreux militants révolutionnaires iraniens ont pu se replier. C'est le cas de Mansoor Hekmat qui avait fondé en décembre 1978 l'« Union des militants communistes », avant de se replier à la fin de 1980 au Kurdistan iranien.



Son organisation fusionne alors avec l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien fondée en 1969 et plus connue sous le nom de « Komala ». Cela donne naissance en 1983 au Parti communiste d'Iran.

Komala est née sur le terrain des conséquences de la « révolution blanche » promue par le régime du Chah, avec notamment un exode rural important des provinces kurdes vers les grandes villes iraniennes. C'est pourquoi, Komala apparaît au départ comme une organisation marxiste-léniniste d'inspiration maoïste fondée sur la mobilisation paysanne, bien qu'en réalité il n'y avait pas eu de considérations réelles sur les caractéristiques semi-féodales de la situation.

Par la suite, Mansoor Hekmat quittera le Parti Communiste d'Iran en 1991, pour fonder le Parti communiste-ouvrier d'Iran. Il y aura de nombreux départs, donnant naissance à l'Union socialiste des travailleurs en 1999, au Parti communiste-ouvrier d'Iran - Hekmatiste en 2004, au Parti de l'unité communiste-ouvrière en 2007.



Né à Téhéran en 1951, Mansoor Hekmat obtient un diplôme d'économie à l'université de Chiraz située au centre-sud du pays, avant de poursuivre ses études supérieures au Royaume-Uni, où il approfondit ses connaissances marxistes... à l'université de Birbeck de Londres en lien avec son directeur de thèse, Ben Fine.

Mansoor Hekmat découvre donc un marxisme extérieur à la réalité iranienne, qui plus est dans une forme universitaire et anglaise, c'est-à-dire largement empreint de déviations syndicalistes et formelles typiques de l'académisme bourgeois.

Surtout, il y a une incompréhension de la dialectique. C'est d'ailleurs un vrai problème dans tous les pays marqués par l'Islam, où l'approche « analytique » est extrêmement puissante, notamment en raison du droit. Pour mettre les choses en rapport, c'est brillant ; pour saisir les contradictions, c'est catastrophique.

C'est pourquoi la réponse de Mansoor Hekmat pour comprendre la défaite des révolutionnaires en 1979 est erronée. On notera ici que la quasi totalité des organisations révolutionnaires iraniennes ont adopté la même approche que lui, même si par des moyens détournés.

Mansoor Hekmat est ainsi incontournable pour comprendre la vision du monde de ces organisations.

Donnons toutefois un exemple concret pour saisir ce que Mansoor Hekmat a raté. Prenons la Turquie des années 1960-1980. Le régime est dominé par les militaires ; il se veut républicain, nationaliste turc et laïc. Regardons la Turquie en 2025 : depuis les années 2000 avec Recep Tayyip Erdoğan, le pays est devenu religieux et tente stratégiquement de reconstituer l'empire ottoman !

La Turquie s'est donc développé, modernisé, pour être marquée... par un retour de la religion. C'est tout à fait similaire à ce qui est arrivé en Iran, lorsqu'on est passé du Chah à la République islamique.

Et ce que ne comprend pas Mansoor Hekmat, c'est qu'au-delà des changements, il y a la matrice féodale qui conditionne toute évolution dans les pays du tiers-monde.

C'est là où son incompréhension de la dialectique opère justement : c'est un vrai paradoxe que de voir s'associer modernisation et base féodale.

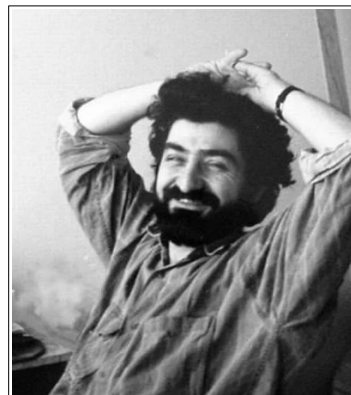
D'où une réponse artificielle de Mansoor Hekmat à la défaite de 1979, puisqu'il dit que la religion... n'existe pas en Iran, qu'elle a été appliquée de force aux Iraniens. Il ne veut tellement pas voir le féodalisme qu'il est amené à dire cela.

Selon lui :

« La domination de l'islam n'est pas une hégémonie idéologique, psychologique ou structurelle, mais plutôt un régime politique et policier qui sera renversé politiquement. » (Islam et dé-Islamisation, entretien avec Negah, janvier 1999)

Il suffit de se rappeler que pour le retour de Khomeini en Iran depuis la France où il était en exil, six millions de personnes l'attendaient !

Mais prenons un autre aspect de la position erronée de Mansoor Hekmat, un aspect bien plus complexe. Les Iraniens accordent une grande place à la politesse, ils considèrent qu'il est important de savoir s'effacer. Ce qui joue aussi, c'est que les chiites sont une minorité dans l'Islam et qu'il faut savoir ne pas se faire remarquer.



Quand on connaît cela, on ne peut qu'être très surpris des propos suivants de Mansoor Hekmat :

« Même aujourd'hui, dès qu'un Iranien arrive à l'étranger, il adopte rapidement le mode de vie occidental ; même les valeurs patriarcales et chauvines d'un homme oriental – bien que toujours présentes – sont plus rapidement ébranlées que celles de ceux qui viennent de pays plus durement touchés par l'Islam.

L'Iran, en particulier, n'est pas une société islamique telle que la définissent les orientalistes occidentaux, les médias occidentaux ou le régime islamique.

L'Iran est une société avide de civilisation et sensible à la culture occidentale du XXI^e siècle. Elle croit en la science. Il y a deux générations, les femmes marchaient dans la rue sans voile. La musique et les films occidentaux ont toujours fait partie de cette culture.

Des personnalités occidentales célèbres sont également connues en Iran. Les similitudes avec l'Occident, que ce soit en matière d'urbanisme, d'éducation, de sciences, d'art et de culture, sont perçues comme des vertus. » (L'islam fait partie du lumpénisme dans la société, entretien avec Radio Hambastegi à Malmö, Suède)

C'est là anti-dialectique, c'est là ne pas comprendre les contradictions de la société iranienne, à la fois passéiste et moderne, et ainsi comme la Turquie, ou d'ailleurs tout le tiers-monde.

Et on ne sera guère étonné, quand on lit ces lignes, de savoir que Mansoor Hekmat disait que « L'anglais doit être enseigné dès le plus jeune âge scolaire dans le but d'en faire une langue courante d'éducation et d'administration ».

C'est en fait un occidentaliste et un positiviste, qui raisonne en termes de civilisation, de progrès. D'où sa « solution » à la question de 1979 : il veut forcer les choses, et il affirme donc qu'il faut revendiquer le socialisme, directement.

Ce faisant, il rejoint les principes de la révolution permanente de Trotski. ■

« Nationalisme de gauche et communisme ouvrier - un examen de l'expérience iranienne » un article de 1987 de Mansoor Hekmat

La gauche radicale iranienne: socialisme ou nationalisme?

La gauche iranienne de l'après-guerre, du parti *Tudeh* [Parti des masses d'Iran, fondé en 1941, lié à l'URSS] des années 1940 aux populistes des années 70, doit être étudiée dans le contexte de deux processus historiques: premièrement, le développement du soi-disant mouvement communiste international, et deuxièmement, l'évolution historique de l'opposition nationaliste-bourgeoise iranienne.

La gauche iranienne, de 1914 à 1981, était le produit conjoint de ces deux histoires, qui à chaque étape accentuaient la logique interne commune aux deux processus, c'est-à-dire, la récupération du socialisme comme théorie et comme tradition politique par le national-réformisme.

Perry Anderson [auteur britannique, l'un des principaux représentants de la «nouvelle gauche», éditeur de la *New Left Review*], dans *Le marxisme occidental*, remarque le «divorce structurel» de la théorie marxiste avec la «pratique politique», qui s'est déroulé graduellement dans les années 30.

C'est ce qui a donné au marxisme occidental, comme tradition, ses traits essentiels. Au demeurant, Anderson reste pour l'essentiel acritique face au contenu et à la nature de classe de la pratique politique qui devrait former le contexte social matériel de l'histoire communiste – une attitude dont témoigne sa fascination pour les événements parisiens de mai-juin 1968, qu'il considère comme un tournant historique.

Cela s'inscrit, en fait, dans une rupture plus ancienne, enracinée plus profondément au sein du communisme international, qui précède du point de vue historique et analytique celle montrée par Anderson – une rupture qui a altéré le caractère social et politique du communisme dans tous ses principaux courants. Cette rupture fondamentale implique l'aliénation totale de la théorie et de la

pratique communiste d'un côté, et de l'autre, de la classe ouvrière, non seulement comme ensemble de personnes exploitées, mais comme personnification d'une situation économique objective dans l'économie politique du capitalisme.

Pour Marx et Engels, le communisme était la «doctrine des conditions de l'émancipation du prolétariat», a travers lesquels les *travailleurs* pouvaient protester contre «l'ancien ordre social» non comme individus, mais « dans leurs capacité générale, comme être humain »[F. Engels, «Lettre à Marx à Paris», octobre 1844].

Un siècle plus tard, le communisme était presque tout sauf ça. Il était devenu le cadre idéologique et organisationnel pour une large gamme d'expressions nationalistes, chauvines et individualistes de mécontentement contre certains aspects partiels de «l'ancien ordre social».

C'est la nationalisation du marxisme dans l'Union soviétique, durant les années 20 et au début des années 30, et avec elle, la théorisation du nationalisme et du réformisme comme contenu du marxisme, qui initié cette rupture historique.

Quoiqu'il en soit, les théoriciens isolés du marxisme occidental mis à part, pour le courant principal du communisme et ses branches principales, le résultat de l'expérience soviétique sous Staline ne fut pas un *divorce* entre la théorie et la pratique, mais la *réorientation* de la théorie vers une *pratique politique non-prolétarienne*, et de là, une métamorphose et une dégénérescence de la théorie elle-même.

La réorientation sociale et classiale du socialisme comme théorie et comme mouvement politique fut renforcée par ces traditions – trotskisme, maoïsme, eurocommunisme, nouvelle gauche, populisme d'Amérique latine et du tiers-monde, etc. – qui ont pris forme en opposition formelle au «communisme» soviétique.

En Europe de l'Est, le «socialisme» était employé comme une doctrine de construction d'une économie capitaliste d'état, et pour s'assurer de l'obéissance de la classe ouvrière.

En Occident, il servait d'habillage idéologique pour le militantisme démocratique et anarchiste étudiant ; de discours intellectuel philosophique et esthétique ; de réforme culturelle et éducative pour la classe moyenne ; de politique parlementaire de gauche ; de gestion keynésienne de la crise et de compromis de classe.

Dans le «tiers-monde», où les réussites industrielles précoces de l'Union soviétique et, plus tard, la glorification maoïste du nationalisme ont trouvé leur force d'attraction la plus largement diffusée dans un contexte d'exploitation et d'oppression brutale de l'impérialisme occidental, le «socialisme» a servi de cadre utile pour la mobilisation nationaliste, anti-impérialiste, par les secteurs les plus militants de la bourgeoisie indigène et de la petite-bourgeoisie.

L'histoire du communisme et l'histoire de la lutte de classe ouvrière – non seulement des insurrections de masse de la classe ouvrière, mais l'opposition «constante, ininterrompue, parfois cachée, parfois ouverte» des travailleurs au capital que Marx considérait comme la dynamique même de la société capitaliste, étaient devenues deux histoires séparées.

Si pour le mouvement communiste en Occident, cette séparation représentait un détour et une négation de l'unité originale du communisme et de la classe, pour le socialisme iranien qui a émergé dans les années 1940 et évolué dans les années 60-70, c'était son état originel, une condition consubstantielle de son existence comme tradition au sein de l'opposition iranienne.

Il avait reçu et employé le socialisme comme une doctrine pour la réalisation de la souveraineté nationale, du développement économique, de la démocratie bourgeoise et de la réforme sociale.

De cette manière, le socialisme en est venu à représenter la tendance radicale et militante au sein des traditions bien établies de l'opposition bourgeoise – nationaliste, réformiste et libérale – et fut rapidement adoptée par l'intelligentsia urbaine en pleine croissance.

Le socialisme iranien était né structurellement séparé de la pratique de la classe ouvrière et aliéné du socialisme de Marx et de Lénine.

Formellement, l'histoire du communisme iranien date du tournant du siècle, lorsque furent formés des groupes sociaux-démocrates à Téhéran et en Azerbaïdjan, en lien avec la social-démocratie russe et en particulier avec les bolcheviks de Bakou.

En 1920 fut créé le Parti communiste d'Iran. Il fut actif durant une décennie, jouant un rôle important dans la propagation de la pensée socialiste et l'organisation des travailleurs salariés urbains, alors fort peu nombreux, et des paysans pauvres, et dans la création d'une éphémère république soviétique dans la province de Gilan, au bord de la Caspienne (de juin 1920 à octobre 1921).

Il subit de sévères défaites à la fin des années 20, et fut finalement écrasé par la dictature de Reza Chah [officier cosaque, dirigeant des forces armées de l'Empire Perse, Reza Chah Pahlavi fonda, par un coup d'état, la monarchie iranienne en 1925].

De fait, la véritable histoire de la gauche iranienne contemporaine allait commencer plus tard, avec le développement d'un mouvement d'opposition dans l'explosive période 1941-53.

Les deux organisations majeures qui ont émergé dans cette période sont le parti Tudeh, prosoviétique (formé en octobre 1941), et le Front national de Mossadegh [premier ministre de l'Iran de 1951 à 1953, célèbre pour avoir nationalisé l'industrie pétrolière, ce qui en fait l'un des symboles de l'anti-impérialisme] (créé en octobre 1949), une coalition assez lâche d'organisations et de politiciens qui allait des libéraux et sociaux-démocrates aux paniranistes et aux conservateurs musulmans.

A eux deux, le parti Tudeh et le Front national rassemblaient les aspirations politiques essentielles de l'intelligentsia iranienne du 20^e siècle : démocratie bourgeoise, développement économique national et indépendance politique.

C'est la synthèse des traditions du Front national et du Tudeh, et non le legs révolutionnaire du Parti communiste d'Iran, qui ont façonné les traits idéologiques et sociaux de la gauche radicale durant les années 60 et 70.

Le Front national était explicitement une alliance nationaliste, mais le parti Tudeh était considéré comme le représentant de la gauche socialiste au sein de l'opposition.

Formellement, c'était une alliance antifasciste non-marxiste (suivant la ligne frontiste prise par le septième congrès du Komintern).

Il représentait la convergence de deux courants, l'un indigène et l'autre externe, international: le national-réformisme iranien et le pro-soviétisme.

Dès le départ, ces deux tendances apparurent comme non seulement compatible, mais comme se renforçant mutuellement. Pour l'intelligentsia de la classe moyenne iranienne, l'Union soviétique constituait un modèle de construction nationale et de réforme, un bouclier contre le fascisme et un adversaire de la pauvreté et de l'oppression nationale, et une force capable de sauvegarder l'Iran contre les desseins oppresseurs de l'impérialisme britannique.

Malgré cela, avec l'évolution de la politique soviétique envers l'Iran, les deux tendances commencèrent à diverger, et la loyauté indéfectible de la direction du Parti à l'Union soviétique lui aliéna les éléments nationalistes en son sein.

La première dissidence ouverte et organisée sur une ligne nationaliste intervint en 1948, quand une partie des cadres et des militants, menés par Kalil Maleki, le quittèrent au motif de la subordination des intérêts nationaux aux priorités de la politique étrangère soviétique et de son hostilité aux forces nationalistes en dehors du parti.

Cependant, c'est la réluctance du parti Tudeh à soutenir le gouvernement nationaliste de Mossadegh, en particulier à se soulever pour le défendre contre le *coup d'état* du 19 août 1953, soutenu par les Américains, qui marque la séparation entre le nationalisme iranien et le Tudeh.

L'origine de la gauche radicale se trouve dans le vide laissé par l'abandon de la cause nationaliste par le Tudeh et la disparition du Front national au début des années 1960. La gauche radicale des années 1960 et 70 était avant tout et en premier lieu le produit de la critique nationaliste du fiasco du parti Tudeh et de sa «trahison» du «mouvement».

En d'autres mots, la «séparation historique» entre la gauche radicale et les «organisations traditionnelles», ne signifiaient rien d'autre que la réassertion de la tradition elle-même, la réaffirmation de la primauté du nationalisme comme thème central du socialisme iranien. Mais elle ne parvint à cela qu'à travers la radicalisation du nationalisme iranien lui-même et un basculement correspondant dans sa base sociale et de classe.

Ce radicalisme nationaliste quasi-socialiste a produit une variété de courants et d'organisations, depuis les maoïstes et les guérillas urbaines de la fin des années 1960 et du début des années 1970, jusqu'aux groupes «politiques-organisationnels» des années 1978-81, connus sous le nom de *Troisième ligne*.

Les maoïstes, aidés en cela par le nationalisme excessif inhérent au maoïsme et à la version chinoise du communisme, se sont employés à incorporer toute la critique nationaliste, toute l'histoire du nationalisme bourgeois en Iran, dans leur propre système de pensée et leur propre histoire.

Ils ont perfectionnés et consacré ce nationalisme pour en faire la véritable essence de leur «socialisme».

Leur conception du «social-impérialisme» russe était une théorisation de la vieille méfiance du Front national envers l'URSS.

Leur caractérisation de l'économie iranienne comme «semi-féodale, semi-coloniale», bien que de toute évidence un décalque appauvri de la Chine, servait à glorifier la soit disant «bourgeoisie nationale» comme partie d'une «alliance populaire révolutionnaire», et un argument pour la nécessité d'un développement capitaliste indépendant sous un régime nationaliste, comme une «étape» sur la route du socialisme.

Les *Fedaii* [les Fedaii, organisation des partisans de la guérilla du peuple] étaient la principale organisation de guérilla urbaine active depuis 1971] sont arrivés à des résultats plus ou moins similaires par une route théorique différente.

Ils prenaient leurs distance avec l'URSS, quoique de manière moins dramatisée que les maoïstes.

La véhémence avec laquelle les fondateurs de leur mouvement dénonçaient l'URSS dépendait, depuis Ahmadzadeh et Pouyan, qui questionnaient l'existence même de rapports de production socialistes en Union soviétique et considéraient le PCUS post-Staline comme révisionniste, jusqu'à Jazani qui était moins critique dans ses conceptions.

Dans tous les cas, il y avait unanimité dans leur condamnation du *Tudeh* comme un traître à la cause nationale et au gouvernement du Front national de Mossadegh qui symbolisait celle-ci.

En outre, les guérillas et certains groupes maoïstes, empruntèrent le concept de «capitalisme dépendant» au débat sur le développement de l'Amérique latine et l'appliquèrent dans le même esprit que la majorité des maoïstes lorsqu'ils parlaient de la caractérisation «semi-féodale et semi-coloniale», c'est-à-dire dans le but d'exclure le capitalisme iranien des lois générales du mouvement capitaliste et pour poser le capitalisme «indépendant», comme un capitalisme «convenable», une cause juste et progressiste.

Ici, la mythologique «bourgeoisie nationale» était hissée non comme l'antithèse des propriétaires terriens féodaux (alliés majeurs des impérialistes, selon les maoïstes), mais comme la bourgeoisie «compradore», considérée comme la personnification indigène de l'oppression impérialiste et de l'exploitation du «peuple iranien».

Néanmoins, le nationalisme radicalisé des nouveaux courants contenait un certain nombre de réinterprétations et de réorientations significatives.

Premièrement, il y eut un glissement du concept de «nation» (*mellat*) à celui de «peuple» (*khalq*). Ce dernier avait une définition plus restrictive, se limitant à certaines classes et couches au sein de la «nation iranienne».

Ce glissement impliquait une reconnaissance plus explicite des divisions sociales au sein de la société iranienne.

Le nationalisme n'impliquait alors plus seulement une lutte anticoloniale, mais aussi une lutte contre «l'anti-peuple», les classes et couches indigènes qui représentaient et renforçaient la domination impérialiste.

La lutte anti-impérialiste du peuple était définie comme la force motrice de la société et l'essence d'un «véritable» nationalisme radical.

Deuxièmement, à gauche, la conception de la démocratie évolua en accord avec ce glissement.

Les organisations traditionnelles avaient clairement une interprétation libérale de la démocratie. Ils défendaient des *droits* civils et individuels démocratiques-bourgeois, et la mise en place d'un régime constitutionnel.

La gauche radicale, de son côté, définissait la démocratie comme le pouvoir des classes populaires anti-impérialistes.

La forme politique réelle de ce régime populaire, sa constitution et les droits des citoyens sous ce régime, considérés comme secondaires, ne furent jamais véritablement élaborés. L'anti-impérialisme dominait la démocratie bourgeoise comme idéologie de la gauche radicale.

Troisièmement, la question du pouvoir politique passait inévitablement au premier plan.

La «contradiction entre le peuple et l'impérialisme» ne pouvait être résolue que par le renversement de la monarchie, le «régime fantoche» de l'impérialisme.

Un antimonarchisme sans compromis, associé à la fervente défense de la violence et des méthodes révolutionnaires contre l'État était ce à quoi, en dernière analyse, se ramenait l'anti-impérialisme de la gauche radicale.

C'était une démarcation claire avec la pratique des partis traditionnels et leur approche essentiellement parlementariste et légaliste.

Quatrièmement, dans le domaine de l'économie, la gauche radicale défendait une intervention active et directe de l'État et une nationalisation massive des capitaux «dépendants», là où le nationalisme traditionnel n'allait pas au-delà de la création et de l'expansion d'un marché capitaliste national combiné avec une modeste redistribution des richesses.

Dans les deux cas, le principal objectif était l'industrialisation et l'autosuffisance économique.

Mais pour l'utopique et naïve gauche radicale, l'autosuffisance devint un principe idéologique, une marque distinctive de l'anti-impérialisme ou même du socialisme.

Finalement, la théorie politique de la gauche radicale se tourna vers la classe ouvrière et couronna celle-ci comme la force dirigeante de la lutte nationale contre l'impérialisme et la dépendance.

Néanmoins, elle insistait continuellement, sous des formulations théoriques variées, sur la nécessité de la subordination des revendications de classe, des revendications socialistes, à la cause de la révolution populaire.

L'impact des nouvelles polarisations dans le mouvement communiste international sur le développement de la gauche radicale iranienne durant cette période est évident.

La plus forte influence vint de l'expérience chinoise et du maoïsme, quoique l'influence d'autres mouvements populaires et nationalistes, en Amérique latine, au Vietnam et même en Algérie, ne doit pas être sous-estimé.

Les simplifications théoriques du marxisme opérées par Mao et en particulier ses travaux «philosophiques», *Des contradictions* et *De la pratique*, ont entièrement façonnées le mode d'articulation théorique de la gauche radicale.

Ils complétaient la vision mécaniste de l'histoire déjà héritée du «cours» de Staline [allusion à l'Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'URSS].

Le maoïsme offrait une version du marxisme, une méthodologie et un ensemble de catégories et de formules qui pouvaient facilement être employées par les nationalistes radicaux d'un pays économiquement arriéré et politiquement opprimé.

Sur un plan plus pratique, la rupture de la Chine avec l'Union soviétique sur la base d'une interprétation apparemment plus radicale du marxisme, aidait la gauche radicale à se séparer de l'expérience du Tudeh.

Son nationalisme inhérent et sa rhétorique militante attiraient une nouvelle génération d'activistes

frustrés par la faillite des partis traditionnels et un régime politique oppressif.

Mais ici encore, les glissements idéologiques et théoriques au niveau international ont fourni un cadre conceptuel pour un développement qui était essentiellement indigène.

La défaite politique de 1953 était un sérieux revers. Mais ce sont les réformes agraires des années 60 qui ont scellé le destin de l'opposition nationaliste et libérale traditionnelle.

Politiquement, ces réformes ont désarmé l'opposition nationaliste conventionnelle et marqué la disparition virtuelle du Front national comme force politique active.

Qui plus est, elles ont permis de consolider l'autocratie et lui donner un caractère d'Etat-policier moderne.

Économiquement, elles ont dissout toutes les formes de production précapitalistes et créée une vaste armée de travailleurs salariés urbains.

Elles ont marqué le triomphe du capitalisme et de l'intégration de toutes les sections du capital en un marché national unifié, éliminant les dernières apparences d'une division au sein de l'économie entre bourgeoisie «nationale» et «dépendante».

Mis en marche, le processus d'accumulation accéléré a complètement absorbé la bourgeoisie et ses représentants intellectuels.

La bourgeoisie a délaissé la cause du libéralisme et de la réforme, la laissant à la petite-bourgeoisie insatisfaite, pour n'y revenir plus tard que lorsque le danger de la révolution fut sérieusement posé.

La gauche radicale représente le basculement de ce centre de gravité du national-réformisme de la bourgeoisie à la petite-bourgeoisie.

Le contenu politique et les objectifs sociaux restèrent inchangés – réforme sociale, libéralisation politique et anti-impérialisme nationaliste.

On peut clairement décrire la gauche radicale des années 60-70 comme un national-réformisme militant – un nationalisme et un réformisme adaptés à la vision et aux capacités politiques de la petite-bourgeoisie.

La révolution et la crise de la gauche

La révolution amena avec elle à la fois une rapide expansion et une crise politico-idéologique croissante pour la gauche radicale.

L'ensemble des principaux courants entrèrent dans la révolution dans un état d'incertitude idéologique et de confusion politique.

La tradition de guérilla était attaquée même par certains de ses cadres emprisonnés les plus éminents.

Sa défaite pratique en Iran, les désillusions nées de l'échec des exemples latino-américains, et jusqu'à un certain point, la reconnaissance de l'incompatibilité du marxisme avec les conceptions originales du guérillisme, ont en définitive contribué à l'émergence de ce courant critique.

Malgré cela, la principale force pour un changement de conceptions vint du mouvement *politique de masse* au delà des portes des prisons, un mouvement qui semblait refuser les prémisses fondamentales de l'élitisme de la guérilla et de la politique conspirative.

Les maoïstes étaient déjà discrédités comme courant théorique et virtuellement excommuniés du corps principal de la gauche pour leur positions ouvertement droitières et leur adhésion à un bloc international qui hissait les homologues du Chah comme symboles des positions du «tiers-monde» contre les «superpuissances»?

Qui plus est, leur théorie orientée vers les paysans et leur rhétorique antiféodale était clairement en décalage avec le caractère manifestement urbain de la révolution.

Les radicaux populistes de la *Troisième ligne*, pour leur part, s'escrimaient avec les problèmes surgis de leur rupture avec les deux premiers. Ils manquaient d'un profil théorique positif.

Leur recours à Staline et à ses postulats pour atteindre une certaine stabilité théorique montrait leur insuffisance face à la vigoureuse montée en puissance de la gauche durant la révolution.

En tous cas, la révolution ébranla le national-réformisme dans tous ses fondements.

En moins de trois ans, de l'hiver 1979 à l'été 1981, le système conceptuel de la gauche tout entier s'était effondré, emmenant avec lui son édifice organisationnel.

Aucun aspect de l'idéologie nationaliste et anti-impérialiste de la gauche n'échappa à la critique.

La caractérisation des rapports de production comme «capitalistes dépendants», la notion de «bourgeoisie nationale progressiste», et de «petite bourgeoisie anti-impérialiste», la théorie de la révolution par étape, avec une révolution démocratique qui commencerait par dissoudre les rapports «précapitalistes», qui auraient soi-disant dominé l'agriculture iranienne, les vieux clichés classificatoires d'une alliance des classes populaires, etc. furent hâtivement abandonnées et enterrées sans laisser de trace.

Même des «autorités» comme Staline et Mao ne pouvaient être sauvées. En 1981, les croyances et les conceptions de 1978 semblaient des superstitions d'un ancien âge oublié.

Tactiquement, la gauche radicale hésitait sur deux questions centrales liées l'une à l'autre: premièrement, l'attitude envers la République islamique et ses factions libérales et panislamiques, et deuxièmement, la guerre Iran-Irak.

Les maoïstes officiels et le parti Tudeh montrèrent beaucoup plus de consistance dans leur tactique que la gauche radicale.

Les maoïstes découvrirent bientôt dans les libéraux la personnification même de leur bien-aimée «bourgeoisie nationale» et furent même incorporés dans le «bureau de coordination du président» – une sorte d'alliance non-officielle de politiciens et de groupes unis pour faire obstacle au Parti de la république islamique.

Le Tudeh embrassa la cause du régime de Khomeiny, essentiellement pour sa démagogie rhétorique anti-américaine et demeura un loyal soutien de la «ligne de l'Imam».

Il allait dans une large mesure apaiser l'hégémonique faction islamique, au point d'appuyer le régime de terreur, de torture et d'exécutions de masse après juin 1981.

Mais pour les organisations de la gauche radicale, la république islamique posait un dilemme.

Le problème venait, pour la gauche, de la caractérisation de l'opposition islamique prérévolutionnaire comme un mouvement politique de la «petite-bourgeoisie traditionnelle», une couche qui dans le cadre de pensée anti-impérialiste de la gauche faisait partie de «l'alliance populaire révolutionnaire».

Cette formulation était en elle-même tout à fait mécaniste et non marxiste. Cependant, une fois que la même caractérisation fut étendue à la bourgeoisie d'état après la révolution, cela tourna en une catastrophe théorique et politique.

La majorité des organisations de la gauche radicale, notamment les *Fedaii*, *Peykar* et *Razmandegan*, hésitèrent et tergiversèrent, voguant d'une formulation à une autre pour résoudre la contradiction entre leur évaluation théorique du courant Islamique et sa pratique antidémocratique, anticommuniste et réactionnaire.

Des événements comme l'occupation de l'ambassade américaine et l'éruption de la guerre Iran-Irak ajoutèrent à cette confusion.

[*Peykar* (Organisation de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière) était une scission, en 1975, des *Mujahidin*, une organisation de guérilla islamique.

Une section, se proclamant marxiste-léniniste, pris pratiquement le pouvoir sur toute l'organisation, et purgea ceux qui résistaient à leur tournant idéologique. En 1977, elle abandonna et retourna à la guérilla urbaine.

A l'aube de la révolution, elle souffrit de plusieurs scissions suivant une crise de leadership. La direction fut purgée et l'organisation éclata pour former *Peykar* et deux autres groupes plus petits, *Nabard* et *Arman*. *Peykar* devint la principale organisation de la troisième ligne.

Razmandegan (Organisation des combattants pour l'émancipation de la classe ouvrière) était à l'origine un cercle Marxiste-léniniste au début des années 1970. Elle était une organisation radicale populiste typique et durant une courte période en 1979-80, elle constitua l'aile gauche de la Troisième ligne.]

La guerre raviva les sentiments nationalistes de la gauche.

En général, ceux qui avaient arborés de fortes illusions sur le caractère «anti-impérialiste» de l'État, prirent de positions nationalistes et défensistes.

Cette position fut principalement celle des organisations qui tenaient l'URSS en sympathie.

Les organisations qui avaient adopté une attitude plus radicale envers le régime condamnèrent généralement la guerre comme réactionnaire et inter-capitaliste.

Peykar et un certain nombre d'organisations plus petites mais proches d'elle, adoptèrent le slogan «Transformer la guerre en guerre civile».

Cette position montrait certainement la détermination de *Peykar* à préserver son radicalisme face au tournant général vers la droite.

Mais cela avait également un double avantage. Premièrement, cela permettait de passer outre le problème de l'attitude vis-à-vis du régime.

Un appel à la «guerre civile» équivalait à un appel à renverser le régime islamique, un slogan que *Peykar* ne pouvait pas faire dériver de son analyse de l'État en lui-même.

Dès lors, il était possible d'adopter une tactique radicale sans radicalisation de la théorie.

Deuxièmement, cette position pouvait être défendue plus simplement en traçant un parallèle simpliste avec la première guerre mondiale et l'attitude adoptée par Lénine et les bolcheviks à son égard.

Cette position remettait à plus tard le point culminant de la crise idéologique au sein de cette ligne, mais ne la résolvait pas.

La crise organisationnelle prit la forme de scissions et de regroupements continuels entre toutes les tendances majeures, menant à une désintégration organisationnelle presque totale.

La première scission au sein de la tradition *Fedaii* se fit sur la question de la guérilla urbaine.

Peu après l'insurrection, une petite section, associée avec Ashraf Dehghani [ancienne guérilliste, bien connue pour sa résistance héroïque sous la torture et son évvasion des prisons du Chah au début des années 1970], scissionna au sujet de la rupture de l'organisation avec la «lutte armée» et se divisait bientôt en une multitude de petits groupes sans influence.

La seconde scission concernait la question de l'attitude vis-à-vis du régime et de l'attraction croissante de l'organisation vers le Tudeh.

Une minorité substantielle, plus tard rejoint par «l'aile gauche de la majorité», fit scission en juin 1980, après que l'éditorial du n° 59 de l'organe central, *Kar*, ait rendu explicite et manifeste le tournant vers la droite.

La «majorité» adopta bientôt, dans son ensemble, les positions du *Tudeh* et entra dans un processus d'unité avec lui. La «majorité» souffrit de scissions successives après 1981 et se désintégra effectivement en plusieurs petits groupes, certains d'une poignée de personnes, chacun proclamant être le véritable héritier des *Fedaii* et pleinement submergés dans leurs dissensions sectaires.

Razmandegan, déjà malade de ses tensions théoriques et politiques internes, plongea dans une crise profonde quand sa direction adopta une attitude ouvertement pro-guerre en 1980, dans le n° 35 de l'organe central *Razmandegan*, contre la tendance généralement radicale et sa base.

La direction et les cadres pro-guerre furent purgés six semaines plus tard, mais l'organisation ne put éviter la scission et la désintégration.

La crise de *Peykar* atteint son sommet avec la publication du n° 110 de *Peykar*, en juillet 1981.

L'éditorial, traitant de la tension croissante au sein de la république islamique entre Banisadr [Abolhassan Bani Sadr, premier président de la république d'Iran après la chute du Chah, de janvier 1980 à sa destitution par Khomeiny en juin 1981] et le PRI [Parti Républicain Iranien, fondé en 1979 par les partisans de Khomeiny, et donc principal parti religieux, au pouvoir à partir de mai 1980], pris une position favorable à la faction libérale.

L'article fut rapidement retiré, mais l'organisation était déjà en plein désarroi. Tous les efforts pour restructurer de manière organisationnelle les diverses scissions échouèrent en l'absence de fractions ou de cercles ayant quelque consistance théorique et une autorité organisationnelle.

Les autres organisations de la gauche rencontrèrent plus ou moins le même destin. *Vahdat-e Enqelab* (Unité révolutionnaire), une large union d'organisations de la Troisième ligne d'inspiration maoïste à la droite de *Peykar*, s'écroula avant d'avoir réellement commencé, laissant derrière elle une traînée de militants confus et démoralisés.

La crise et la désintégration des principales organisations de la gauche radicale n'étaient pas, comme on le raconte habituellement, le produit de la répression massive de 1981 et après.

Ce n'était pas non plus un produit des erreurs tactiques de la gauche, de son manque d'unité, ou même de son manque d'intérêt pour la valeur politique de la «démocratie».

Elle était avant tout enracinée dans la transformation de l'économie politique iranienne dans les deux dernières décennies.

Si la gauche radicale, malgré sa force numérique et son militantisme politique, est apparue comme une force marginale dans la politique iranienne durant la révolution, c'est parce qu'elle représentait le «socialisme» et la pratique politique de classes marginales.

La crise du socialisme petit-bourgeois et du national-réformisme militant qui avaient formé l'essence sociale de la gauche radicale était en réalité programmée depuis longtemps.

La consolidation du capitalisme après les réformes agraires, l'accélération du processus d'accumulation avec le boom pétrolier des années 70 et l'émergence d'une vaste classe ouvrière urbaine, avaient déjà transformé le socialisme non-prolétarien en une utopie impotente.

L'autocratie de Pahlavi, fondée sur la suppression de toute forme de rapports politiques, avaient masqué les contradictions internes de la gauche radicale.

Avec la crise politique de 1977 et la révolution de 1978-79, la politique avait finalement «rattrapé» l'économie.

Les contradictions dormantes furent réveillées et trouvèrent leur résolution dans la crise de la gauche radicale et sa désintégration face à la radicalisation théorique et à la réorientation sociale du communisme iranien.

La répression, à partir de juin 1981 ralentit de nouveau ce processus et l'empêcha d'aller jusqu'au bout. Néanmoins, en 1981, l'aspect et la configuration organisationnelle de la gauche radicale iranienne avait complètement changé.

Une nouvelle polarisation

La crise de la gauche radicale, n'indiquait en aucun cas un développement régressif. Au contraire, elle marqua une transformation significative et un tournant historique majeur.

De la crise de la gauche radicale traditionnelle émergea une nouvelle polarisation basée sur des courants ayant des caractéristiques sociales et théoriques plus stables:

1. Un nouveau pôle pro-URSS avait émergé. Il ne ménagea pas ses efforts pour remplacer le Tudeh dans les relations avec l'URSS, chercher la réconciliation avec le nationalisme iranien et de gagner un certain prestige politique pour la ligne prosoviétique après les scandaleuses politiques du Tudeh et de la Majorité des Fedaii en soutien à la république islamique.

Le représentant le plus connu, quoique pas le plus consistant, de cette ligne est *Rah-e Kargar* (La voie des travailleurs), qui fut créé durant la révolution comme une groupe de pression théorique et politique en lien avec les Fedaii.

Ce courant inclura par la suite une rupture identifiée à son leader, Ali Keshtgar, et aussi le «Parti démocratique du peuple iranien», qui ont récemment fait scission récemment du Tudeh [en 1986].

Ces organisations rompirent pour adopter des positions plus nationalistes.

Toutes les organisations appartenant à ce courant considèrent l'Union soviétique comme la «patrie du socialisme» et soutiennent généralement sa politique extérieure, à l'exception des cas qui concernent leur propre «mère patrie». Dans ce cas, ils souhaitent rester indépendants.

C'est leur démarcation fondamentale avec la tradition du Tudeh et leur seul espoir de s'accommoder le nationalisme iranien.

Jusqu'ici, le passé teinté du groupe de Keshtgar et du PDPI ont empêché tout mouvement réel d'unification de cette ligne politique.

Cependant, c'est un pôle important qui pourrait devenir le noyau d'une nouvelle génération d'étatisme national-réformiste, avec cette fois un caractère plus travailliste. Les développements récents en Union soviétique auront des conséquences décisives pour ce courant.

2. Un «nouvelle gauche iranienne» intellectuelle a émergé parmi les exilés iraniens qui ont, quelquefois tardivement redécouverts les débats et les polémiques du marxisme occidental et de la nouvelle gauche.

L'influence du marxisme occidental était vaguement représentée durant la révolution par *Vahdat-e Kommonisti* (Unité communiste), mais ne jouissait que d'une influence marginale au sein de principales organisations de la gauche radicale.

L'UC avait son origine dans la radicalisation de la plus jeune génération des militants du Front national.

L'organisation a été fondée en 1970 et a été essentiellement active parmi les étudiants iraniens à l'étranger.

Avant la révolution, elle était en contact et soutenait des organisations de guérilla dans le pays, essayant de parvenir à une unité avec les Fedaii.

Ils prirent leurs distance avec les Fedaii en 1976, rejetant le «maoïsme et le stalinisme» plus prononcé de ces derniers. Durant la révolution et après, UC a maintenu une position libérale de gauche plutôt stable, argumentant contre le «sectarisme de gauche», le tiers-mondisme et sa réticence à réaliser l'unité avec les Mujahidins et l'aile gauche du libéralisme bourgeois contre le clergé.

Quoiqu'elle ait en principe mis l'accent sur le socialisme, en pratique et dans ses quelques déclarations programmatiques, l'UC n'alla jamais au delà de la lutte pour des droits politiques immédiats, mais limités.

Elle ne s'intéressa jamais aux luttes ouvrières et aux problèmes qui y étaient liés, ne poursuivit pas une politique d'expansion organisationnelle et demeura un groupe théorique et propagandiste avec de l'influence chez quelques intellectuels de gauche.

La «nouvelle gauche» iranienne, quoique influencée par l'UC, montre des caractéristiques essentiellement différentes. Elle est plus subjectiviste en théorie, pessimiste dans son style, et très opposée à toute forme d'activité communiste pratique.

C'est le signal d'une rupture pour l'intellectuel iranien, jusqu'ici spontanément tourné vers le marxisme, vers le communisme militant.

Cela trouve ses racines dans la faillite de la gauche radicale traditionnelle en Iran et sa plus vaste audience dans les anciens militants frustrés et désillusionnés de cette gauche radicale. Ce courant est politiquement insignifiant pour le moment. Mais il prépare le terrain idéologique et crée le noyau dur d'une possible droite social-démocrate.

3. Il s'est formé un communisme radical et militant, qui peut être caractérisé par son indépendance idéologique et politique des pôles internationaux existants du «communisme», sa réorientation vers les traditions marxiste et léninistes classiques, et son accent mis sur le travail politique et organisationnel au sein de la classe ouvrière.

Organisationnellement, ce courant est représenté par le Parti communiste d'Iran [le parti de Mansoor Hekmat lui-même, avant qu'il le quitte pour fonder le Parti communiste-ouvrier d'Iran en 1991].

Mais il inclue également un large spectre de cercles militants ouvriers et leurs réseaux informels.

La formation de ce nouveau courant est le résultat positif le plus significatif de l'évolution de la gauche radicale iranienne durant la dernière décennie.

Le Parti communiste et la perspective du communisme-ouvrier

La révolution a initié deux mouvements importants.

D'abord, une critique croissante des prémisses idéologiques et théoriques de la gauche radicale petite-bourgeoise d'un point de vue marxiste, et ensuite, un regain sans précédent du mouvement de la classe ouvrière.

Ensemble, ces deux éléments ont créé les conditions qui ont mené à l'émergence d'un courant organisationnel marxiste révolutionnaire distinct de la gauche radicale existante.

La révolution de 1978-79 a été le premier bouleversement à jaillir des contradictions du *capitalisme* iranien.

Elle a fourni la première véritable opportunité historique pour la classe ouvrière de gagner dans l'arène politique le même poids qu'elle avait déjà acquis dans la production sociale.

Le mouvement de la classe ouvrière avait joué un rôle crucial dans le renversement de la monarchie. Les grèves ouvrières, particulièrement dans les secteurs-clefs comme le pétrole et l'industrie, formèrent l'épine dorsale du mouvement de masse, paralysant les gouvernements militaires successifs et inspirant la résistance de masse.

Les protestations de la classe ouvrière continuèrent après la révolution et restèrent l'un des thèmes centraux de confrontation politique dans la société.

Certains traits de la classe ouvrière iranienne doivent être notés ici.

Premièrement, en raison de la constante répression durant les deux décennies qui avaient précédé et de l'afflux continu de paysans pauvres dans les rangs de la classe ouvrière, les traditions de lutte organisée étaient extrêmement faibles dans la classe ouvrière iranienne.

En l'absence d'organisations de masse, la lutte quotidienne était menée et organisée par des réseaux de cercles composés par des leaders pratiques locaux et des agitateurs ouvriers.

Deuxièmement, jusqu'à la révolution, le mouvement de classe était à peine affecté par les développements au sein de la gauche radicale.

La classe ouvrière resta à distance d'une tradition socialiste à base intellectuelle et étudiante qui subordonnait la lutte de classe à la «cause du peuple» et avait très peu à offrir en termes de politiques ou de ligne de conduite pratique au mouvement ouvrier.

Troisièmement, pour les mêmes raisons, les travailleurs iraniens n'étaient pas sous l'influence d'un parti révisionniste ou réformiste capable de mettre un harnais sur sa militance spontanée.

Ils étaient, et sont toujours, dans leur ensemble bien plus politiques que les classes ouvrières des métropoles capitalistes, plus concernés par la question de l'État et du pouvoir politique et plus prompts à adopter des formes de luttes militantes.

Dans le cours de la révolution, un environnement particulièrement favorable fut créé pour la dissémination des idées communistes et même pour une organisation communiste de la classe ouvrière.

Bon nombre de leaders pratiques du mouvement ouvrier devinrent communistes et prirent même part à une activité organisationnelle.

Cependant, dans l'ensemble, ils se tinrent à distance des organisations de la gauche radicale. Beaucoup les soutenaient, comme le font inévitablement les travailleurs en l'absence de véritables partis ouvriers, comme la section la plus radicale de l'opposition.

Mais ils ne les rejoignirent pas à en masse. En dépit de la croissance d'une forte tradition communiste dans la classe ouvrière qui incluait un nombre très substantiel de ses leaders pratiques, la gauche radicale resta dominée par la politique étudiante, et maintint son caractère essentiellement intellectuel.

Ce gouffre exerça une pression constante sur les organisations de la gauche radicale et fut l'un des acteurs majeurs qui contribua à leur désintégration finale.

Un développement parallèle put bientôt être observé au niveau idéologique et organisationnel.

Un marxisme principal et révolutionnaire crut rapidement dans le cours de la révolution, questionnant et critiquant les fondements idéologiques du socialisme petit-bourgeois iranien dans leur ensemble.

Ce processus affecta toutes les organisations de la gauche radicale et plus particulièrement celles de la *Troisième ligne*. Ce radicalisme pouvait être identifié à un retour aux classiques marxistes et aux travaux de Lénine, mettant l'accent sur la primauté de la lutte de classe, une réorientation vers le travail en direction de la classe ouvrière, et la défense d'une tactique radicale.

L'acteur le plus consistant et le plus visible de cette rupture avec la gauche populiste fut *Ettehad-e Mobarezan-e Kommonist* (Union des militants communistes) [Organisation créée par Mansoor Hekmat et Hamid Taqvee à leur retour d'Angleterre, où ils étaient étudiants, en 1978].

L'UMC créée en décembre 1978 et initialement appelée *Sahand* déclencha une vigoureuse campagne théorique contre les théories nationalistes et populistes et les conceptions de la gauche radicale.

Elle appela la «bourgeoise nationale» un mythe, et le développement d'un capitalisme «indépendant», «national», une utopie réactionnaire.

Elle rejetait le concept de solution démocratique ayant pour tâche de résoudre la question agraire et de développer les forces productives, et voyait pour tâches de la révolution présente la création de conditions sociales et politiques nécessaires pour la mobilisation socialiste de la classe ouvrière et une marche ininterrompue vers la révolution socialiste.

Elle rejetait la critique de l'impérialisme par la gauche radicale comme nationaliste et antimonopoliste, et s'efforçait de présenter une critique fondée sur le concept d'exploitation de classe.

Fondée sur une analyse des caractéristiques spécifiques de l'État bourgeois dans les périodes de crise révolutionnaire, l'UCM caractérisait la République islamique et ses différentes factions comme bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Qui plus est, l'UCM considérait la formation d'un parti léniniste comme une tâche urgente et voyait sa propre polémique théorique contre le populisme comme un moyen pour arriver à une fondation programmatique solide pour un tel parti.

En mars 1981, l'UCM publia son programme, dans lequel elle mettait l'accent sur l'obligation d'une révolution communiste et résumait son appréciation des tâches urgentes du mouvement communiste.

Le programme, sur lequel celui du PCI allait plus tard être basé, incluait aussi largement des revendications démocratiques et économiques immédiates.

Les idées de l'UCM eurent un grand impact sur la gauche radicale et particulièrement sur les militants de la *Troisième ligne*. Nombre d'entre eux rejoignirent l'UCM directement, mais son influence réelle allait plus loin.

Alors que l'UCM était dénoncée comme «gauchiste» et «trotskiste», sa terminologie et ses analyses furent partagées de manière croissante par les organisations de gauche en recherche d'une certaine consistance théorique et dans le courant des tournants tactiques de la gauche.

De fortes fractions pro-UCM et des courants émergèrent dans presque toutes les organisations de la *Troisième ligne*, notamment dans *Razmandegan*, *Peykar* et *Vahdat-e Enqelabi*. Toutes rejoignirent finalement l'UCM, et à travers elle, le Parti communiste.

La rupture principale, cependant, vint d'un secteur insoupçonné.

En mars 1981, le second congrès de *Komala*, une organisation communistes disposant d'un soutien massif au Kurdistan, et déjà un pilier de la résistance Kurde armée contre la république islamique, adopta des positions similaires à celle de l'UCM et se référa ouvertement à elle comme l'avant-garde de la campagne antipopuliste.

Komala avait été créé en 1969 comme un réseau clandestin de militants d'inspiration maoïste, avec une claire volonté de travail politique de masse.

En 1974, la [cruelle police politique de la monarchie iranienne] Savak avait arrêté un grand nombre de ses dirigeants, mais l'organisation ne fut pas détruite.

Avec la rupture révolutionnaire, ses leaders furent relâchés de prison et *Komala* se plaça bientôt à la tête du mouvement de masse au Kurdistan.

En août 1979, six mois seulement après le renversement de la monarchie, le régime islamique lança son offensive militaire contre le peuple Kurde.

Komala appela à la résistance armée de masse et se mit à organiser des unités de Pishmargh (partisans).

Au moment du deuxième congrès, il était devenu le parti naturel des travailleurs Kurdes et disposait d'un soutien massif à la fois dans les secteurs ruraux et urbains.

Il ne se contenta pas de résister au régime islamique, mais défia également l'hégémonie du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), démocratique-bourgeois et son nationalisme étroit dans le mouvement Kurde.

Avant son deuxième congrès, *Komala* s'était tenu à l'écart des débats idéologiques au sein de la gauche iranienne, se concentrant essentiellement à organiser et à diriger le mouvement au Kurdistan.

Le deuxième congrès de *Komala* fit pencher la balance en faveur du courant antipopuliste et le transforma en pôle d'attraction pour les militants marxistes.

Komala et l'UCM entamèrent une coopération étroite pour la formation du parti communiste. Ils établirent le brouillon d'un programme, appelé Programme du parti communiste, et appelèrent toutes les organisations et groupes sympathisants à se joindre à la lutte pour la création du PCI.

En septembre 1983, le congrès constituant du parti communiste, y compris des cadres communistes de différents backgrounds organisationnels, se réunirent au Kurdistan et fondèrent le PCI.

La création du PCI marquait la rupture idéologique et organisationnelle finale avec le socialisme iranien de tradition populiste et nationaliste.

Le PCI réaffirmait les concepts de classe et de lutte de classe comme concrets centraux de son idéologie et de son travail pratique.

Cela supposait à un retour à une orthodoxie marxiste prés-stalinienne.

Pour le PCI, comme pour Marx, le socialisme s'identifiait principalement à la propriété commune des moyens de production et à l'abolition du travail salarié, et pas seulement au développement des forces productives ou à la planification d'État.

L'économie soviétique était caractérisée comme capitaliste d'État.

En effet, le PCI ne reconnaissait aucun «camp socialiste» et ne s'identifiait à aucun pôle ou courant du soi-disant communisme international.

Tactiquement, il mettait l'accent sur l'action de classe indépendante et sur la mobilisation de classe. Il considérait le mouvement de masse de la classe

ouvrière comme le principal pilier de toute lutte révolutionnaire pour le changement.

Il défendait une structure conseilliste pour l'organisation de masse de la classe ouvrière et poursuivait une politique de renforcement du mouvement des assemblées générales de travailleurs comme le moyen le plus effectif d'une organisation de masse immédiate.

Au contraire de la tradition populiste, le PCI attachait une grande importance aux luttes quotidiennes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Durant les cinq dernières années, le PCI a réussi à s'établir comme l'organisation principale de la gauche socialiste iranienne.

Au demeurant, sa valeur politique réelle tient dans le rôle qu'il peut, potentiellement, jouer dans le développement d'une puissance et véritable tradition communiste-ouvrière en Iran. ■

Mansoor Hekmat au sujet de l'Islam

Propos essentiels tenus par Mansoor Hekmat lors d'une table ronde, dont le contenu a été publié dans la revue trimestrielle Porseh.

Question: Quel sens donnez-vous aux concepts de fondamentalisme islamique et d'Islam politique? Quelle est la différence entre les deux?

Mansoor Hekmat: Je n'utilise pas l'expression "fondamentalisme Islamique" parce que je crois qu'elle est le produit d'une interprétation délibérée faite par la droite qui, volontairement, présente une image trompeuse de l'Islam contemporain et des mouvements Islamiques.

Ce qui est bien réel, c'est l'émergence de l'Islam politique. A mon avis, l'Islam politique est un mouvement réactionnaire contemporain qui n'a aucun lien, autre que dans la forme, avec les mouvements Islamiques de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième.

Quant à son contenu social et ses objectifs socio-politiques et économiques, ce mouvement nouveau est complètement enraciné dans la société contemporaine. Ce n'est pas la répétition du même vieux phénomène.

C'est le résultat d'un projet vaincu - ou pour être plus juste - d'un projet avorté de modernisation occidentale dans des pays musulmans du Moyen-Orient, datant de la fin des années 60 et du début des années 70.

C'est aussi le déclin du mouvement nationaliste laïque qui fut le principal moteur de cette modernisation économique, administrative et culturelle.

La crise idéologique et gouvernementale dans la région s'est amplifiée. Avec ce vide politique et idéologique et les erreurs de la bourgeoisie locale, le mouvement Islamique est parvenu sur le devant de la scène en tant qu'alternative de droite pour la réorganisation du pouvoir bourgeois afin d'affronter la gauche et la classe ouvrière apparues avec la montée du capitalisme.

Ceci dit, sans les événements de 1978-1979 en Iran, ces mouvements n'auraient pas encore connu le succès et seraient restés marginaux.

C'est en Iran que ce mouvement s'est organisé en tant qu'Etat et qu'il a transformé l'Islam politique en une force considérable dans la région. A mon sens, l'Islam politique est un terme général qui désigne le mouvement qui voit en l'Islam le véhicule principal pour la restructuration à droite de la classe dirigeante et la création d'un Etat anti-gauche dans ces sociétés. En tant que tel, il s'affronte et entre en compétition avec d'autres pôles du monde capitaliste, tout spécialement les blocs hégémoniques, pour défendre sa part de pouvoir et son influence dans l'ordre capitaliste mondial.

Cet Islam politique n'a pas nécessairement un contenu précis de jurisprudence et de scolastique Islamiques. Il n'est pas obligatoirement fondamentaliste et doctrinaire.

Cet Islam politique est fait d'un éventail large et varié de forces -de la flexibilité politique et idéologique et du pragmatisme de Khomeini jusqu'aux cercles rigides de la faction de droite du gouvernement iranien ; du Mouvement de la Liberté de Mehdi Bazargan et d'Amal de Nabih Berry, tous deux modérés et de style occidental, jusqu'aux Taliban ; de Hamas et du Djihad Islamique jusqu'au "protestantisme Islamique" des adeptes de Soorosh et Eshkevari en Iran.

Les pouvoirs occidentaux, les médias et le monde universitaire ont mis en avant la notion de fondamentalisme afin de séparer les branches terroristes et anti-occidentales du mouvement Islamique de ses branches pro-occidentales et conciliantes.

Ils dénomment fondamentalistes les sections anti-occidentales et ils attaquent le fondamentalisme afin de pouvoir maintenir intact l'Islam politique qui, pour le moment, est le fondement irremplaçable du pouvoir anti-socialiste et de droite dans la région.

Les courants anti-occidentaux, cependant, ne correspondent pas nécessairement aux factions fanatiques et rigides de ce mouvement.

Les sections les plus fondamentalistes du camp Islamique telles que les Talibans et l'Arabie Saoudite, sont les amies les plus proches de l'Occident.

Question: Jusqu'à quel point la conquête du pouvoir par les Islamistes est-elle un signe de régression religieuse? Est-ce que la régression religieuse dans ces sociétés signifie un retour aux croyances et valeurs religieuses dans la vie personnelle et la vie sociale?

Mansoor Hekmat: Je ne pense pas que cela ait pour origine le retour de l'Islam en tant que système idéologique.

Ceci ne relève pas de l'Islam idéologique mais plutôt de l'Islam politique fondé sur des équations politiques spécifiques.

Il est clair qu'avec la montée du pouvoir de l'Islam politique, la pression pour ranimer les manifestations extérieures de religiosité se sont intensifiées.

Cependant, cette pression est politique. Le peuple, parfois, cède à ces pressions. Cette "renaissance" Islamique est renforcée par la violence et la terreur qui prennent une certaine forme en Algérie, une autre en Iran.

En Iran, on a en réalité l'effet inverse ; la montée de l'Islam politique et de l'autorité religieuse a engendré un retour de bâton anti-islamique stupéfiant, à la fois au niveau idéologique et au niveau personnel.

L'émergence de l'Islam politique en Iran est devenu le prélude à une révolution culturelle anti-Islamique et anti-religieuse dans l'esprit du peuple, et tout particulièrement parmi la jeune génération, qui va abasourdir le monde d'une explosion immense et proclamer la fin de l'Islam politique dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Question: Certains ont prétendu que la chute de la République Islamique ne sera pas le dernier clou apposé sur le cercueil du mouvement Islamique, parce que d'autres tendances, en particulier non-chiites, pourraient se dissocier de cette défaite. Etes-vous d'accord avec cette analyse?

Mansoor Hekmat: A mon sens, le mouvement Islamique au Moyen-Orient et dans le reste du monde va perdre son souffle après la chute du régime Islamique en Iran.

La question n'est pas tant que l'Iran Islamique sera un modèle défait, dont les autres pourront se dissocier.

La défaite de la République Islamique interviendra dans le contexte d'un immense soulèvement de masse laïque, qui attaquera les fondations de la pensée Islamique réactionnaire, et qui non seulement la discréditera mais la condamnera dans l'opinion mondiale.

La défaite du régime Islamique sera comparable à la chute de l'Allemagne nazie.

Aucun fasciste ne peut aisément maintenir sa position par une simple distanciation, organisationnelle et idéologique, de ce pôle déchu.

Le mouvement dans son entier va faire face à des décennies de stagnation. La défaite de l'Islam politique en Iran est une victoire anti-islamiste qui ne s'arrêtera pas aux confins de l'Iran.

Question: Vous n'acceptez pas que des pays comme l'Iran soient qualifiés "d'islamiques". Pourquoi pas?

Mansoor Hekmat: Derrière toute classification, toute labellisation se cache un dessein. L'Islam a été présent en Iran depuis 1400 ans et il a laissé son empreinte sur un certain nombre de choses.

Mais ce n'est qu'un élément dans la description de cette société - de la même façon que l'oppression, la monarchie, l'état policier, le recul industriel, les caractères ethniques, la langue, l'écriture, l'histoire politique, le mode de vie pré-islamique, les caractéristiques physiques du peuple, les relations internationales, la géographie et le climat, le régime alimentaire, la taille du pays, les concentrations de population, les relations économiques, le niveau d'urbanisation, l'architecture, etc.

Tous ces éléments désignent des caractéristiques réelles de la société.

Maintenant, si parmi les centaines de facteurs qui différencient l'Iran et le Pakistan, la France et le Japon, quelqu'un note avec insistance la présence de l'Islam dans certains aspects de la vie de cette société et nous colle à tous ce label - aussi bien aux anti-religieux Dashty, Hedayat, à vous et moi ainsi qu'à la grande majorité de ceux qui ne se considèrent pas comme croyants et ne sont pas concernés par l'Islam et le clergé- c'est qu'il doit avoir un objectif bien précis.

L'Iran n'est pas une société islamique; le gouvernement est islamique. L'Islam est un phénomène imposé en Iran, non seulement aujourd'hui mais aussi pendant la monarchie, et il est resté au pouvoir grâce à l'oppression et au meurtre.

L'Iran n'est pas une société islamique. Ils ont essayé de la rendre islamique depuis vingt ans par la force mais ils ont échoué.

Appeler Islamique la société Iranienne fait partie de la croisade réactionnaire pour la rendre islamique.

Question: Voyez-vous l'Islam politique comme une force durable dans la structure politique des pays musulmans du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord?

Mansoor Hekmat: La durabilité est un concept relatif. En fin de compte, le moment viendra où la région rejettera complètement l'Islam et en fera un phénomène dépassé.

Et bien qu'existant encore pour ceux qui l'observeront, l'étudieront ou même le suivront, il ne jouera en pratique aucun rôle dans la vie des gens.

Cependant, quand cela interviendra, dépend entièrement des tendances politiques prévalant dans ces pays et plus spécifiquement de la lutte pour le socialisme et la liberté.

Il est possible que d'autres générations encore soient contraintes de subir cet Islam; et sans aucun doute, quelques "savants" verront l'Islam comme éternel.

Mais il n'y a rien d'éternel et de structurel dans l'Islamisme du Moyen-Orient. Les mouvements progressistes peuvent clore le chapitre de l'islamisme.

L'heure de débarrasser l'Iran de l'Islam peut arriver très bientôt.

A mon avis, la République islamique et, avec elle, l'Islam politique sont en cours d'être éradiqués en Iran.

Si la pression politique de l'Islam et de l'islamisme est éliminée, alors l'absence de profondeur et le vide de ce qui est appelé la domination culturelle de l'Islam dans une société comme l'Iran vont rapidement devenir évidents.

Actuellement place forte de l'Islam politique, l'Iran, dans quelques années, sera le centre et à la tête de la lutte contre celui-ci.

A mon avis, le terrorisme est l'une des formes par lesquelles l'Islam politique continuera à exister dans la région.

La lutte contre le terrorisme Islamique durera encore bien des années après la victoire de l'humanité sur l'Islam. Balayer les groupes terroristes islamiques requerra plus de temps.

Question: Dans des écrits précédents, vous avez nettement relié le renouveau du mouvement Islamique au conflit israélo-arabe.

D'autres participants à cette table ronde ne partagent pas votre sentiment sur l'importance de ce lien.

Mansoor Hekmat: Je pense qu'ils ont une vue statique de cette question.

La question ne se limite pas aux problèmes et tensions qui ont fait croître le mouvement islamique.

Même dans ce contexte limité, le conflit israélo-arabe, la question palestinienne et la présence d'un "ennemi" impérialiste-ethnique-religieux, auquel le nationalisme arabe et le mouvement laïc ont succombé, est la cause principale de l'émergence du mouvement islamique en tant que revendication alternative du pouvoir.

La question la plus importante est la suivante : dans quelle direction les tendances dominantes idéologiques, politiques et culturelles du vingtième siècle auraient poussé les Arabes - et le Moyen-Orient Musulman - s'il n'y avait pas eu de question palestinienne et si Israël n'avait pas été créé avec cette géographie particulière ?

Jusqu'à quel point cette région aurait-elle pu avoir l'occasion d'être intégrée dans l'ordre "occidental", comme l'Amérique Latine et l'Asie du Sud-Est, par exemple ?

Jusqu'où le capitalisme, la technologie, l'industrie et le capital Occidental avec leur uniformisation administrative et culturelle et leur force d'assimilation auraient-ils pu se développer au Moyen-Orient ?

Jusqu'à quel point l'Islam, comme les autres religions du vingtième siècle, aurait-il pu devenir une composante reconnue, modernisée, modérée et assimilée de la superstructure politique du capitalisme mondial.

La question n'est donc pas de savoir si oui ou non la question palestinienne et ce conflit en cours ont donné naissance au nouvel Islam politique (bien que je pense qu'il a eu une grande part de responsabilité), mais plutôt de mesurer combien ce conflit a empêché les Musulmans et les pays musulmans d'intégrer les grands courants du vingtième siècle et le système du capitalisme mondial.

Jusqu'à quel point le développement économique, le transfert de technologie, l'intégration dans la culture occidentale dominante, le développement des fondations d'une société civile capitaliste, la mise en place d'institutions politiques et administratives de type occidental et le développement des modes de pensée intellectuels et culturels (y compris la laïcité, le modernisme et le libéralisme) ont-ils été empêchés dans ces pays par la question palestinienne ?

Le processus de modernisation, de laïcisation et d'occidentalisation des pays d'Islam avait commencé au début du vingtième siècle et il avait, jusque dans les années soixante, obtenu pas mal de résultats.

L'Ouest, cependant, considéra l'intégration dans le camp capitaliste Occidental de la société Moyen-Orientale comme impossible à réaliser et à atteindre à cause de la question palestinienne - un conflit régional qui faisait écho à la polarisation globale fondamentale du temps de la guerre froide - et à cause de sa propre alliance stratégique avec Israël.

Le seul vrai défi à la réaction religieuse ne peut maintenant venir que du socialisme ; mais historiquement, la montée de l'Islam politique militant au Moyen-Orient résulte de la défaite, dans ces pays, du nationalisme bourgeois, de la laïcité, et du modernisme qui, en théorie, pouvaient - ils ont même été en passe de le faire - digérer l'Islamisme.

Même s'il n'était pas question de "Protestantisme islamique", ce processus aurait au moins pu mettre l'Islam, dans ces pays, dans la même position que le catholicisme en Irlande.

Cette victoire bourgeoise était conditionnée, cependant, par le développement capitaliste et industriel, le transfert de la technologie et du capital, ce que l'Occident répugna à faire à cause du conflit israëlo-arabe dans un contexte de guerre froide.

Depuis la création d'Israël, le Moyen-Orient et ses peuples ont été perçus comme le mal par la culture politique occidentale ; ils font partie des principales figures négatives de la culture politique occidentale.

Pour l'Occident, le Moyen-Orient n'est pas l'Amérique Latine ou l'Asie du Sud-Est.

C'est un endroit où il ne faut pas aller. C'est instable, dangereux, imprévisible et hostile.

L'Islam politique a émergé de ce trou noir. Si la question d'Israël n'existait pas, les problèmes de l'Egypte, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite et de l'Irak auraient été les mêmes que ceux du Brésil, du Pérou et du Mexique.

L'Islam politique existerait certainement encore mais il aurait végété comme un mouvement périphérique et sectaire et ne serait pas parvenu dans ces pays au centre de la scène politique.

Question: Comment définissez-vous la laïcité? Dans un système laïc, quelles sont les limites de l'expression religieuse et des mouvements religieux sur les scènes politiques et culturelles?

Mansoor Hekmat: La définition de la laïcité doit correspondre à ce qu'on en attend dans l'usage quotidien, sans l'habiller de trop de radicalisme.

La laïcité signifie séparer la religion de l'Etat et de l'éducation, séparer la religion de l'identité du citoyen et de la définition des droits et devoirs du citoyen.

Faire de la religion une affaire privée; que la religion d'une personne n'entre pas en ligne de compte ni pour définir son identité politique et sociale ni dans son interaction avec l'Etat et la bureaucratie.

Au vu de tout ceci, la laïcité est un assemblage de conditions minimales.

Moi, par exemple, je ne peux pas retrouver dans ce concept l'intégralité de ma position sur la religion et sa place dans la société.

Ma conception ne se limite pas à la laïcité mais elle inclut la lutte consciente de la société contre la religion - de la même manière qu'une partie des ressources de la société sont utilisées pour combattre la malaria et le choléra.

De même que des politiques délibérées sont mises en oeuvre contre la misogynie, le racisme et les mauvais traitements aux enfants, des moyens et de l'énergie devraient être alloués à la "dé-religionisation".

Par religion, bien entendu, j'entends la machinerie religieuse et certaines religions et non la pensée religieuse ni même la croyance en des religions anciennes ou existantes.

Je suis anti-religieux et je souhaite que la société impose plus de limitations, au-delà de la simple laïcité, à la religion organisée et à l'"industrie religieuse".

Si la loi demandait aux religions de s'enregistrer en tant que fondations privées ou sociétés faisant du profit, de payer des impôts, d'être confrontées à des inspections et d'obéir aux différentes lois - y compris les lois sur le travail, sur le droit des enfants, les lois prohibant la discrimination sexuelle, la diffamation, la calomnie tout comme celles qui protègent les animaux - et si l'"industrie de la religion" était traitée comme l'industrie du tabac, alors et seulement alors, on s'approcherait d'une position de principe sur la religion et sur le cadre légal de son expression dans la société.

Question: Peut-être que ce qui fait la différence, c'est que la "dé-religionisation" pourrait être interprétée comme signifiant la suppression des adeptes d'une religion donnée.

Comment peut-on tracer la frontière entre cette position anti-religieuse active et la violation de la liberté de pensée et d'expression?

Mansoor Hekmat: Comme je l'ai mentionné, je fais référence à la religion organisée et aux "industries de la religion" et non aux croyances religieuses.

N'importe qui peut avoir les croyances qu'il veut, peut les exprimer, leur faire de la publicité et s'organiser autour d'elles.

La question est de savoir quelles sont les règles que la société met en place pour se protéger. Aujourd'hui, la société essaie de protéger les enfants contre la publicité de l'industrie du tabac.

La publicité de l'industrie de la religion pourrait être traitée exactement de la même manière. Les fumeurs ont tous leurs droits et peuvent s'établir en association ou institution pour vanter les mérites du tabac et fédérer tous les fumeurs, mais ceci ne signifie pas donner le feu vert à l'industrie du tabac.

Les machineries de l'Islam et des principales autres religions (christianisme, judaïsme, hindouisme, etc.) ne sont pas des sociétés de croyants rassemblés de plein gré autour d'idées spécifiques ; ce sont d'énormes institutions politiques et financières, qui n'ont jamais été examinées soigneusement, qui n'ont pas été assujetties aux lois laïques de la société et n'ont jamais accepté d'assumer la responsabilité de leurs agissements.

Personne n'a mené Mr Khomeini devant le tribunal pour avoir émis une fatwa de mort contre Salman Rushdie, bien que l'incitation au meurtre soit un crime en soi dans tous les pays du monde.

Et ceci n'est qu'un petit exemple du système dans lequel on tue, on mutile, on intimide, on enlève, on torture et on inflige aux enfants de mauvais traitements.

Je pense que les cartels de la drogue de Medellin (les frères Escobar), les triades chinoises et les mafias italiennes (et américaines) ne sont rien en comparaison de la religion organisée.

Je parle donc ici d'une lutte légitime et organisée menée par une société libre et ouverte contre ces entreprises et ces institutions. En même temps, je considère la croyance en n'importe quoi, même en des doctrines rétrogrades et inhumaines, comme le droit indéniable de tout individu.

Question: De quelle base disposent la laïcité et la "dé-religionisation", auxquelles vous faites référence, dans les pays du Moyen-Orient influencés par l'Islam? Jusqu'à quel point la laïcité peut-elle être mise en place dans ces sociétés?

Est-il possible de rester Islamique tout en étant laïc? Quels mouvements dans ces sociétés sont porteurs de laïcité et quelles sont leurs chances de réussite?

Mansoor Hekmat: Je pense que la fatigue intellectuelle de la gauche et que les coups assénés à la pensée radicale et critique et à l'idéalisme social depuis le milieu des années 1970 ont causé le tournant de nombreux intellectuels de gauche bien intentionnés vers une vision regrettable - tacticienne, faite d'étapes, de gradations, évolutionniste - de la lutte pour les idéaux humains fondamentaux.

Il y a cent ans, l'avant-garde de l'humanité aurait bien ri à l'idée que la libération de l'humanité puisse être réalisée par les prêtres, la modération de la religion et l'émergence de nouvelles interprétations en provenance de l'intérieur de l'église elle-même.

Aujourd'hui, avec tristesse, les "lettrés professionnels" et les universitaires peuvent prescrire que la femme iranienne peut dorénavant prendre pour définition de la laïcité l'ajout aux couleurs officiellement autorisées pour son voile d'une nuance un peu plus claire de noir.

A mon avis, tout ceci ne prend pas en compte les dynamiques de la révolution et du changement dans la société. Jusqu'à maintenant, le monde a avancé à coups de soulèvements - transformations spectaculaires et rapides de la pensée, de la technique et des relations sociales. Je pense que ce qui est utopique et impossible, c'est la modération de l'Islam et la transformation graduelle des régimes Islamiques en gouvernements laïcs.

Il est réel et vraisemblable, et maintenant inévitable dans le cas de l'Iran, que la laïcité verra le jour grâce à un soulèvement de masse anti-religieux contre les gouvernements existants et toutes les interprétations et lectures variées de l'Islam.

Question: Quels mouvements ou forces sociales pourraient être les porte-parole de la laïcité au Moyen-Orient?

Mansoor Hekmat: Ceci devrait normalement être la mission historique du capitalisme nouvellement émergent dans ces pays et des mouvements bourgeois du vingtième siècle - la tâche du libéralisme, du nationalisme, du modernisme et de l'occidentalisation.



Pendant un temps, on a supposé que le processus avançait, quoique lentement, sans enthousiasme et partiellement.

Ces mouvements, cependant, ont manqué de souffle au milieu des années 70, le projet d'occidentalisation a échoué et la crise politique s'est aggravée.

Auparavant, les mouvements de l'indépendance au Moyen-Orient n'avaient pas mis en place des gouvernements pro-occidentaux, dans la majorité des cas.

La chute des dynasties a conduit à l'apparition ou l'émergence de gouvernements militaires qui, principalement, tombèrent sous l'influence soviétique dans le contexte de la confrontation Est-Ouest.

Le capitalisme et l'industrie se sont généralement développés au Moyen-Orient sous des gouvernements nationalistes oppressifs. La société civile bourgeoise ne s'est jamais organisée. Au Moyen-Orient, le libéralisme bourgeois et le modernisme n'étaient pas des mouvements significatifs.

Le nationalisme dominant, qu'il soit pro-occidental ou pro-soviétique, s'est généralement maintenu dans une coalition politique avec l'Islam.

En tout cas, la laïcité, en tant que produit intellectuel, politique et administratif du

développement capitaliste, n'est pas apparue au Moyen-Orient.

A mon avis, la bourgeoisie de la région n'a pas la laïcité inscrite à son agenda et est incapable de prendre ce type de position.

Alors, la mise en place d'un système laïc revient aux mouvements socialistes et ouvriers. Et je pense que la victoire de la gauche dans la région, à court terme au moins en Iran, rendra possible cet accomplissement.

Le peuple veut un système laïque, et en l'absence d'un camp de la laïcité à droite, le peuple se rassemblera sous la bannière de la gauche communiste, qui est prête pour un combat essentiel contre l'autorité religieuse.

Question: Jusqu'à quel point est-il possible d'introduire la laïcité dans ces pays?

Mansoor Hekmat: Dans le monde d'aujourd'hui, doté d'un niveau élevé de communication entre ses différentes parties, maintenir une superstructure Islamique dans une région aussi vaste est impossible.

Il n'est pas possible d'arrêter l'émergence de la laïcité au Moyen-Orient. A mon avis, la laïcité est, non seulement susceptible de se réaliser, mais aussi, après les expériences de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'Algérie, un besoin et une demande des peuples de la région.

Le problème essentiel est encore la question palestinienne.

Tout comme la confrontation renforce les factions religieuses réactionnaires en Israël même et leur confère bien plus de pouvoir - disproportionné par rapport à leur poids réel, tout à fait mineur dans la culture et les croyances du peuple - elle rallonge aussi la survie de l'Islam politique et de l'identité Islamique dans le camp opposé.

Plus tôt sera formé un état palestinien indépendant, plus vite l'Islam et l'islamisme seront éradiqués de la région. ■

« Et huit jours plus tôt encore, c'étaient des milliers de manifestants qui, les mains nues devant les soldats en armes, avaient déferlé dans les rues de Téhéran en criant : « Islam, Islam ! » ; « Soldat, mon frère, pourquoi tirer sur ton frère ? viens avec nous sauver le Coran » ; « Khomeyni héritier de Hossein, Khomeyni, nous suivons tes pas. »

Et je connais plus d'un étudiant « de gauche » selon nos catégories, qui, sur le panneau où il avait écrit ses revendications et qu'il tendait à bout de bras, avait marqué en gros caractères : « Gouvernement islamique ».

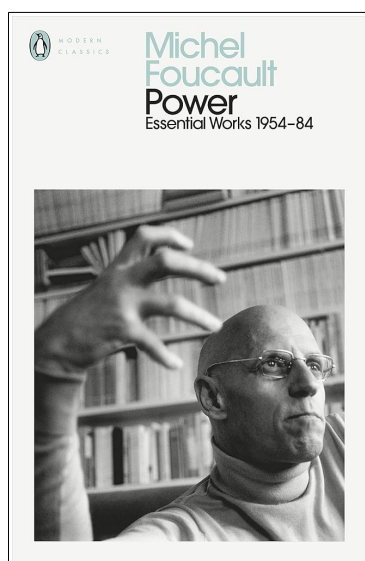
Michel Foucault, « Téhéran : la foi contre le chah », *Corriere della sera*

« Quel sens, pour les hommes qui habitent l'Iran, à rechercher au prix même de leur vie cette chose dont nous avons, nous autres, oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du Christianisme : une spiritualité politique.

J'entends déjà des Français qui rient, mais je sais qu'ils ont tort. »

Michel Foucault, *Dits et écrits*, III 1976-1979

Michel Foucault, prophète de la gauche postmoderne, soutien de la révolution islamique iranienne



Michel Foucault est à la source d'un grand sabotage en France. Il a participé au premier rang à inoculer le poison de l'idéalisme à l'intérieur de la gauche, jouant le rôle supplétif de la contre-révolution bourgeoise dans les années 1960-1970. Sa pensée, connue dans les milieux universitaires partout dans le monde, a irrigué les luttes sociales jusqu'à aujourd'hui avec l'hégémonie du post-structuralisme, appelé aujourd'hui postmodernisme.

Ces mêmes idées sont communes à l'ensemble de la post-gauche, et lui ont fait glorifier la révolution islamique iranienne, suivant les événements de près et en rendant compte régulièrement, notamment sous forme de feuilleton dans le journal italien *El Corriere della Sera*.

L'impact idéologique de Michel Foucault a été énorme en France par le biais de la sociologie et des universités américaines.

Il a été un membre phare de ce qu'on appelle la *French Theory* – la base du postmodernisme, élaboré aux États-Unis grâce à la lecture des philosophes structuralistes français (Derrida, Deleuze, Guattari, Foucault) – et ses idées ont permis de battre en brèche le mouvement ouvrier depuis l'intérieur même des luttes sociales.

Il est tellement central que, dans les milieux universitaires, que cela soit dans le domaine de la littérature, de la philosophie, de l'anthropologie, de la sociologie, il y a presque un concours à celui qui a le plus lu Foucault.

Issu d'une famille bourgeoise, il a entre 14 et 18 ans pendant l'occupation nazie et étudie au collège-lycée Saint-Stanislas, puis en classe préparatoire littéraire au lycée Henri-IV de Poitiers.

Après la guerre, il suit un cursus de type grande école élitiste qui le mènera à enseigner la philosophie, en plus de jouer son rôle d'intellectuel dans la société et d'écrire des livres.

Il ne connaîtra donc pas, dans sa jeunesse, de besoin de changer les choses, puisque durant cette période souvent féconde en engagements, en radicalité et en contestation, ne ressort aucune activité politique.

Ce n'est qu'à la fin des années 1960 qu'il s'engage politiquement alors qu'il est âgé d'une quarantaine d'années. D'abord en accompagnant la révolte étudiante de 1968 à Tunis, où il enseigne, puis en France.

Il y devient titulaire d'une chaire au Collège de France qu'il occupera pendant presque 15 ans tout en se joignant à certaines activités contestataires, notamment des maoïstes français, dans le sillage de la Gauche prolétarienne. Cela concerne essentiellement des luttes anticarcérales, avec les immigrés.

Il peut aisément se faire passer pour un ami de la classe ouvrière en traînant avec les maoïstes, tout en ne croyant pas du tout au rôle révolutionnaire de celle-ci, ni en la révolution, ni en l'Histoire.

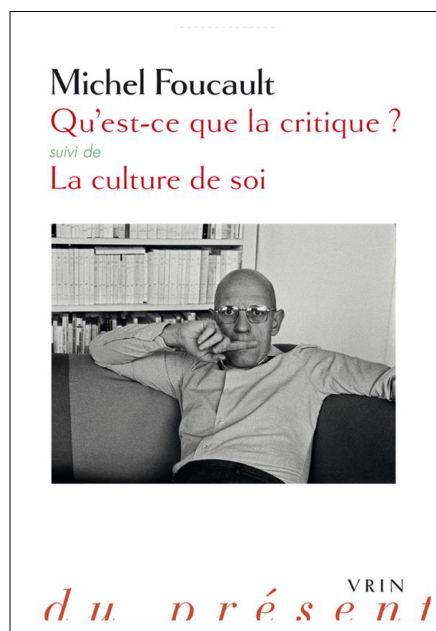
Car son idéologie traduit en fait une peur de la Révolution, une peur des explications du monde totalisantes. Réfutant le matérialisme dialectique, il prône la découverte d'un sujet en résistance face à l'oppression. C'est là que la révolution iranienne en 1978-1979 va profondément l'inspirer, car il peut plaquer sa propre vision sur les événements en cours.

Dans les grandes lignes, on peut résumer la pensée de Michel Foucault comme suit.

1) Toute sa pensée se base sur l'idée que la modernité implique un pouvoir de type diffus à l'aide de normes, codes, lois qui régissent tous les aspects de la vie. Sa borne temporelle est le 18^e siècle, à partir de quoi il y a l'essor des grandes nations, la tendance à l'unification, à l'uniformisation et la naissance des grandes idéologies (le libéralisme et ses dérivés, le marxisme, le fascisme...) qui proposent une vision globale du monde, une explication des choses et des phénomènes.

Il conteste la prétention à l'universel que cela implique. Sa vision rejoint celle de George Orwell (1984), Aldous Huxley (Le meilleur des mondes), Ayn Rand (Atlas Shrugged).

2) Il appelle *biopolitique* le pouvoir produit par un ordre social, un pouvoir non répressif, qui prend pour cible la vie de manière à la gérer, l'optimiser, la normaliser.



Il ne reconnaît pas que cela découle d'une domination de classe, pour lui il s'agit de structures (la classe, la famille, l'école, le travail, mais aussi d'individu à individu).

De cela découle une fascination pour ce qui sort de la norme (ou des normes) comme quelque chose de disruptif, de résistant au pouvoir.

On notera ici que Michel Foucault appelait boîte à outils ses écrits. C'est une allusion de sa part au club homosexuel sado-masochiste qu'il fréquentait à New York, le *Tool box*.

3) Michel Foucault utilise le terme de *dénaturalisation* pour qualifier un moyen de lutte proche de la *déconstruction* formulée par Derrida.

Selon eux il n'y a pas de nature, tout est construit par les structures sociales. La matière et ses lois ne sont pas reconnues, la société est perçue d'un point de vue idéaliste, il n'y a donc pas de cheminement historique, d'étapes, de progrès.

Partant de cela, ils récusent par exemple la philosophie des Lumières comme étant le produit de la pensée occidentale ; il en va de même naturellement du marxisme.

Les objectifs de raison, d'humanisme et de droits humains pour les Lumières, les luttes des classes et la révolution pour le marxisme, ne sont à leurs yeux que des constructions occidentales.

Quand on a saisi cela, on peut commencer à saisir les contours de pourquoi Michel Foucault s'est passionné la révolution islamique iranienne, qu'il décrit comme

« un mouvement qui ne se laisse pas disperser dans des choix politiques, un mouvement traversé par le souffle d'une religion qui parle moins de l'au-delà que de la transfiguration de ce monde-ci. »

La révolution iranienne est profondément anti-moderne, en proposant un retour mythique à l'islam, contre la libéralisation de l'Iran, sous influence américaine et européenne. C'est un pseudo anti-impérialisme porté par l'aspect religieux, identitaire.

Il y a malheureusement, en raison du poids du féodalisme, un énorme engouement populaire. On a donc une unité à la base qui se forme dans la critique de la modernité.

« Il est étonnant de voir ce pays immense, avec une population éparpillée autour de deux grands plateaux désertiques, ce pays qui a pu s'offrir les dernières sophistications de la technique à côté de formes de vie immobile depuis un millénaire, ce pays bridé par la censure et l'absence de libertés publiques et qui fait preuve malgré tout d'une si formidable unité.

C'est la même protestation, c'est la même volonté qui est exprimée par un médecin de Téhéran et un mollah de province, par un ouvrier du pétrole, par un employé des postes et par une étudiante sous le tchador.

Cette volonté a quelque chose de déconcertant. Il s'agit toujours d'une même chose, d'une seule et très précise : le départ du chah. Mais cette chose unique, pour le peuple iranien, cela veut dire tout : la fin de la dépendance, la disparition de la police, la redistribution du revenu pétrolier, la chasse à la corruption, la réactivation de l'islam, un autre mode de vie, de nouveaux rapports avec l'Occident, avec les pays arabes, avec l'Asie, etc. »

Michel Foucault, « Le chef mythique de la révolte de l'Iran », Corriere della sera, 26 novembre 1978.

L'Islam dans sa version chiiste serait en fait pour Michel Foucault un remède à la *biopolitique*, le *le cri de la créature opprimée* (Marx) à prendre tel quel.

« "Que voulez-vous ?" C'est avec cette seule question que je me suis promené à Téhéran et à Qom dans les jours qui ont suivi immédiatement les émeutes.

Je me suis gardé de la poser aux professionnels de la politique ; j'ai préféré discuter longuement parfois avec des religieux, des étudiants, des intellectuels intéressés aux problèmes de l'islam ou, encore, avec de ces anciens guérilleros qui avaient abandonné la lutte armée en 1976 et avaient décidé de mener leur action sur un tout autre mode, à l'intérieur de la société traditionnelle.

"Que voulez-vous ?" Pendant tout mon séjour en Iran, je n'ai pas entendu une seule fois prononcer le mot « révolution ».

Mais quatre fois sur cinq, on m'a répondu : « **Le gouvernement islamique.** »

Ce n'était pas une surprise. L'ayatollah Khomeyni avait déjà fait cette réponse lapidaire à des journalistes ; il en était resté là.

Qu'est-ce que cela veut dire et précisément dans un pays comme l'Iran – pays à grosse majorité musulmane, mais pays non arabe et non sunnite, donc moins sensible qu'un autre au panislamisme ou au panarabisme ?

L'islam chiite, en effet, présente un certain nombre de traits susceptibles de donner à la volonté de « gouvernement islamique » une coloration particulière.

Absence de hiérarchie dans le clergé, indépendance des religieux les uns par rapport aux autres, mais dépendance (même financière) à l'égard de ceux qui les écoutent, importance de l'autorité purement spirituelle, rôle à la fois d'écho et de guide que doit jouer le clergé pour soutenir son influence - voilà pour l'organisation.

Et pour la doctrine, c'est le principe que **la vérité n'a pas été parachevée** par le sceau du dernier prophète ; après Mahomet commence un autre cycle de révélation, celui, inachevé, des imams qui, à travers leurs paroles, leur exemple et leur martyre aussi, portent **une lumière, toujours la même et toujours changeante** ; c'est elle qui permet d'éclairer, de l'intérieur, **la loi, laquelle n'est pas faite seulement pour être conservée mais pour délivrer, au long du temps, le sens spirituel qu'elle recèle.**

Même invisible avant son retour promis, le douzième imam n'est donc pas radicalement et fatalement absent : ce sont les hommes eux-mêmes qui le font revenir à mesure que les éclaire davantage la vérité à laquelle ils s'éveillent.

On dit souvent que, pour le chiisme, tout pouvoir est mauvais du moment qu'il n'est pas le pouvoir de l'imam.

Les choses, on le voit, sont beaucoup plus complexes.

L'ayatollah Chariat Madari me l'a dit, dès les premières minutes de notre entretien : « Nous attendons le retour de l'imam, ce qui ne veut pas dire que nous renoncions à la possibilité d'un bon gouvernement. Vous vous y efforcez aussi, vous autres chrétiens, qui attendez pourtant le jour du Jugement. »

Et comme pour mieux authentifier son propos, l'ayatollah, quand il m'a reçu, était entouré de plusieurs membres du comité pour les droits de l'homme en Iran.

Un fait doit être clair : par « gouvernement islamique », personne, en Iran, n'entend un régime politique dans lequel le clergé jouerait un rôle de direction ou d'encadrement.

L'expression m'a paru être employée pour désigner deux ordres de choses.

« Une utopie », m'ont dit certains sans nuance péjorative. « Un idéal », m'ont dit la plupart.

C'est en tout cas quelque chose de très vieux et aussi de très éloigné dans le futur : revenir à ce que fut l'islam au temps du Prophète ; mais aussi avancer vers un point lumineux et lointain où il serait possible de renouer avec une fidélité plutôt que de maintenir une obéissance.

Dans la recherche de cet idéal, la méfiance à l'égard du légalisme m'a paru essentielle, avec la foi en la créativité de l'islam. »

« À quoi rêvent les Iraniens ? », Le Nouvel Observateur, 16-22 octobre 1978

Ce qu'a vu Michel Foucault dans la révolution iranienne, c'est un peuple exprimant une rébellion envers un pouvoir allié à l'Occident, uni par une religion particulière. La place du chiisme, comme variante de l'Islam, dans l'idéalisation de la révolution iranienne par Michel Foucault est absolument capitale.

On peut voir ci-dessus, à travers certains des éléments mis en gras, que pour lui les chiites entretenaient principalement, voire uniquement, l'aspect mystique et n'insistaient pas, voire restaient sur leurs garde quant à la question de la loi, de l'ordre, de l'organisation sociale.

C'est pour cela que Michel Foucault insiste sur l'autonomie des imams (ceux qui prêchent proche du peuple) et l'autonomie de pensée de ceux qui les écoutent. On choisit son imam, donc on est libre. Le pouvoir effectif dans la religion monothéiste, via le clergé ou le livre, serait ainsi désamorcé.

Et aussi, il y a l'idée que la mystique du chiisme renouvelle en permanence la production d'une opposition au pouvoir par le biais de martyres en attendant le retour du 12^e imam, qui s'est *occulté* il y a des siècles pour revenir sauver le monde.

Il rapporte de la manière suivante une entrevue avec l'ayatollah Chariat Madari dans l'article *Téhéran : la foi contre le chah*.

« Je n'ai même pas eu à lui demander si cette religion qui appelle tour à tour à la bataille et à la commémoration n'est pas au fond fascinée par la mort – plus préoccupée peut-être du martyr que de la victoire.

Je savais ce qu'il m'aurait répondu : « Ce qui vous préoccupe, vous autres Occidentaux, c'est la mort ; vous lui demandez de vous détacher de la vie ; elle vous enseigne le renoncement.

Nous, nous nous soucions des morts, car ils nous attachent à la vie ; nous leur tendons la main pour qu'ils nous lient au devoir permanent de justice. Ils nous parlent du droit et de la lutte qui le fait triompher. »

Vous savez la phrase qui fait ces temps-ci le plus ricaner les Iraniens ? Celle qui leur paraît la plus sotte, la plus plate, la plus occidentale ? « La religion, opium du peuple. »

Jusqu'à l'actuelle dynastie, **les mollahs, sur les mosquées, prêchaient avec un fusil à leur côté**. À 90 % les Iraniens sont chiites. Ils attendent le retour du douzième imam qui fera régner sur la terre l'ordre vrai de l'islam.

Mais cette croyance n'annonce pas chaque jour pour chaque lendemain le grand événement ; **elle n'accepte pas non plus indéfiniment tous les longs malheurs du monde**. »

On voit ici la portée populaire et sociale du chiisme, à travers la volonté de justice et de corriger l'Humanité en permanence. Le triomphe d'une révolution portée par le peuple et le chiisme portait donc, pour les tenants de cette lecture partielle du chiisme, l'assurance d'une *révolution permanente* et l'impossibilité d'une fixation idéologique contraignante.

En conséquence, Michel Foucault juge largement l'ésotérisme chiite comme une qualité supplémentaire dans un mouvement perpétuel de libération, en témoigne le mode répétitif du mouvement, à la manière d'une boucle.

La répétition ne fait pas peur, tant qu'elle est nimbée de la ferveur religieuse.

Il écrit au moment de la chute du régime du chah dans *Une poudrière appelée islam*, paru le 13 février 1979 :

« Il n'était pas besoin d'être voyant pour constater que la religion ne constituait pas une forme de compromis, mais bel et bien une force : celle qui pouvait faire soulever un peuple non seulement contre le souverain et sa police, mais contre tout un régime, tout un mode de vie, tout un monde.

Mais les choses, aujourd'hui, apparaissent assez clairement et permettent de retracer ce qu'il faut appeler la stratégie du mouvement religieux.

Les longues manifestations – sanglantes parfois, mais incessamment répétées – étaient autant d'actes juridiques et politiques à la fois qui privaient le chah de sa légitimité et le personnel politique de sa représentativité. »

Au fond, Michel Foucault pensait vraiment qu'une révolution islamique était le contre-pied de ce qu'avait produit l'Occident et pouvait amener un bouleversement au Moyen-Orient. Il évoque notamment la cause palestinienne en misant sur l'islamisme comme levier positif :

« Choix décisif pour ce mouvement qui est parvenu à un résultat infiniment rare au XX^e siècle : un peuple sans armes qui se dresse tout entier et renverse de ses mains un régime « tout puissant ».

Mais son importance historique ne tiendra peut-être pas à sa conformité à un modèle « révolutionnaire » reconnu.

Il la devra plutôt à la possibilité qu'il aura de bouleverser les données politiques du Moyen-Orient, donc l'équilibre stratégique mondial.

Sa singularité qui a constitué jusqu'ici sa force risque bien de faire par la suite sa puissance d'expansion.

C'est bien, en effet, comme mouvement « islamique » qu'il peut incendier toute la région, renverser les régimes les plus instables et inquiéter les plus solides.

L'Islam – qui n'est pas simplement une religion, mais un mode de vie, une appartenance à une histoire et à une civilisation – risque de constituer une gigantesque poudrière, à l'échelle de centaines de millions d'hommes.

Depuis hier, tout État musulman peut être révolutionné de l'intérieur, à partir de ses traditions séculaires.

Et de fait : il faut bien reconnaître que la revendication des « justes droits du peuple palestinien » n'a guère soulevé les peuples arabes.

Qu'en serait-il si cette cause recevait le dynamisme d'un mouvement islamique, bien plus fort qu'une référence marxiste-léniniste ou maoïste ?

En retour : quelle vigueur recevrait le mouvement « religieux » de Khomeyni s'il proposait la libération de la Palestine comme objectif ? Le Jourdain ne coule plus très loin de l'Iran. »

Soulignons ici que son respect pour l'efficacité d'un mouvement *sans armes* sert encore une fois à disqualifier le principe de lutte armée défendu alors par la gauche révolutionnaire. Michel Foucault agit telle une cinquième colonne, tel un *ultra* révolutionnaire qui sert, en réalité, l'esprit de capitulation.

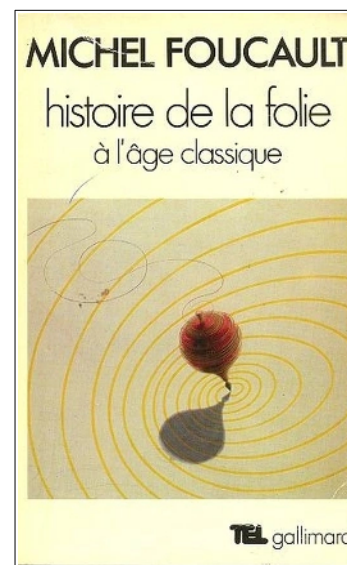
On est aussi très proche d'une position défendue aujourd'hui par La France Insoumise (LFI) et ses soutiens concernant le Hamas, mais aussi concernant les organisations islamistes en France.

L'islam est mis en avant à tout prix, comme quelque chose d'essentiellement rebelle car rigoureusement opprimé. On est dans la notion foucauldienne de structure entraînant obligatoirement la résistance.

Même passif, un musulman relèverait de la résistance simplement du fait d'exister, de ne pas rentrer dans la norme, dans la majorité. Cela s'applique d'ailleurs à toutes les minorités, les particularités, les exclus, mais toutes ne représentent pas un électorat potentiel de la même envergure, d'où la surexploitation de la figure arabo-musulmane dans l'imaginaire LFI.

La révolution iranienne prenait donc une forme qui correspondait aux attentes de Michel Foucault, celle-là même qui permettait de valider sa vision du monde, en concurrence avec l'idéologie communiste.

Michel Foucault ne tombe pas de nulle part, il s'inscrit dans la grande tradition qui a toujours existé depuis Marx et la naissance du mouvement ouvrier, émanant de la bourgeoisie, de manière masquée, de dire que le marxisme ne se suffit pas à lui-même.



Pour ce faire, des faux marxistes ou des *marxisants* puisent dans différentes théories philosophiques teintées d'idéalisme. Cela a donné de nombreuses synthèses du marxisme, et c'est notamment ce que dénonce Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme* face à des tentatives de révision venant de l'intérieur du parti social-démocrate russe.

À notre époque, dans la gauche postmoderne, de nombreuses personnes se revendiquent à la fois du marxisme et à la fois de bien d'autres choses, tirées de théories universitaires bourgeoises. Il y a notamment une défense de *l'affect* comme guide quasi spirituel des masses opprimées.



Ce concept, issu des théories décoloniales ayant elles-mêmes pioché dans la notion de *biopolitique* de Michel Foucault, met en avant les mouvements guidés par les émotions produites par l'oppression (rage, humiliation...).

Cela permet de mettre de côté l'analyse de classe, du mode de production et toute analyse en général pour laisser parler une sorte de vérité organique de l'opprimé.

Cela est largement repris par La France Insoumise, notamment dans le soutien des émeutes de 2023 ou, précédemment, lors de la crise des gilets jaunes. Ici, on a un affect qui mène à la voie de garage du populisme, tandis qu'avec le soutien au Hamas ou à la République islamique d'Iran, on peut parler d'islamo-gauchisme.

Ce qui a été justement intéressant lors de la révolution islamique d'Iran, pour les tenants d'une synthèse avec des formes d'idéalisme, c'est de pouvoir s'appuyer sur un mouvement de masse historique et pas simplement sur une théorie universitaire abstraite.

De là on peut réellement parler d'un islamo-gauchisme, à la fois théorique et pratique. La part d'idéalisme intégré aux principes révolutionnaires consistant en l'islam chiite.

C'est une vision fantasmée et unilatérale de celui-ci qui a été mise en avant, comme étant une identité révolutionnaire.

Ainsi, les positions du type de celles de Foucault en Iran, ou de la gauche postmoderne face à la question palestinienne, nient le droit aux peuples de se tromper, d'être critiqués, de progresser. C'est une sorte de misérabilisme introduisant le relativisme culturel, voire ethnique et donc le racisme, d'une manière insidieuse.

À la différence qu'en 2025 leur soutien à une idéologie réactionnaire passe directement par un régime s'inscrivant dans la guerre de repartage impérialiste. Et par là, on arrive enfin à la fin de tout un courant né de 1979 autour de l'islam politique.

L'Histoire est une preuve scientifique de la vacuité de leur idéologie. La seconde crise générale du capitalisme mène à la fermeture de toutes les parenthèses contre-révolutionnaires du 20^e siècle.

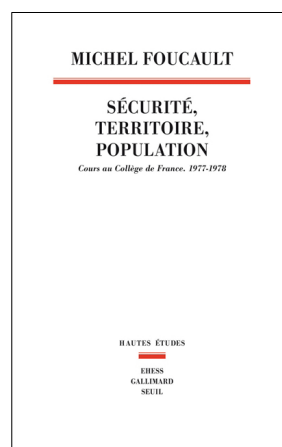
Contrairement à Michel Foucault et aux postmodernes, les communistes, grâce au Matérialisme dialectique, voient l'Histoire comme l'expression du mouvement de la matière appliqué à la société humaine.

Et ce mouvement est non linéaire, infini et va vers toujours plus d'unification et de complexité. Le communisme doit compléter l'unification humaine, le retour à la Nature et les gens comme Michel Foucault et les postmodernes soufflent sur les braises de la division du monde en particularités, ne reconnaissent pas une trajectoire commune à tous les humains.

Le matérialisme dialectique, à l'inverse, prend en compte les spécificités nationales, pour mieux réaliser l'unification.

Cette unification rapproche les gens tout en participant à l'élaboration d'une humanité plus riche, plus métissée et complexe.

Tout dans l'évolution de l'Histoire va dans ce sens, la Révolution va pouvoir enfin devenir une actualité. ■



La politique est le point de départ de toute action pratique d'un parti révolutionnaire et se manifeste dans le développement et l'aboutissement des actions de ce parti. Toute action d'un parti révolutionnaire est l'application de sa politique. S'il n'applique pas une politique juste, il applique une politique erronée; s'il n'applique pas consciemment une politique, il l'applique aveuglément. Ce que nous appelons expérience, c'est le processus d'application d'une politique et son aboutissement. C'est par la pratique du peuple seulement, c'est-à-dire par l'expérience, que nous pouvons vérifier si une politique est juste ou erronée, et déterminer dans quelle mesure elle est juste ou erronée. Mais la pratique des hommes, spécialement la pratique d'un parti révolutionnaire et des masses révolutionnaires, se rattache nécessairement à une politique ou à une autre. Par conséquent, avant de mener une action, nous devons expliquer clairement aux membres du Parti et aux masses la politique que nous avons formulée à la lumière des circonstances. Sinon, les membres du Parti et les masses s'écarteront de la direction politique donnée par notre Parti, agiront à l'aveuglette et appliqueront une politique erronée.

Mao Zedong

La présence française en Iran

« Depuis la découverte de la Perse par les milieux cultivés français à travers les récits de voyage de Chardin au 17ème siècle, la France et l'Iran ont un long passé d'échanges culturels.

La richesse du patrimoine et de la création contemporaine en Iran favorise aujourd'hui des contacts riches et diversifiés entre artistes et professionnels des deux pays, en particulier dans les domaines des arts visuels, du cinéma, du théâtre, de l'architecture et de l'urbanisme, de la musique ainsi que des résidences d'artistes. »

Ces paroles de l'Ambassade de France à Téhéran en 2025 sont très poétiques et on ne doute pas que les Français aimeraient beaucoup y croire. Néanmoins, à notre époque la civilisation et la culture en particulier servent surtout de faire-valoir, car il n'y a que le marché qui compte.

Et c'est en fait surtout par son capitalisme que la France a été présente en Iran, ce grand marché de 90 millions de consommateurs.

Mais plutôt faudrait-il dire : « a été présente jusqu'à récemment », car les sanctions américaines massives contre l'Iran (un embargo drastique), en raison de son programme nucléaire, ont bouleversé les échanges en 2010.

Tout simplement, les entreprises françaises dans de nombreux secteurs ont dû se retirer, sous peine de ne plus avoir accès au système financier américain dans le cas contraire.

Dans un rapport du Sénat français de juin 2014, il était constaté qu'en raison de ses fortes connexions commerciales avec l'Iran, « *la France est la grande perdante des sanctions prises contre l'Iran* ».

Concrètement, les échanges commerciaux entre la France et l'Iran se sont effondrés à 530 millions d'euros en 2013, en lieu et place de 4 milliards d'euros en 2004, avec un décrochage brutal à partir de 2012. Ce furent 40 millions d'euros d'importations et 490 millions d'exportations en 2013, contre 2 milliards d'euros de part et d'autre en 2004.

Historiquement, c'est dans le secteur automobile (PSA et Renault) que les affaires françaises étaient importantes, pour plus d'un milliard d'euros en 2004, soit la moitié du total. Les sanctions américaines du début des années 2010 ont bouleversé ces échanges, qui se sont finalement concentrés sur les rares secteurs autorisés.

Ainsi, il s'agit maintenant essentiellement de préparations pharmaceutiques, et pour le reste de produits manufacturés très spécifiques (tubes, tuyaux, profilés, pièces détachées pour automobiles, équipements médicaux, parfums, matériel de distribution et commande électrique, produits chimiques). Dans le sens inverse, les importations sont faibles et ne concernent globalement que des pistaches ou des dattes et des tapis.

En 2013, selon les statistiques du FMI, la France n'était plus que le 7^e fournisseur de l'Iran et la Chine était devenue le premier, avec ensuite la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie. En 2022, elle tombait à la 13^e place (et la Chine toujours première).

Les partenaires commerciaux de l'Iran sont selon le FMI en 2022 :

Fournisseurs

Chine (1^{er})
Émirats arabes unis (2^e)
Turquie (3^e)
Russie (4^e)
France (13^e)

Clients

Chine (1^{er})
Turquie (2^e)
Afghanistan (3^e)
Taïwan (4^e)
France (46^e)

La situation du capitalisme français en Iran est d'autant plus complexe qu'il y a eu une tentative de retour massif sur le marché en 2015 après l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA). Preuve de cet engouement, un avion français spécialement affrété par le Medef emmenait cette année-là une centaine de représentants industriels français (EDF, Lafarge, Orange, etc.) et deux ministres (Agriculture et Commerce extérieur) à Téhéran.

Cela était en réalité très précaire et tout s'est effondré en 2018 avec le retrait des États-Unis de cet accord. PSA et Renault, ainsi que Total dans le secteur énergétique, avaient mis en place leur retour sur ce marché, mais la position américaine (« snap-back ») signifiait un rétablissement de l'embargo. Airbus également (en grande partie français et lié au capitalisme français) a dû annuler des contrats en 2018 (une centaine d'avions).

Ainsi, malgré une relation historique avec Iran Khodro (IKCO), le groupe PSA qui produisait localement et exportait a maintenant une activité officiellement nulle en Iran (des Peugeot 405 et 206 ont malgré tout été produites avec des pièces de contrefaçon chinoise). Il en est de même pour Renault, qui produisait des modèles Dacia, mais qui n'opère plus officiellement en Iran.

En 2017, le groupe Total avait signé un accord d'envergure pour développer la phase 11 du gisement gazier de South Pars, mais a tout abandonné en 2018.

En revanche, le groupe français Sanofi maintient sa présence historique en Iran, bien que son activité soit largement entravée par des complications administratives et financières ; si le secteur des médicaments n'est pas concerné par les sanctions, n'importe quel commerce les subit forcément indirectement. C'est exactement la même chose pour le groupe Danone, dont l'activité historique en Iran n'est pas directement concernée par les sanctions, mais est rendue difficile en raison de la situation générale.

Néanmoins, la situation la plus marquante est celle du secteur bancaire français, un pilier de l'impérialisme français, qui ne peut plus avoir aucune activité en Iran. En 2014, la superpuissance américaine avait infligé une gigantesque amende de 9 milliards de dollars à la BNP Paribas, pour violation des embargos américains notamment en Iran (probablement « surtout » en Iran).

Ce fut un choc majeur, marquant particulièrement la faiblesse de la France, devenue clairement une puissance de second rang, inféodée à la superpuissance américaine. De manière générale, l'échec de la pénétration capitaliste française en Iran, en raison des ordres américains, largement remplacée par la Chine, illustre très bien la nouvelle situation mondiale : il y a deux blocs, deux superpuissances qui s'affrontent, et le monde entier est happé par cette tendance. Il n'y a plus vraiment de passerelles possibles. ■

Les relations bilatérales entre la France et l'Iran d'après le ministère français des Affaires étrangères

Echanges commerciaux

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution 2022/23	Evolution/an 2019/2023 ¹
Exportations françaises (M€) (douanes françaises)	375,6	254,2	224,4	313,0	282,6	-10%	-7%
Importations vers la France (M€) (douanes françaises)	46,4	43,5	46,1	53,5	41,0	-23%	-3%
Total des échanges (M€) (douanes françaises)	422,0	297,7	270,6	366,6	323,7	-12%	-6%
Solde des échanges (M€) (douanes françaises)	329,1	210,7	178,3	259,5	241,6	-7%	-7%
Nombre d'opérateurs à l'exportation* (Douanes françaises)	nd	nd	1 232	359	nd		

Hors matériel militaire

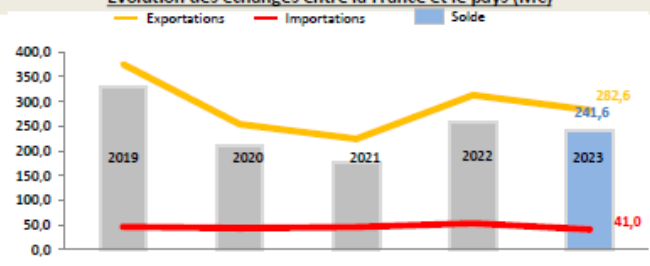
* Seuls les territoires vers lesquels au moins 50 exportateurs sont comptabilisés au titre de l'année 2021 figurent dans ce tableau

¹ Croissance par an sur la période 2019-2023 (Taux de croissance annuel moyen)

Position du pays dans le commerce extérieur de la France (2023)

L'Iran est le 104^{ème} partenaire commercial de la France.
L'Iran est le 87^{ème} client de la France, son 124^{ème} fournisseur et son 35^{ème} excédent. Il représente 0,048% des exportations de la France dans le monde.
Au sein de la région Afrique du nord - Moyen-orient, le pays est le 16^{ème} client de la France, son 16^{ème} fournisseur et son 6^{ème} excédent. Il représente 0,88% des exportations dans la région.

Evolution des échanges entre la France et le pays (M€)



Source : Douanes françaises

Structure des échanges (hors matériel militaire)

Premiers postes d'exportations vers le pays (2023, M€, % du total)

Poste 1	Produits pharmaceutiques	78 (27,5%)
Poste 2	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	61 (21,6%)
Poste 3	Produits manufacturés divers	43,7 (15,5%)
Poste 4	Produits des industries agroalimentaires (IAA)	28,7 (10,2%)

Premiers postes d'importations à partir du pays (2023, M€, % du total)

Poste 1	Produits des industries agroalimentaires (IAA)	14 (33,8%)
Poste 2	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	11,2 (27,3%)
Poste 3	Produits métallurgiques et produits métalliques	3,9 (9,4%)
Poste 4	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	3,8 (9,2%)

Lettre de la Coalition américaine contre le nucléaire iranien au président de PSA le 10 avril 2012

[L'organisation liée au gouvernement américain agit sous le label « United Against Nuclear Iran » ; elle est dirigée par un ancien ambassadeur des États-Unis aux Nations unies.]

Monsieur Varin,

United Against Nuclear Iran (« UANI ») vous écrit pour faire suite aux récentes déclarations de General Motors (« GM ») aux médias concernant les activités de PSA Peugeot Citroën (« Peugeot ») en Iran. Le mercredi 28 mars 2012, Greg Martin, porte-parole de GM, a déclaré que Peugeot avait « interrompu ses relations commerciales avec l'Iran » (Agence France-Presse, « Le lobby anti-iranien met fin à l'accord GM-Peugeot », 28/03/2012).

GM a également déclaré aux médias que Peugeot avait « pris la décision de suspendre la production et les expéditions de matériaux vers l'Iran il y a quelque temps » (Wall Street Journal, « GM affirme que Peugeot a suspendu ses expéditions vers le constructeur automobile iranien », 28/08/2012). Parallèlement, un porte-parole de Peugeot a présenté une position contradictoire : si Peugeot a suspendu ses expéditions vers l'Iran en mars et avril, cette décision de cesser ses activités en Iran continue d'être prise « mois après mois » (Agence France-Presse, « Le lobby anti-iranien met fin à l'accord GM-Peugeot », 28/03/2012).

Les déclarations de GM et Peugeot ne répondent pas de manière substantielle aux préoccupations de l'UANI concernant les activités de Peugeot en Iran. Dans notre lettre du 12 mars 2012, l'UANI exprimait ses inquiétudes concernant le partenariat lucratif et de longue date de Peugeot avec des entités liées au Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), force motrice idéologique, sécuritaire et militaire du régime iranien et garante de ses programmes de missiles et d'armes nucléaires.

Par ailleurs, il n'est pas certain que la décision annoncée par Peugeot de suspendre la production et l'expédition de matériel vers l'Iran signifie que Peugeot a mis fin à sa vaste coopération avec Iran Khodro Group (« IKCO ») et, plus précisément, qu'elle a cessé de soutenir les projets de « voitures nationales » d'IKCO. En tant que premier constructeur automobile iranien, IKCO a été choisi par le régime iranien pour produire des « voitures nationales » dans le cadre d'un effort plus large visant à acquérir des technologies et une expertise étrangères afin de développer son industrie automobile nationale et de pénétrer le lucratif marché de l'exportation automobile.

Dans ce cadre, IKCO conçoit et produit les modèles Samand, Runna et Dena en collaboration avec Peugeot. Par exemple, ces modèles utilisent des pièces et des technologies Peugeot, notamment les plateformes 307 et 405 et les moteurs PSA XU. En 2010, les modèles Peugeot et dérivés de Peugeot représentaient plus de 80 % de la production d'IKCO et près de 40 % de la production automobile totale iranienne. (Iran Vehicle Manufacturing Association, « Production 2010 ») Le partenariat de Peugeot avec IKCO a permis à IKCO de développer une présence sur le marché dans plus de 30 pays et de devenir le plus grand constructeur automobile du Moyen-Orient.

Compte tenu du partenariat de Peugeot avec GM, une entreprise sauvée de la faillite et détenue à 31,9 % par des contribuables américains, il est impératif que Peugeot apporte plus de substance et de clarté à ses récentes déclarations et confirme avoir, entre autres, rompu complètement ses relations avec les entités affiliées au CGRI, dont IKCO.

Par conséquent, l'UANI appelle Peugeot à confirmer immédiatement qu'elle n'exerce aucune activité ni ne fournit de biens ou de services en Iran, directement ou par l'intermédiaire d'entités juridiques qu'elle contrôle, de filiales, de sociétés affiliées ou de participations bénéficiaires étrangères.

Veuillez également confirmer que Peugeot n'est impliqué dans la mise en œuvre d'aucun accord avec une entité ou une autorité gouvernementale iranienne, y compris IKCO, et qu'elle ne fournit plus de plateformes ni de technologies à IKCO pour la production des modèles Samand, Runna, Dena et/ou de tout autre modèle de voiture nationale. Veuillez également expliquer les mesures prises par Peugeot pour s'assurer que les plateformes et technologies Peugeot ne sont plus utilisées par IKCO. L'UANI demande également à Peugeot de confirmer qu'elle n'a aucune intention d'exercer des activités en Iran à l'avenir.

En raison de l'urgence de cette situation, veuillez nous informer, au plus tard le 16 avril 2012, si Peugeot a mis fin à ses activités en Iran.

Nous vous remercions de votre attention immédiate.

Sincèrement,
Ambassadeur Mark D. Wallace

Communiqué commun de Sanofi et du ministère iranien de la Santé et de l'Éducation en 2016 après la signature d'un mémorandum de coopération

Paris et Téhéran - Le 28 janvier 2016 - Sanofi et la Food and Drug Administration iranienne, rattachée au Ministère de la Santé et de l'Éducation médicale de la République islamique d'Iran, ont signé un mémorandum de coopération afin d'entamer des pourparlers sur les modalités qui pourraient permettre à Sanofi de mettre son savoir-faire et ses compétences au service de la population iranienne.

« Sanofi a bâti une présence durable en Iran et, en sa qualité de première multinationale de santé dans ce pays, s'est engagée à offrir des solutions de santé innovantes et adaptées à la population iranienne », a déclaré Serge Weinberg, Président du Conseil d'administration de Sanofi. « Dans le cadre de cette coopération, nous allons étudier la possibilité de conforter notre empreinte en Iran, où nous sommes implantés depuis plus de 10 ans, et de renforcer les collaborations industrielles déjà en place. »

Le mémorandum concerne des discussions et des collaborations potentielles dans trois domaines : Sanofi étudiera les moyens de renforcer ses partenariats actuels avec des fabricants iraniens de renom afin de les faire davantage profiter de son savoir-faire en matière de normes de qualité industrielle. Le Groupe étudiera aussi comment accélérer les transferts de connaissances et de technologies pour permettre à des fabricants iraniens réputés et fiables de fabriquer des produits pharmaceutiques de haute qualité pour le traitement de maladies chroniques et non transmissibles.

En collaboration avec le Ministère de la Santé, Sanofi participera à des programmes de prévention de certaines maladies chroniques et non transmissibles, ainsi qu'à des programmes de prise en charge des facteurs de risque qui s'y rattachent, en particulier le diabète. Le troisième domaine concernera l'évaluation de collaborations potentielles de nature à promouvoir la conduite d'études épidémiologiques et à améliorer la disponibilité de registres épidémiologiques précis, fiables et utiles. Sanofi et le Ministère de la Santé sont convenus qu'il était essentiel de donner aux décideurs les moyens de définir et d'élaborer des politiques efficaces à fortes retombées sociales dans le secteur de la santé.

Sanofi étudiera par conséquent la possibilité d'amener la communauté scientifique iranienne à se pencher sur ces questions et de mettre à la disposition du Ministère de la Santé sa connaissance approfondie des études et registres épidémiologiques, à l'échelle nationale comme internationale, pour mieux lutter contre les maladies chroniques et non transmissibles dans des domaines comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, la sclérose en plaques et les maladies rares. Toutes les évaluations seront réalisées conformément aux lois applicables et dans le respect des restrictions s'appliquant aux échanges commerciaux.

À propos de Sanofi en Iran

Sanofi a établi une présence légale dans la République islamique d'Iran en 2006 à travers un bureau de représentation. Le Groupe développe aussi sa présence dans ce pays depuis 2009 au travers de collaborations avec d'importants partenaires iraniens pour la fabrication de certains de ses principaux produits pharmaceutiques. Celles-ci ont donné lieu à des transferts de technologies et de savoir-faire significatifs. En conséquence, les produits fabriqués localement représentent 55 % du chiffre d'affaires que le Groupe réalise en Iran.

L'Iran pris dans la guerre pour le repartage du monde vu depuis la France : la nécessité d'une vision du monde matérialiste dialectique

C'est peu dire que l'Iran fascine la France de manière profonde. Ce qui vient immédiatement, ce sont des choses aussi présente dans notre imaginaire que le jeu des échecs, dont le nom dérive de l'expression persane : šâh mât, le roi est mort, qui a donné "échec et mat".

Aussi bien les mots comme azur ou carmin sont des noms persans, l'art des blasons et toute l'héraldique de la chevalerie féodale doit énormément à la culture arabo-persane, et cela sans parler bien sûr de toute l'immense apport de la science arabo-persane qui a irrigué et élevée l'Occident latin féodal.

On peut penser plus encore à Montesquieu et ses fameuses *Lettres Persanes* (1721) où le philosophe des Lumières propose un portrait critique de la France à travers les yeux d'un avatar, celui d'un noble persan nommé Usbek, qui voyage en Occident, et notamment en France à la fin du règne de Louis XIV.

On trouve dans ce roman un résumé de tout ce que l'esprit français classique saisit quand il se tourne vers l'Orient qu'il imagine, et que la Perse particulièrement, incarne aux yeux des savants occidentaux.

La Perse de l'orientalisme français résume en quelque sorte la fascination française pour l'Islam, en particulier au sein de la bourgeoisie cultivée : ce qui est vu dans l'Orient c'est en fait un alter ego de l'Occident, un hellénisme puritain voire archaïque, une esthétique virile charmante

portée à la poésie, mêlant misogynie et homosexualité à tendance pédéraste, une chevalerie ascétique et eschatologique patiente assumant à la fois l'honneur et le sacrifice héroïque au calcul et à la perfidie la plus vile.

L'Orient pour la bourgeoisie française au bout du compte, et jusqu'à notre époque, c'est l'avatar de sa fascination pour le féodalisme qu'elle n'a pas été en mesure d'écraser jusqu'au bout.

C'est aussi ce qui fait qu'il y a une dimension « anti-coloniale » dans l'orientalisme bourgeois. Ni l'Afrique, ni l'Amérique, ni même l'extrême-Orient asiatique n'ont suscité une telle charge de conscience critique au sein de la bourgeoisie française. On ne retrouve en fait un tel anti-colonialisme que dans la projection sur le Pacifique, et de manière plus thématique que culturelle, sur la question de l'esclavage.

Mais dans ces deux cas, l'avatar confronté avec l'esprit bourgeois français, c'est la figure du « bon sauvage », de « l'état de Nature », qui est justement un levier de la critique anti-féodale de la bourgeoisie, qu'on ne retrouve précisément pas dans l'orientalisme.

L'oriental, c'est tout au contraire, le féodal « pur », vaincu par la modernité bourgeoise mais vainqueur par ses « valeurs » aristocratiques fascinantes.

L'esclavage des femmes et la ségrégation sexuelle porté à son comble est ce qui heurte le plus l'esprit français bourgeois dans ce féodalisme oriental, mais sorti de cette dimension, la fascination-répulsion l'emporte nettement sur la critique anti-féodale.

On retrouve cette fascination autour du personnage d'Abd el Kader (1808-1883) dans ce qui sera l'Algérie comme dans la fascination *christique* pour la Palestine de la petite-bourgeoisie française, tout comme dans l'imaginaire ottomaniste autour d'Istanbul, de l'Arménie, du Liban, de l'Égypte et la fascination est d'ailleurs réciproque, si on songe à la teneur de la *Lettre aux Français* (1858) de l'émir Abd el Kader justement, ou à la polémique entre Ernest Renan et Djamal al Afghani sur l'Islam et la modernité dans les années 1880.

La Perse n'est pas le seul objet de cette fascination orientaliste bien entendu, et comme l'Orient est justement une catégorie idéologique bourgeoise, il y a forcément un côté « fourre-tout » qui lui donne une pseudo-dynamique ; la même base peut se reformuler à l'envie.

C'est exactement ce que l'on retrouve quand Michel Foucault, dans une série d'articles ramenée sous le titre *La révolte de l'âme* (ce qui veut absolument tout dire), a expliqué que la révolution islamique en Iran en 1978-1979 aurait été une revitalisation spirituelle menée contre la modernité bourgeoise de l'Occident, qu'il s'agissait d'une remobilisation du « sacré » en politique pour se révolter contre le « système oppressif » occidental (la bureaucratie, la police, la surveillance etc...) et que ce rejet radical de la modernité

oppressive était une nouvelle forme de rationalité politique.

C'était là ni plus ni moins que soutenir l'idée d'une « révolte contre le monde moderne » idéalisant en réalité le féodalisme comme une alternative à « l'esprit bourgeois » et sa rationalité « capitaliste ». C'est typiquement un anti-capitalisme romantique.

Notons que malgré la suite de la révolution et la fondation de la république islamique d'Iran, et malgré toutes les répressions connues menées par le nouveau régime, Michel Foucault n'a jamais désavoué son analyse et que celle-ci d'ailleurs se retrouve dans toutes les universités iraniennes, assumée par le régime lui-même, qui voit dans sa « République islamique » une sorte de « République platonicienne » admettant volontiers cette critique anti-moderne et anti-oppressive « occidentale ».

L'idée du « chevalier » oriental anti-moderne et valeureux, en révolte contre les oppressions se retrouve ici complètement dans le jeu de la firme française Ubisoft, *Assassin's Creed*.

La série de jeux, lancée en 2007, s'appuie sur la chevalerie « totale » que furent les fidèles de la secte nizarite, surnommée des ḥaṣaṣyīn, qui a donné le terme français « assassins », mais qui en arabe signifie quelque chose comme le « fidèle intégral », près à donner sa vie à la cause et à son maître.

On ne peut donc aborder la question de l'Orient en France sans prendre en compte la profondeur idéologique de cet orientalisme bourgeois, que seule la revue *Crise* aborde en France de manière systématique et combative.

Nous disons que dès lors que des mots comme « Iran », « islam », « Israël » ou « Palestine » sont prononcés, il faut affronter l'idéologie bourgeoise qu'ils véhiculent, dans un esprit de rupture et d'affirmation de la Culture, c'est-dire de l'universalisme encyclopédique, de l'harmonie symbiotique avec la biosphère, de la fraternité internationale et de la démocratie populaire.

Notre position, c'est que seul l'esprit prolétarien s'oppose dans cette perspective à l'esprit bourgeois, et que la dérive pseudo anti-impérialiste du romantisme féodal est une dangereuse dérive menant à la réaction, qui doit être impitoyablement dénoncée et écrasée.

Ligne Rouge : l'esprit prolétarien total et sans compromis. Ligne noire : le romantisme féodal ou semi-féodal au nom de l'anti-impérialisme et de l'anti-colonialisme orientalisant.

Telle est la base que nous posons pour affronter depuis la France l'extension tragique de la guerre impérialiste pour le repartage du monde de notre époque qui s'étend vers l'Iran. Nous voulons ici développer deux points qui nous semblent d'une importance capitale de clarifier et donner quelques éléments de perspective révolutionnaire pour donner à l'avant-garde qui nous lit et nous étudie une direction juste, dans le sens de la Ligne Rouge de la rupture et de la culture.

Nous parlerons d'abord de l'anti-impérialisme iranien et ses échos en France, puis nous aborderons celle de la question de la bombe nucléaire.

Le pseudo anti-impérialisme de la République islamique d'Iran et la Gauche en France

L'Iran islamique joue à fond la carte de « l'anti-colonialisme » faisant écho à l'anti-colonialisme bourgeois français. Nous avons dit dans des précédents articles de notre revue à quel point la gauche en France paie aujourd'hui durement son absence de travail idéologique sérieux sur l'idéologie bourgeoise française.

À l'heure où s'élance la guerre pour le repartage du monde, la gauche se fait dès lors broyer dans les mâchoires de la propagande impérialiste. On a vu que la bourgeoisie française dispose depuis les Lumières d'une forte tradition anti-coloniale, il n'y a donc rien de plus faux que de penser que critiquer le « colonialisme », ce serait en quelque sorte porter radicalement la lutte anti-impérialiste.

Ce serait même encore plus faux de penser que la critique anti-impérialiste, sur une base anti-coloniale et anti-raciste par exemple, serait en tant que telle, un anti-capitalisme comme le pensent les « décoloniaux » français, ou même simplement serait, dans l'esprit des groupuscules trotskistes, une sorte de « premier pas » vers un anti-capitalisme plus systématisé.

Si l'anti-colonialisme a une dimension révolutionnaire en Asie du Sud et en Afrique, il en va différemment en Amérique du Sud, où la question du nationalisme « latino » se pose frontalement, et plus encore dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

Dans ces deux derniers cas, plus encore que dans les deux premiers, se pose de manière centrale la question du féodalisme ou du semi-féodalisme.

Et cela est encore plus net aujourd'hui avec le développement des impérialismes russes et chinois qui jouent clairement cette carte du semi-féodalisme modernisé contre l'impérialisme « colonial » de l'Occident.

Que penser donc de l'Iran islamique et de l'attaque subie de la part d'Israël et des États-Unis d'Amérique ?

D'abord, il faut voir que la République islamique d'Iran a largement diffusé son idéologie féodale en Orient et en Asie du Sud. S'appuyant sur des communautés chi'ites jusque-là en retrait, elle leur a donné une dignité et une perspective politique moderne. Le grand tour de force idéologique de l'ayatollah, c'est-à-dire le « révélateur de signes » ou « l'intendant spirituel », Khomeini (1902-1989) a été de faire passer l'islam chi'ite d'une position de retrait politique à celle d'eschatologie féodale.

C'est tout le sens de son livre fondateur : le *Velayet-e faqi* (qui est une compilation des enseignements de Khomeini durant les années 1970), le *gouvernement des juristes*, qui présente l'islam comme une attente universelle dans un monde impur et injuste, dans lequel le fidèle ne peut que faire de son mieux en suivant la doctrine de guides inspirés par la tradition islamique.

Ces guides forment la noblesse de l'Humanité, son aristocratie, rassemblée dans une « chose publique », au sens platonicien du terme, un État devant rassembler la « foule » pour lui donner une direction par le haut, sous le

commandement de la vertu et de la justice sociale.

C'est là très exactement le sens du mot arabe *jumhūriyya* utilisé pour parler de la « république islamique », au sens d'un État transitoire, devant être une base au Khalifat à venir, à l'Empire islamique universel qui unifiera tout le monde le moment venu, une fois passé toutes les épreuves apocalyptiques qui attendent les fidèles pour éprouver la force et la détermination de leur foi.

Le même mot sert pour parler des « républiques » arabes nationalistes, mais se donnant la même perspective eschatologique, même si plus sécularisée. Et de même la « république » de Turquie s'entend ainsi, étant parlé de *cumhuriyet*, qui est le calque en turc de l'arabe *jumhūriyya*.

C'est ainsi que les islamistes arabes, turcs ou persans font écho à l'orientalisme bourgeois français notamment dans sa dimension « anti-colonialiste » fascinée finalement par le féodalisme, et réciproquement.

Bien sûr, la bourgeoisie française ne pouvant assumer le féodalisme jusqu'au bout, c'est aussi là la base de malentendus sans fins.

Cela y compris avec la petite-bourgeoisie décoloniale, qui ne voit dans le féodalisme ou le semi-féodalisme qu'un « affect » de la révolte du sujet, sur lequel on pourrait jouer de manière pragmatique-machiavélique, contre les oppressions de la modernité bourgeoise, dont l'impérialisme colonial serait l'aboutissement le plus complet.

C'est là la thèse de gens comme Jean-Paul Sartre (1905-1980) ou Franz Fanon (1925-1961) références absolues des « décoloniaux ».

C'était aussi la thèse des nationalismes arabe ou turc, avant que les islamistes ne les confrontent sur leur hypocrisie : le féodalisme prétendant être une vision du monde portée par une aristocratie publique, agissant comme chevalerie au service de la justice divine à venir, il ne peut se résoudre à la rationalité marchande de l'existence et à l'organisation collective en États en compétition.

Le féodalisme veut l'Empire et veut aller au Ciel. Sa perspective est possédée par la parousie apocalyptique appelant au sacrifice.

À notre époque, le féodalisme est ainsi une négation de la raison et du rationalisme, y compris du rationalisme bourgeois ; comme vision du monde obsolète, il ne peut plus être qu'un poison réactionnaire.

La République islamique d'Iran se présente ici comme un des bastions de ce poison. Et son activité de dissémination est très large.

L'Iran islamique s'est en effet donné une tâche prosélyte conforme à son idéologie féodal : former partout sur Terre une aristocratie islamique préparant la parousie, l'arrivée du Mahdi, le messie devant annoncer le règne de l'Empire final et de la paix de Dieu sur Terre, unifiant pour l'éternité la Terre et le Ciel.

L'université al-Mostafa à Qom, un des principaux centres religieux du chi'isme, joue ici un rôle très important. Elle dispose de nombreuses succursales et partenaires en Afrique de l'Ouest, en particulier au

Sénégal, et en Afrique de l'Est, notamment à Zanzibar, ancien comptoir arabo-persan où le chi'isme dispose toujours d'une communauté religieuse importante.

Les liens sont significatifs aussi avec l'Amérique latine, notamment avec le Vénézuéla et l'Argentine. Dans tous ces pays, le relais de l'influence iranienne est porté par la présence d'entrepreneurs libanais, très souvent liés de manière clanique au Hezbollah, qui diffusent une active propagande anti-israélienne, en lien avec les nationalistes de gauche parmi lesquels le féodalisme islamique chi'ite fait écho à l'arrière-plan semi-féodal des avatars de l'idéologie « bolivarienne » dans les villes.

Mais bien entendu, c'est avec les communautés chi'ites du Proche et du Moyen Orient que les liens sont les plus forts : les Houthis au Yémen, les libanais du Hezbollah (et les Palestiniens du Hamas, sunnites majoritairement, mais alignés sur les doctrines politiques de l'Iran).

Il existe en outre bien d'autres communautés chi'ites, ou liées au chi'isme, en Syrie, en Turquie, en Azerbaïdjan, dans les pays de la péninsule arabe et les petits émirats du Golfe, mais aussi au Pakistan et en Inde. Cependant, toutes ne sont pas alignées sur l'Iran. Le chi'isme iranien se caractérise, comme toute idéologie féodale, par une inépuisable tendance au fractionnement et au sectarisme.

Mais de toute façon, ce n'est pas par le religieux au sens communautaire que l'Iran islamique entend constituer un front sous sa direction, mais par le politique, ce que les islamistes iraniens considèrent comme la lutte contre l'impureté et l'injustice.

Des groupes armés anti-impérialistes ne prenant pas comme objet la lutte contre leur propre féodalisme peuvent alors converger avec l'Iran.

C'est le cas du FPLP en Palestine, ou d'une partie de l'Asala arménienne.

Cette stratégie permet à l'Iran d'elle-même converger avec la Russie, mais aussi avec la Chine ou le Brésil, dans la perspective de former un bloc face aux États-Unis d'Amérique, sur une base prétendument « anti-impérialiste ». C'est ainsi que les nationalistes russes ont par exemple souligné à l'envie que les frappes américaines ont été réalisées le 22 juin, jour anniversaire du déclenchement de l'opération Barbarossa, nom de l'attaque surprise des armées alliées à l'Allemagne nazie contre l'URSS en 1941.

Cependant, si la stratégie se veut politique, la définition reste forcément religieuse. L'anti-impérialisme visant l'Occident est formulé en terme eschatologique. C'est le fameux « Grand Satan » (Shaitan Bozorg en persan), qui désigne les États-Unis d'Amérique, avec toute une rhétorique et une iconographie anti-capitaliste romantique, dérivant à l'antisémitisme.

Il faut bien comprendre que ce que vise la propagande islamique iranienne en parlant dans ces termes de l'impérialisme américain, c'est une morale : l'Occident serait rongé de l'intérieur par le Mal, et au fond, les islamistes se présentent comme des libérateurs des peuples occidentaux, qui subissent eux aussi la domination « satanique ».

Ce « satan » pour les islamistes, c'est une oligarchie capitaliste abstraite qui incarne, dénoncée sous la forme de dirigeants

politiques ou mieux, simplement de la figure de « l'Oncle Sam », mais plus encore qu'une incarnation, il s'agit d'un « esprit », d'une âme damnée, d'où le recours à l'image de « Satan ». Bien sûr, la pente glissante vers l'antisémitisme était inévitable avec une telle base, et la confrontation avec l'État d'Israël n'a fait que donner une dimension concrète à cet antisémitisme.



Affiche de promotion de la « Conférence internationale sur les ingérences des États-Unis » de juin 1980 à Téhéran

La rhétorique islamiste iranienne continue d'appeler Israël le « petit Satan », mais en fait, la dénonciation du « sionisme », comme incarnation politique du satanisme rongé le capitalisme occidental, n'a fait que prendre de l'ampleur depuis la fin des années 1980. L'écho de cet antisémitisme « anti-impérialiste » en France a été particulièrement marquant dans les années 2000-2010.

La figure essentielle ici est l'humoriste Dieudonné, qui a été accusé de liens avec l'Iran ; il avait notamment fait un spectacle en référence au président iranien d'alors, Mahmoud Ahmadinejad. Son long-métrage *L'antisémite* a également été coproduit par une entreprise iranienne. Le Parti antisioniste auquel a participé Dieudonné (ainsi qu'Alain Soral) est une émanation directe d'une structure religieuse chi'ite en France.

La réception en France de l'antisionisme n'est évidemment pas unilatéralement le fait de la propagande de l'Iran. C'est en fait plutôt la faiblesse idéologique de la gauche française face à l'anticapitalisme romantique qui a été le terrain à la diffusion d'un d'antisémitisme d'abord anticapitaliste, sur un mode anti-décadent, et ensuite décolonial visant Israël sur un mode anti-impérialiste.

Dès lors, cette idéologie inspire fortement la petite-bourgeoisie française, soit sur un mode national-catholique insistant sur le parasitisme « satanique » des Juifs et la corruption des « valeurs », soit sur un mode anti-raciste insistant sur l'anticapitalisme romantique et la lutte contre l'impérialisme, surtout dans sa dimension coloniale.

La propagande de guerre israélienne vise inversement à présenter l'Iran comme un « Empire » féodal. Il s'agirait donc de démanteler l'Iran pour le « décoloniser », pour en faire une série d'États conforme au libéralisme collectif par lequel la bourgeoisie comprend les relations internationales, voire pour satelliser ces États derrière l'hégémonie américaine, dans une perspective libertarienne. On retrouve ici la même perspective en fait que ce que présente le régime ukrainien face à la Russie.

On est donc sur une vision agressive du capitalisme, entendant lutter contre le féodalisme impérial de l'Iran, de la Russie, mais aussi de la Chine, présentant l'impérialisme occidental, surtout américain, comme un anti-Empire devant barrer la route aux Empire néo-féodaux de notre époque au nom du libéralisme et des Lumières, telle que comprise par les libertariens en particulier.

L'Iran islamiste se présente dans ce cadre à la fois comme un régime réactionnaire de type féodal, mais aussi comme un collectivisme anti-libéral insupportable.

Ce narratif idéologique est très puissant dans la propagande occidentale et occidentaliste, et en France, il est largement porté par la bourgeoisie nationale-catholique, la plus portée à soutenir le complexe militaro-industriel pour lancer la France dans le sillage américain et se tailler sa part dans la guerre impérialiste qui se développe.

Contre ce narratif, une large partie de la gauche n'a rien à dire, ou bien tente d'y opposer l'idée que ce serait le « colonialisme » d'Israël qui expliquerait tout, que l'islamisme iranien n'est rien de sérieux ou de gravement menaçant, en dépit d'ailleurs de l'intense activité d'influence et d'agression, notamment contre Israël, mais aussi au Liban, au Yémen et en Irak.

L'eschatologie islamique et plus largement le féodalisme irano-islamique ne sont ni compris ni analysés, donc laissés purement et simplement de côté, au profit d'une dénonciation anti-sioniste d'Israël, qui peine à ne pas dériver vers l'antisémitisme et ne pas s'aligner sur le narratif politique iranien du « parasitisme ».

Tel est le drame de la gauche française, pris entre deux narratifs de l'impérialisme bourgeois : ou bien soutenir les Etats-Unis et Israël dans leur offensive libertarienne contre un régime « impérial » réactionnaire et apocalyptique qu'il faut mater afin de « décoloniser » l'Iran, ou bien soutenir l'Iran en dénonçant l'impérialisme américain et son avatar israélien dans ce cas, mais sans mettre l'accent sur le féodalisme insupportable qui mine le régime et la société iranienne.

On peut toujours prétendre que la gauche française ne soutient pas le régime ni l'islamisme en dénonçant les frappes israéliennes et américaines, mais cela nous amène justement au second problème : la soumission à l'État bourgeois.

La République islamique d'Iran, un État bourgeois-féodal

Il est fondamental donc de considérer, selon nous, le féodalisme iranien dans sa version chi'ite comme l'aspect principal de la question. Mais la République islamique d'Iran est-elle dès lors un État féodal ? Seul le matérialisme dialectique permet de saisir que la réponse est non sur le fond, mais avec une dimension centrale qui fait que oui, en même temps, sur la forme.

Notre thèse est que le capitalisme comme mode de production s'est généralisé depuis les années 1970 à l'ensemble de l'Humanité. Un pays comme l'Iran est un pays capitaliste, mais pas un pays de la Métropole du capitalisme. Le capitalisme qui s'y est développé est de type bureaucratique et semi-colonial.

En particulier pour ce qui nous intéresse ici, le capitalisme français, mais surtout les

capitalismes chinois, émirati, turc et russe, s'y sont taillés des intérêts et y entretiennent leur présence. Mais quand on parle de mode de production capitaliste, on parle aussi de mode de vie, de l'accès aux marchandises, à la consommation de masse, de l'urbanisation et des modifications des comportements qui en découlent.

Les rapports sociaux se sont considérablement transformés en Iran depuis les années 1970, malgré la révolution islamique. Par exemple, la natalité s'est alignée sur celle des autres pays capitalistes à mesure que l'urbanisation et les progrès dans la médecine et l'éducation des femmes progressaient relativement, malgré une forte propagande nataliste entretenue par le clergé religieux.

Les rapports sociaux restent pourtant fortement marqués par les hiérarchies féodales, très largement dans les campagnes, et même encore dans les villes, de par l'omniprésence de la bureaucratie et de l'appareil d'encadrement policier et religieux.

Dans les campagnes, notamment dans les zones kurdes, baloutches ou au Loristan, des formes de types tribales persistent très nettement, avec des chefs tribaux, des Khans, à qui loyauté et redevances de différents types sont encore exigées de manière héréditaire et clanique, certains jouant même le rôle de tampons avec l'État central. Et même là où les seigneuries ont été abolies au cours du 20^e siècle, les fondations religieuses (bonyads en persans, waqf en arabe) ont très souvent remplacé purement et simplement le khan local autour d'un sanctuaire et de son personnel religieux.

D'ailleurs en théorie, l'ensemble de la population est soumise à un clerc local, un marja, à qui il faut donner des redevances, globalement qualifiées de khoms, pesant en gros pour 20% des revenus d'un foyer annuellement. Cette redevance est un droit directement prélevé par le clergé chi'ite, en dehors des impôts prélevés par l'État qui dispose ainsi de très larges moyens pour asseoir son pouvoir, au motif de la charité et de la loyauté dû aux religieux au nom de la piété. Et cela même encore sans compter les dons, les legs, etc. perçu par le clergé.

L'urbanisation n'est donc pas parvenu à briser complètement le féodalisme, fort du maintien de l'institution religieuse comme bastion, ce dernier est prégnant dans les agglomérations urbaines, mais il y apparaît forcément sous son jour le plus cru, comme un parasitage pur et simple de la vie économique et sociale.

La bourgeoisie nationale iranienne a été, dans ce développement, considérablement renforcée par l'urbanisation et les progrès de l'éducation, et elle oppose toujours plus frontalement sa vision du monde libérale et nationale aux forces féodales qui voient le sol se dérober sous leurs pieds à mesure que se développe le capitalisme.

La chanson *Barayé*, qui reprend de manière anaphorique des slogans libéraux comme mots d'ordre, a été un puissant symbole de confrontation entre la vision libérale et nationale portée par la bourgeoisie iranienne et la vision féodale du clergé chi'ite au pouvoir.

Le front démocratique et populaire iranien, informel mais pesant, va cependant plus loin que le périmètre de cette bourgeoisie libérale et nationale. La conscience

communiste est réelle et héroïque en Iran, mais le matérialisme dialectique n'y a pas encore développé de solides bases théoriques. Cet immense travail ne manque pas d'éléments, et nous avons publié les communiqués des principales organisations révolutionnaires d'Iran sur la situation de leur pays en relevant d'excellentes choses que nous ne pouvons qu'approuver.

Mais si la Turquie a vu émerger la figure d'Ibrahim Kaypakkaya, l'Afghanistan celle d'Akram Yari, l'un et l'autre d'ailleurs très liés à la culture turco-persane commune à cette immense zone allant des Balkans à l'Indus, l'Iran en tant que tel manque encore d'une grande figure révolutionnaire, affirmant et arborant le matérialisme dialectique. La nécessité ardente de la lutte contre le féodalisme et contre les assauts de l'impérialisme impose toutefois aux révolutionnaires iraniens les claires exigences de la Révolution, et les pousse toujours plus impérativement vers le matérialisme dialectique.

D'autant que les forces féodales iraniennes ne peuvent pas survivre sans se jeter dans les bras de la bourgeoisie en interne, ni sans admettre le cadre de l'ordre public international imposé par le capitalisme externe.

Il est flagrant de voir que la République islamique d'Iran en appelle maintenant au respect du droit international des Nations Unies contre les frappes israéliennes et américaines.

Si on s'en tient à la stricte logique théocratique de l'islamisme chi'ite, ce droit public international n'a pourtant aucune valeur, et relève même du « satanisme » si on va au bout.

Mais bien sûr, l'eschatologie chi'ite et sa lutte contre le « satanisme » se heurtent ici à la réalité : il n'y aura ni Empire ni règne de Dieu sur Terre bien sûr, et la République islamique d'Iran ne peut qu'être un sujet de droit comme un autre pour exister dans l'ordre du capitalisme mondialisé. L'Iran islamique ne peut finalement opposer à l'impérialisme que le droit bourgeois. Autant dire que le cercle est fermé.

En interne, la terrible guerre contre l'Irak (1980-1988) appelée en persan Defā'e moghaddas, la « Défense sacrée », a été en quelque sorte la dernière guerre féodale, et elle a assurée, jusqu'à nos jours, la légitimité du régime.

La mobilisation et la résistance iranienne ont été très largement assurée par toutes les forces féodales ayant intérêt à leur survie, y compris dans les zones kurdes notamment, et le régime a su organiser des levées modernisées du « ban » féodal traditionnel sous la forme des milices bassidjis, galvanisées par une intense propagande religieuse jouant sur l'eschatologie chi'ite, notamment l'assimilation de l'ennemi au « tyran » Yazid, l'assassin des descendants de 'Ali, à la base du schisme entre ses partisans (formant le « chi'at 'Ali », le parti de 'Ali, d'où vient le nom du chi'isme) et les soutiens du Khalife en place Yazid, qui formeront ensuite les « sunnites », et sur la lutte des déshérités, les mustazafin, appelés au Jihad défensif au nom de la Justice et contre l'impérialisme externe.

La guerre a donc permis à la fois de moderniser le féodalisme iranien et de lui donner une profondeur dans les masses, entretenu par le culte des centaines de milliers de « martyrs » tombés au combat.

Le loyalisme féodal des masses ayant été mis en scène par les célèbres « vagues humaines » que le régime lançait contre l'armée irakienne illustre l'esprit sacrificiel total des fidèles dans la logique religieuse de la chevalerie persane, mais de manière massive.

La guerre a donc aussi eu une dimension démocratique, elle a exprimée en Iran l'irruption inévitable des masses et leur rôle incontournable, marquant une contradiction intenable entre l'élitisme aristocratique du régime et son envergure démocratique démontrée par la guerre.

Bien sûr, la dimension populaire et démocratique de l'armée a ensuite été démantelée pour revenir à une armée féodale dans son principe, et donc anti-populaire, tout en prétendant exactement l'inverse dans une rhétorique religieuse abstraite. Si la guerre a été féodale dans son organisation et sa mobilisation, elle a accouchée d'une affirmation démocratique et populaire intenable pour le régime.

Et c'est là que l'on voit que la course à l'armement nucléaire est l'aboutissement de ce processus militaire orienté vers l'exclusion des masses.

Comme en Corée du Nord, et même d'ailleurs comme partout, la bombe nucléaire est l'antithèse absolue de l'armée populaire. La frénésie existentielle du régime pour l'obtenir est l'aveu du fait qu'il ne compte plus sur les masses pour se maintenir, ni en externe, ni en interne.

Les missiles balistiques ont remplacés les vagues humaines, et l'exode a remplacé l'esprit de résistance. L'Iran est à la place de la France de 1940 : les masses ne bougeront pas pour le régime. Le désaveu est total.

Il reste aux masses à assumer leur autonomie et à se révolter, à jeter des vagues humaines contre le régime et contre les assauts de l'impérialisme, sans s'en remettre à une puissance extérieure quelconque.

Les révolutionnaires du monde entier doivent donc soutenir la conquête et l'affirmation de cette autonomie populaire, doivent aider les révolutionnaires iraniens à s'organiser, notamment idéologiquement, en arborant au poste de commande le matérialisme dialectique, à s'engager dans la révolution démocratique.

Une armée populaire dirigée par un Parti révolutionnaire, pour mettre en place des institutions démocratiques, les masses par et pour elles-mêmes, en renversant le régime et en mettant fin aux institutions féodales-religieuses, avant d'éduquer le nouveau citoyen iranien, agent de la Révolution démocratique qui doit se lever.

C'est aussi une puissante leçon pour les révolutionnaires en France : notre tâche principale est de se confronter à l'impérialisme de notre pays. Il nous faut opposer à la bombe nucléaire de l'armée de l'État bourgeois français la puissance invincible des masses, il faut s'opposer à toute expression militaire ou diplomatique de l'État bourgeois français, il faut dénoncer la présence du capitalisme français en Iran et sa complicité avec le régime, il faut dénoncer le féodalisme iranien islamique et opposer la vision prolétarienne du monde, fondée sur l'encyclopédisme universel, la démocratie populaire et la fraternité internationale à la vision bourgeoise, de Droite comme de Gauche, réactionnaire ou décoloniale.

Les jours de la république islamique d'Iran sont comptés. Inévitablement, la révolution iranienne va être à l'ordre du jour, et ébranler le monde ! ■

